



Ville de
Montpellier

Secrétariat général

Service de l'Assemblée

Recueil des Actes Administratifs

TOME 2/5

Décembre 2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

MONTPELLIER EVENTS - Rapport des administrateurs - Exercice 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Montpellier Méditerranée Métropole	13 104 059 €	37.05%	80 393	6
Région Languedoc Roussillon	12 380 176 €	35.00%	75 952	6
Ville de Montpellier	3 423 326 €	9.68%	21 002	2
Département de l'Hérault	424 289 €	1.20%	2 603	1
Ville de Pérols	163 €	0.00%	1	-
TOTAL PUBLICS	29 332 013 €	82.93%	179 951	15
Crédit Mutuel Méditerranéen	1 114 105 €	3.15%	6 835	-
Caisse des Dépôts et Consignations	1 025 922 €	2.90%	6 294	1
Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon	921 439 €	2.61%	5 653	1
Comité de la foire	757 950 €	2.14%	4 650	1
Park & Suites	749 963 €	2.12%	4 601	1
Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine	616 955 €	1.74%	3 785	1
Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	374 248 €	1.06%	2 296	1
SAS Financière de participation BPS (Banque populaire du Sud)	250 694 €	0.71%	1 538	1
SAS La Citadelle (groupe Cassiopea)	130 074 €	0.37%	798	-
SAS Odysseum (groupe Cassiopea)	69 927 €	0.20%	429	-
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	8 150 €	0.02%	50	-
Chambre des Métiers de l'Hérault	3 260 €	0.01%	20	-
UMIH 34	2 445 €	0.01%	15	-

Les Chevaliers du CEP	2 282 €	0.01%	14	-
Autres privés (5)	9 454 €	0.03%	58	-
TOTAL PRIVES	6 036 868 €	17.07%	37 036	7
TOTAL	35 368 881 €	100.00%	216 987	22

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- Les collectivités locales
- Les actionnaires privés

Au 31 décembre 2014, le capital social s'élève à 35 369 K€, réparti en 216 987 actions de 163€ chacune. La Ville de Montpellier détient 9,7% du capital social. Sa participation au capital s'élève à 21 002 actions.

2. ACTIVITES

Les activités réalisées en 2014 se répartissent ainsi sur les quatre sites:

MANIFESTATIONS PAR SITE	Nbre Sessions	Nbre Participants	Journées participants
CORUM			
Manifestations économiques	141	177 820	259 477
Manifestations culturelles	136	120 992	120 992
	277	298 812	380 469
ZENITH			
Manifestations économiques	7	18 200	23 000
Manifestations culturelles	70	179 982	179 982
	77	198 182	202 982
PARC EXPO			
Manifestations économiques	59	317 732	365 557
Manifestations culturelles	0	0	0
	59	317 732	365 557
PARK&SUITES ARENA			
Manifestations économiques	7	8 680	19 880
Manifestations culturelles	55	236 120	236 128
	62	244 800	256 008
TOTAL	475	1 059 526	1 205 016

MANIFESTATIONS PAR MARCHE	Nbre Sessions	Nbre Participants	Journées participants
POLE SALONS			
Salons MONTPELLIER EVENTS	5	165 694	180 982
	5	165 694	180 982
POLE MICE			
Congrès	48	28 933	104 604
Salons et concours	52	180 154	211 793
Corporate	109	147 651	170 535
Sport	28	116 671	116 679
	237	473 409	603 611
POLE SPECTACLE			
Spectacles	114	325 181	325 181
	114	325 181	325 181
CULTURE			
Concerts et spectacle Culture	119	95 242	95 242
	119	95 242	95 242
TOTAL	475	1 059 526	1 205 016

Cela représente un total de 475 manifestations (441 en 2013) pour 1 059 526 participants (1 225 159 en 2013).

3. PERSONNEL

Le nombre de salariés au 31/12/2014 est de 124 salariés dont 3 personnes en CDD et 1 mandataire social. Le montant de la masse salariale pour l'exercice 2014 s'élève à 5 181 K€ contre 5 521 K€ en 2013.

4. COMPTES ANNUELS

a) Compte de résultat

COMPTES ANNUELS	2013	2014	Variations
-----------------	------	------	------------

Produits d'exploitation	26 910 117 €	27 324 934 €	1,5%
<i>dont CA</i>	25 820 812 €	26 404 766 €	2,3%
Charges d'exploitation	29 469 716 €	27 809 554 €	-5,6%
Résultat d'exploitation	-2 559 598 €	-484 620 €	-81,1%
Produits financiers	3 838 €	8 826 €	130%
Charges financières	1 066 258 €	1 019 166 €	-4,4%
Résultat financier	-1 062 420 €	-1 010 340 €	4,9%
Produits exceptionnels	428 040 €	843 191 €	97%
Charges exceptionnelles	144 934 €	935 658 €	546%
Résultat exceptionnel	283 106 €	-92 467 €	-132,7%
Impôts sur bénéfice	-15 000 €	0 €	N/A
Résultat net	-3 323 913 €	-1 587 427 €	52,2%

- Résultat d'exploitation

Le total des produits d'exploitation s'élève à 27 325 K€ sur l'exercice 2014, soit une hausse de 1,5% par rapport à 2013. Le chiffre d'affaires de l'Arena progresse de 34% soit 1 753 K€ supplémentaires. Ceux du Zénith Sud et du Corum augmentent respectivement de 128 K€ (+8%) et 598 K€ (+6%). A l'inverse le chiffre d'affaires du Parc des expositions baisse de 20% ce qui représente 1 894 K€ de recettes en moins suite à l'arrêt du salon Equisud.

Le total des charges d'exploitation diminue de 5,6% entre 2013 et 2014. Il s'élève au 31 décembre 2014 à 27 810 K€ contre 29 470 K€ en 2013. Cette baisse est essentiellement due au plan d'économie mis en place qui a permis de réduire la masse salariale (-376 K€ soit -4,6%), les charges courantes (nettoyage, fluides, sécurité), les frais généraux (honoraires, maintenance,...) et les frais de contentieux.

Le résultat d'exploitation 2014 reste négatif malgré une amélioration à -485 K€ en 2014 (contre -2 560 K€ en 2013). Cet écart s'explique par la variation des produits et des charges mais aussi par la durée de l'allongement de la DSP Arena de 5 ans.

- Résultat financier et résultat courant

Le résultat financier de l'exercice 2014 est négatif à -1 010 K€ (contre -1 062 K€ en 2013). Ce résultat financier ajouté au résultat d'exploitation donne un résultat courant 2014 de -1 495 K€ contre -3 622 K€ en 2013.

- Résultat net

Après le résultat exceptionnel de -92,5 K€ le résultat net s'élève à -1 587 K€ en 2014 contre un résultat de -3 324 K€ en 2013.

b) Bilan

- A l'actif du bilan

Le total du Bilan est relativement stable d'un exercice sur l'autre (+0,8%), s'établissant au 31 décembre 2014 à 75 786 K€ contre 75 208 K€ à fin 2013. On peut noter une variation à la hausse de l'actif circulant (- 1 659 K€), les stocks et créances augmentent alors que les disponibilités sont en nette diminution. A l'inverse, l'actif immobilisé diminue de 1 082 K€.

- Au passif du bilan

Capitaux propres : Les capitaux propres sont passés de 28 070 K€ en 2013 à 26 482 K€ à la clôture de l'exercice 2014, après affectation du résultat déficitaire.

Dettes : les dettes augmentent de près de 5% et s'élèvent à 48 589 K€ en 2014 contre 46 286 K€ en 2013. On constate une augmentation des dettes financières, d'exploitation, diverses et des comptes de régularisation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport 2014.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Rapport annuel 2014 du délégataire TaM - Parcs de stationnement Comédie et Antigone

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

A partir du 1^{er} janvier 2014, par délibération du Conseil Municipal du 16 décembre 2013, la délégation de service public pour l'exploitation des parkings Comédie et Antigone a été confiée à TaM jusqu'au 31 décembre 2023.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport a donné lieu à :

- une communication au Conseil Municipal par délibération du 23 juillet 2015 ;
- une présentation en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public en date du 15 octobre 2015 ;
- une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 22 octobre 2015.

Suite à ces 3 étapes préliminaires, il est proposé l'analyse du rapport suivante :

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

a) Parc de stationnement Comédie

Le parc de stationnement de la Comédie comprend 824 places dont 17 destinées aux personnes à mobilité réduite. Il est ouvert 7j/7 et 24h/24. Les accès se font, soit par le boulevard Bonnes Nouvelles, soit par le tunnel de la Comédie.

212

- Fréquentation et recettes

Le nombre moyen d'abonnés est en baisse de 1,8% par rapport à 2013. Néanmoins, la recette « abonnés » s'élève à 687 555 € HT, soit une augmentation de 3,3% par rapport à 2013.

Le nombre de clients « horaire » a augmenté de 1% par rapport à 2013. La recette « horaire » s'élève à 2 294 794 € HT, soit une baisse de 5,5% par rapport à 2013 (-132 649 € HT). Cette baisse est essentiellement liée avec le changement de grille tarifaire (les tarifs ont été baissés dans le cadre de la nouvelle Délégation de Service Public).

Au total, les recettes cumulées s'élèvent à 2 982 348 € HT, soit une baisse de 110 997€ HT par rapport à 2013 (-3,6%).

Sur le nombre total d'abonnements, les abonnés « résidents » représentent 42% et l'abonnement « travail permanent » 54%.

- Tarification

Dans le cadre de la nouvelle Délégation de Service Public, le choix de la Ville a permis une baisse des tarifs.

Tarif horaire par tranche de 7h à 19h			
de 10mn à 1h	2,10 €	de 5h à 6h	11,40 €
de 1h à 1h30	3,10 €	de 6h à 7h	12,50 €
de 1h30 à 2h	4,10 €	de 7h à 8h	14,00 €
de 2h à 2h30	5,10 €	de 8h à 9h	14,00 €
de 2h30 à 3h	6,20 €	de 9h à 10h	16,60 €
de 3h à 3h30	7,10 €	de 10h à 11h	16,60 €
de 3h30 à 4h	8,00 €	de 11h à 12h	16,60 €
de 4h à 5h	9,70 €	Plafond 24h	23,00 €
Tarif horaire par tranche de 19h à 7h			
de 10mn à 1h	0,60 €	de 6h à 7h	5,20 €
de 1h à 2h	1,20 €	de 7h à 8h	6,30 €
de 2h à 3h	1,80 €	de 8h à 9h	7,40 €
de 3h à 4h	2,40 €	de 9h à 10h	8,50 €
de 4h à 5h	3,00 €	de 10 à 11h	9,60 €
de 5h à 6h	4,10 €	de 11h à 12h	10,70 €

Le tarif 2014 est fractionné à la demi-heure à partir de la première heure et jusqu'à la quatrième heure de stationnement. Un tarif réduit est appliqué à partir de 19h00.

Abonnement pour tous		Comptant	En prélèvement mensuel
Annuel Comédie Place Réservée		2 030,80 €	176,00 €
Annuel Comédie 24h/24h		1 523,10 €	132,00 €
Abonnement pour les résidents		Comptant	En prélèvement mensuel
Annuel Comédie 24h/24h		1 003,80 €	87,00 €

- Personnel

Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif moyen nécessaire est constitué de 9,5 ETP (équivalent temps plein).

Le nettoyage est effectué par une entreprise spécialisée, complété en interne par le personnel en poste.

b) Parc de stationnement Antigone

Le parc de stationnement Antigone présente une capacité globale de 252 places réparties sur 2 niveaux (246 places publiques et 6 places pour personnes à mobilité réduite).

Il est accessible 24h/24 et 7jours/7.

L'accès se fait par le boulevard d'Antigone.

- Fréquentation et recettes

Le nombre moyen d'abonnés est en baisse de 1,8% par rapport à 2013, pour une recette annuelle de 235 605 € HT, soit -7,4% par rapport à 2013.

Les formules travail représentent 71% des abonnements, le « petit rouleur » 23% et le résident 6%. L'abonnement « petit rouleur » a connu une progression de +26% entre 2011 et 2012 (de 50 à 63 abonnés), et s'est stabilisé depuis 2013 à 70 abonnés.

La recette des abonnés représente plus de 80% de la recette globale.

Le nombre de clients « horaire » est en hausse de 17,5% par rapport à 2013 (17 736 en 2014 et 15 096 en 2013), pour une recette annuelle de 53 238 € HT, celle-ci baisse de -18,4% par rapport à 2013. Ce recul s'explique par l'incitation tarifaire appliquée sur ce parking.

Pour 2014, les recettes cumulées s'élèvent à 288 843 € HT, soit une baisse de 30 849€ par rapport à 2013 (-9,6%)

- Tarification

Les tarifs ont été révisés à la baisse en 2014 au démarrage de la nouvelle DSP.

Tarif horaire par tranche de 7h à 19h			
de 0h à 1h	1,00 €	de 6h à 7h	6,00 €
de 1h à 2h	2,00 €	de 7h à 8h	6,50 €
de 2h à 3h	3,00 €	de 8h à 9h	7,00 €
de 3h à 4h	4,00 €	de 9h à 10h	7,50 €
de 4h à 5h	5,00 €	de 11h à 12h	8,00 €
de 5h à 6h	5,50 €	de 10h à 11h	8,50 €
Plafond 24h	13,20 €	L'heure de nuit de 19h à 7h	0,60 €

Abonnement pour tous	Comptant	En prélèvement mensuel
Annuel Antigone 24h/24h	1 200,00 €	104,00 €
Abonnement pour les résidents	Comptant	En prélèvement mensuel
Annuel Antigone 24h/24h	830,80 €	72,00 €
Annuel Antigone Petit Rouleur		40,00 €

Ce parking bénéficie d'un service spécifique avec la possibilité de bénéficier d'un abonnement petit rouleur.

La différence majeure entre un abonnement « Petit Rouleur » et un abonnement résident tient dans la possibilité d'obtenir une réduction en fonction du nombre de sorties mensuelles effectuées. Plus la voiture reste dans le parc, plus la réduction sur l'abonnement est importante (jusqu'à 40%).

Cette mise en place devait permettre de capter une nouvelle clientèle dans le parking grâce à l'attractivité de cette formule et des tarifs qui en découlent, mais également d'œuvrer pour le «développement durable».

Dans l'appréhension du stationnement comme outil de réduction des émissions de gaz à effet de serre, le résident « Petit Rouleur » dispose d'un statut particulier par rapport aux autres usagers. Il est le résident « écologiquement vertueux » qui n'utilise que peu sa voiture.

Cette mesure constitue donc, en incitant les souscripteurs à diminuer leur nombre de sorties mensuelles, un levier pour maîtriser l'utilisation de la voiture en ville et inciter les usagers à emprunter d'autres modes de déplacement plus doux.

Le principe de l'abonnement « Petit Rouleur », peut être assimilé à une bourse aux rejets de CO2 qui existe pour les industriels.

Le parking valorise, sous forme de bonus, la réduction des déplacements en véhicule individuel.

Moins de sorties = moins de rejet de CO2 = bonus sur le tarif.

Le parking pénalise, sous forme de malus, la multiplication des déplacements en véhicule individuel.

Plus de sorties = plus de rejet de CO2 = malus sur le tarif.

- Personnel

Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif nécessaire est de 3,5 ETP (équivalent temps plein).

Le nettoyage est effectué par une entreprise spécialisée, les nuits et les dimanches, complété en interne par le personnel en poste.

L'entretien et la maintenance des équipements sont assurés par des prestataires de services spécialisés.

2. Compte de résultat (K€)

Données exprimées en K€ HT	2014		
	Comédie	Antigone	Global
Recettes Parc	2 982,4	288,8	3 271,2
<i>dont recettes horaires</i>	2 294,8	53,2	2 348,0
<i>dont recettes abonnés</i>	687,6	235,6	923,2
Redevances publicitaires	30,8	3,9	34,7
Autres recettes	20,9	5,3	26,2
Reprise sur amortissement et provisions	12,5	0,0	12,5
Transferts de charges d'exploitation	4,2	0,0	4,2
Produits d'exploitation	3 050,8	298,0	3 348,8
Salaires et traitements	208,8	65,4	274,2
Achats externes	109,7	20,9	130,6
Services extérieurs / Entretien et réparation bâtiments	556,6	104,8	661,4
Charges externes	118,6	5,1	123,7
Achats et charges externes	993,7	196,2	1 189,9
Autres charges de gestion courante	40,9	8,9	49,8
Impôts-taxes et versements assimilés	118,1	27,1	145,2
Dotations provisions amortissements	463,9	26,4	490,3
Charges d'exploitation	1 616,6	258,6	1 875,2
Résultat brut d'exploitation hors red.	1 434,2	39,4	1 473,6
Rémunération Fixe	1 000,0	98,0	1 098,0
Rémunération Variable	252,1	0,0	252,1
Redevances	1 252,1	98,0	1 350,1
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	182,1	-58,6	123,5

Au 31 décembre 2014, les Parkings Comédie/Antigone enregistrent un résultat excédentaire de 123,5 K€. La redevance versée à la Ville au titre de l'exercice 2014 s'élève 1 350 K€ dont 1 252,1 K€ pour le parking Comédie et 98 K€ pour le parking Antigone.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport annuel 2014.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Rapport annuel 2014 du délégataire TaM - Parc de stationnement Gambetta

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal du 22 mai 1985, la Ville de Montpellier a confié à la société TaM la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement Gambetta situé boulevard Gambetta à Montpellier sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 31 décembre 2029.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport a donné lieu à :

- une communication au Conseil Municipal par délibération du 23 juillet 2015 ;
- une présentation en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public en date du 15 octobre 2015 ;
- une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 22 octobre 2015.

Suite à ces 3 étapes préliminaires, il est proposé l'analyse du rapport suivante :

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Gambetta présente une capacité globale de 482 places (472 places publiques et 10 places Personnes à Mobilité Réduite). Il est ouvert 24h/24 et 7jours/7.

Depuis la mise en service des lignes 3 et 4 de tramway, il existe 2 entrées possibles (Entrée Chanzy et Entrée Saint Denis). Une sortie est située place St Denis et une autre sur le cours Gambetta.

Fréquentation et recettes

Depuis la fin des travaux de la ligne 3 de tramway, l'augmentation continue de la fréquentation n'a pas encore permis de retrouver un taux de fréquentation initial.

La fréquentation horaire a enregistré une hausse de 6,6% sur le parking par rapport à 2013. La recette horaire annuelle est de 582 139 € HT, soit 5,7% de plus par rapport à 2013 (+31 624 euros HT).

Le nombre d'abonnés est en baisse de 10,5% avec 409 abonnés en 2014 au lieu de 457 en 2013. La recette annuelle est de 361 391 € HT, elle est baisse de 4,5% par rapport à 2013.

Au cumul, les recettes (horaires + abonnés) s'élèvent à 943 530 € HT, soit une hausse de 14 397 € HT correspondant à une augmentation de 1,5% par rapport à 2013.

Les abonnements sont répartis de la manière suivante : 63% sont des formules « résidant », 35% des « travail », 1% sont des forfaits « Grand Cœur » et 1% pour les autres forfaits.

Tarification

En 2014, les tarifs n'ont pas évolué :

Durée de stationnement de 07h00 à 19h00	
01h00	2,20 €
01h30	3,30 €
02h00	3,80 €
02h30	4,90 €
03h00	5,40 €
03h30	6,60 €
04h00	7,50 €
05h00	8,10 €
06h00	8,90 €
07h00	9,60 €
08h00	10,20 €
09h00	10,70 €
10h00	11,30 €
11h00	11,80 €
12h00	12,50 €
Plafond 24h00	14,80 €
de 19h à 0h00	0,70 €
De 0h à 7h	1.10 €

Abonnement Mensuel

Permanent Résident	77 €
Forfait Grand Cœur	99.50 €
Permanent Travail	118,50 €

- Personnel

Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif moyen nécessaire est de 6,5 ETP (équivalent temps plein). Le nettoyage est essentiellement effectué par une entreprise spécialisée, les nuits et les dimanches, complété en interne par le personnel en poste.

2. Compte de résultat (K€)

Données exprimées en K€ HT	2013	2014
Recettes parc	929,1	943,5
<i>dont recettes horaires</i>	550,5	582,1
<i>dont recettes abonnés</i>	378,6	361,4
Redevances publicitaires	8,5	9,0
Autres recettes	2,7	29,3
Compensation tarifaire	-12,2	0,0
Transferts de charges d'exploitation	4,9	1,1
Produits exceptionnels	0,0	0,0
Produits d'exploitation	933,0	982,9
Salaires et traitements	80,0	149,6
Achats externes	39,0	37,2
Services extérieurs	237,2	300,6
Charges externes	38,8	42,5
<i>Achats et charges externes</i>	395,0	529,9
Impôts-taxes et versements assimilés	78,7	76,8
Dotations amortissements & provisions	345,0	290,7
Rémunération Fixe	6,2	15,1
<i>Redevances</i>	6,2	15,1
Charges d'exploitation	824,9	912,4
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	108,1	70,5

- Les produits d'exploitation augmentent de 5,3% entre 2013 et 2014, soit une hausse de près de 50 K€

En détail, on observe que la fréquentation horaire a progressé de 6,6% entre 2013 et 2014, soit une hausse de plus de 10 000 clients. Ainsi les recettes associées augmentent de 5,7% sur l'exercice, soit + 32 K€.

A l'inverse, on note une baisse du nombre d'abonnements moyens sur l'année 2014, soit 48 abonnements en moins, ce qui représente une baisse de 10,5%. Les recettes liées aux abonnements diminuent donc de 17 K€ par rapport à 2013.

- Les charges d'exploitation sont en hausse de 87,5 K€ soit plus de 10% d'augmentation par rapport à 2013

Cette variation est principalement due à l'augmentation des charges des personnel, qui s'établissent pour 2014 à 149,6K€ soit 69,6 K€ supplémentaires. Cette hausse est due à une optimisation de l'organisation des ressources humaines entre les parkings.

Le poste services extérieurs affiche une augmentation +26,7% et passe de 237,2 à 300,6 K€. Cette augmentation est essentiellement liée à la remise en état effectuée après l'inondation du parking (nettoyage, réparation...).

On remarque également une augmentation de la redevance due à la collectivité, en lien avec la progression des recettes, qui s'élève à 15,1 K€ contre 6,2 en 2013.

A l'inverse, les dotations aux amortissements baissent sur l'exercice pour atteindre 290,7 K€ contre 345 K€ en 2013, soit -15,7%.

Au 31 décembre 2014, le Parking Gambetta enregistre un résultat positif de 70,5 K€ contre 105,1 K€ pour l'exercice précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport 2014.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Rapport annuel 2014 du délégataire EFFIA - Fourrière automobile

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 7 novembre 2011, la Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation du service public de fourrière automobile par convention de Délégation de Service Public pour une durée de six ans à compter du 01/01/2012.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport a donné lieu à :

- une communication au Conseil Municipal par délibération du 23 juillet 2015 ;
- une présentation en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public en date du 15 octobre 2015 ;
- une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 22 octobre 2015.

Le Président de la Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public a adressé un courrier à EFFIA Stationnement pour lui demander des précisions sur certains points présentés dans le rapport annuel du délégataire, portant notamment sur :

- les modalités de calcul des charges indirectes (frais de structure, assurances,...) ;
- la gestion des ressources humaines de la fourrière automobile ;
- les obligations du délégataire en termes d'investissement.

Le rapport du délégataire annexé à la présente délibération a ainsi été modifié selon les recommandations de la Ville. Cette dernière sollicitera la stricte retranscription des liens contractuels pour les biens de retour.

Suite à ces étapes préliminaires, il est proposé l'analyse du rapport suivante :

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

○ Les moyens - Terrains et locaux

Dans le cadre de la Délégation de service public, les locaux situés au 1945 avenue de Toulouse ont été aménagés et mis à disposition par la ville. Cette mise à disposition a permis une amélioration des conditions d'accueil du public et offre des conditions de travail conformes à la législation tant pour le délégataire que pour les agents municipaux de l'unité fourrière.

La superficie totale du terrain de 6 970 m² se répartit ainsi :

- 5 580 m² de parking et surface ouverte de stockage comprenant des zones de stockage différenciées par types d'infractions ;
- 1 200 m² de hangar ouvert à usage de stockage ;
- 110 m² de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires pour la Société Effia.

Ainsi que des bureaux pour l'unité fourrière de la police municipale.

Le terrain permet le stockage de 400 véhicules. L'entrée principale est dédiée aux visiteurs et à la sortie de leurs véhicules. Un accès spécifique à l'arrière du terrain, chemin de Poutingon, est réservé à l'activité fourrière sécurisant ainsi les entrées et sorties des véhicules du délégataire ou de ses prestataires.

Le site est desservi par les transports en commun, bus et ligne de tram « arrêt Sabine ».

○ L'effectif

Au 31 décembre 2014, les effectifs s'élevaient à 11 salariés : 1 responsable d'exploitation, 1 responsable technique, 2 personnels d'accueil et 7 chauffeurs. Les chauffeurs sont titulaires du permis de conduire PL et pour certains de la capacité de conduite des grues auxiliaires de manutention.

Courant 2014, une mise à niveau pour la formation « Equipier de première intervention – premiers secours - produits chimiques » a été suivie par l'ensemble du personnel et en complément le responsable technique a suivi une formation H0B1.

Le gardiennage du site, la nuit, les dimanches et jours fériés, est confié à une société extérieure (4 personnes). La comptabilité est tenue au siège de l'entreprise et la direction est assurée par un cadre titulaire d'une capacité professionnelle en transport de marchandises, délivrée par le Ministère des Transports.

Les heures d'ouverture au public sont les suivantes : du lundi au vendredi de 7h00 à 20h00, le samedi 9h00 à 18h00. En dehors de ces horaires, une permanence est assurée 24h/24 et 7j/7.

○ Véhicules d'enlèvement

Le parc de véhicules est constitué de 7 camions d'enlèvement : un camion plateau, 5 véhicules équipés d'un panier et enfin un fourgon pour l'enlèvement des deux roues.

Un outil informatique de géolocalisation de la flotte de véhicules de remorquage a été mis en place par le délégataire. Il permet de rationaliser les trajets effectués et renforce la sécurité des équipages en mission

Les moyens humains et matériels permettent d'enlever jusqu'à 12 000 véhicules par an.

- L'activité

○ Enlèvement de véhicules

En 2014, le nombre de réquisitions reçues et traitées s'est élevé à 9 573 contre 10 372 en 2013 soit une légère érosion expliquée comme suit :

- 8 565 véhicules sont entrés en fourrière, contre un total de 9 108 en 2013 incluant :
 - 1 474 procédures pour police nationale (contre 1 847 en 2013)
 - 7 091 pour la police municipale (contre 7 261 en 2013)
 - 877 véhicules ont fait l'objet d'une restitution sur place,
 - 131 ont fait l'objet d'un déplacement technique.
- Soit au total 9 573 interventions.

Le taux d'efficacité d'EFFIA Stationnement (nombre de réquisitions valables/nombre de réquisitions totales) s'élève à 98,98 % en 2014 contre 99,12 % en 2013.

○ Sorties de véhicules

En 2014, les véhicules sortis se répartissent ainsi :

- 7 861 facturés et restitués contre 9 716 en 2013
- 1 586 mis en destruction (dont 197 deux roues) contre 1 524 en 2013
- 73 vendus par les Domaines contre 85 en 2012

NB : le nombre de véhicules sortant peut être supérieur, certains véhicules ayant fait l'objet d'une mise en fourrière sur l'exercice précédent.

La responsabilité du délégataire a été recherchée dans 11 dossiers (10 en 2013) qui n'ont généré que des dégâts matériels de faible importance sur des véhicules remorqués.

Conclusion

L'année 2014 est la troisième année d'activité de la délégation de service public fourrière automobile détaillée dans ce rapport. Le site offre les conditions d'un service public de qualité et a permis à la ville d'envisager d'élargir le périmètre Qualiville à l'accueil fourrière de la police municipale. La certification Qualiville (AFNOR) obtenue en octobre 2013 par la Mairie de Montpellier, porte également sur l'accueil police municipale de la fourrière. La fourrière de Montpellier est la seule en France à détenir cette certification, gage de son engagement pour un service public de qualité.

2. Compte de résultat 2014 de la DSP (K€)

En milliers d'€ HT	2013	2014	N/N-1
Chiffre d'affaires (détails)	1 295,0	1 337,0	3,2%
CA Enlèvement	656,3	628,7	-4,2%
CA Opération préalable	13,9	9,3	-33,1%
CA Gardiennage journalier	151,8	134,9	-11,1%
CA Expertise	17,0	15,2	-10,6%
CA Facturation Ville et EDP	33,4	37,8	13,2%
CA Ferrailles	173,1	240,2	38,8%
CA Saisie judiciaire	135,3	136,4	0,8%
CA Domaines	26,1	43,2	65,5%
CA Facturation TP	83,3	82,1	-1,4%
Variation de stock	1,9	15,2	700,0%
Divers	2,9	-6,0	-306,9%
Chiffre d'affaires net	1 295,0	1 337,0	3,2%
Personnel et sous-traitance	671,7	697,1	3,8%
Entretien et réparations	54,1	64,4	19,0%
Frais de gestion	65,1	67,9	4,3%
Autres charges de gestion	80,3	76,3	-5,0%
Autres charges	210,3	200,2	-4,8%
Redevance Ville de Montpellier	122,7	143,7	17,1%
Charges d'exploitation	1 204,2	1 249,6	3,8%
Résultat d'exploitation (+ bénéfice / - perte)	90,8	87,4	-3,7%
Résultat financier (+ bénéfice / - perte)	0,0	0,0	N/A
Résultat exceptionnel (+ bénéfice / - perte)	13,0	0,0	-100,0%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	103,8	87,4	-15,8%

Les produits d'exploitation augmentent de 3,2% et atteignent 1 337 K€ (+42 K€)

Cette variation est essentiellement due à l'augmentation du prix de la ferraille, le chiffre d'affaires relatif à la vente de ferraille passe ainsi de 173,1 K€ à 240,2 K€ soit une hausse de 38,8 %.

A l'inverse, le chiffre d'affaires d'autres activités de la fourrière automobile est en nette baisse. Ainsi, à titre d'exemple, celui relatif à l'enlèvement des véhicules est passé de 656,3 K€ à 628,8K€ soit -4,2%.

Autres variations significatives, sur le gardiennage journalier le chiffre d'affaires baisse de près de 11,2% soit - 17 K€.

Les charges d'exploitation augmentent de 3,8% et atteignent 1 249,6 K€ en 2014, soit une hausse de plus de 45 K€

En détail, on observe que:

- Les charges de personnel progressent de plus de 30 K€ entre 2013 et 2014, soit une hausse de 5,8%. Cette augmentation est notamment due au recours important aux heures supplémentaires pour pallier à l'absence de chauffeurs. A l'inverse, les charges de sous-traitance diminuent de 3,4% soit -5,1 K€.
- Le poste amortissements diminue de 3,5 K€ correspondant à l'amortissement complet d'un véhicule de la fourrière automobile.
- Les frais de structure augmentent de 3,4 K€, soit +3,2%, en raison de l'augmentation des produits d'exploitation puisque ces frais représentent 8% du chiffre d'affaires.
- La redevance due à la Ville progresse de 17,1% sur l'exercice 2014 pour atteindre 143,7 K€ contre 122,7 K€ en 2013.

Au 31 décembre 2014, sur l'activité de la fourrière, EFFIA affiche un résultat avant impôt de 87,4 K€ contre 103,8 K€ en 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport 2014.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Rapport annuel 2014 du délégataire VINCI - Parc de stationnement Peyrou Pitot

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal du 21 mai 1990, la Ville de Montpellier a confié à la société SAPL (Société Auxiliaire des Parcs du Languedoc) devenue SAPM (Société Auxiliaire des Parcs Méditerranée), filiale à 100% de Vinci Park, l'exploitation du parc de stationnement Peyrou Pitot situé rue du Carré du Roi à Montpellier pour une durée de 65 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 31/12/2056.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport a donné lieu à :

- une communication au Conseil Municipal par délibération du 23 juillet 2015 ;
- une présentation en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public en date du 15 octobre 2015 ;
- une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 22 octobre 2015.

Suite à ces 3 étapes préliminaires, il est proposé l'analyse du rapport suivante :

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Peyrou/Pitot comprend 771 places dont 181 places privées dans le cadre d'un contrat de prestation de service spécifique, signé avec le syndic TAGERIM. Il est ouvert du lundi au samedi, de 7h à 21h. Les abonnés ont un accès au parc 7j/7 et 24h/24.

- Fréquentation et recettes

La fréquentation horaire est hausse par rapport en 2013 de 5,86% (environ 12 entrées de plus par jour en moyenne en 2014 par rapport à 2013). A partir de l'année 2014 une légère reprise de la fréquentation horaire semble s'amorcer malgré les modifications de circulation liées aux travaux du tramway rue carré du roi et boulevard Henri IV et aux évolutions du plan de circulation. Pour rappel, la fréquentation horaire était en baisse depuis 3 ans.

La recette horaire annuelle affiche une hausse de 5,1% par rapport à 2013. Elle est de 412 423 € TTC en 2014 alors qu'elle était de 392 176 € TTC en 2013.

En revanche, le nombre moyen d'abonnements mensuels a encore reculé. Il est en baisse de 11,86% entre 2013 et 2014, il est passé de 424 à 374. La recette abonnée TTC a reculé de 7,59% par rapport à 2013. Elle s'élève à 382 850 € TTC en 2014 alors qu'elle était de 414 317 € TTC en 2013.

- Tarification

Tarifs horaires

Tarifs du 1er janvier au 30 juin 2014	
1 heure	1,60 €
2 heures	3,20 €
3 heures	4,80 €
4 heures	6,50 €
5 heures	8,00 €
6 heures	9,00 €
7 heures	10,00 €
8 heures	11,00 €
9 heures	12,00 €
10 heures	13,00 €
11 heures	14,00 €
12 heures	15,00 €
13 heures	16,00 €
14 heures	17,00 €
15 heures	18,00 €
16 heures	18,00 €
17 heures	18,00 €
24 heures	18,00 €
Ticket perdu / jour	18,00 €

Tarifs du 1er juillet au 31 décembre 2014	
1 heure	1,60 €
2 heures	3,30 €
3 heures	4,90 €
4 heures	6,50 €
5 heures	8,10 €
6 heures	9,60 €
7 heures	11,00 €
8 heures	12,00 €
9 heures	13,00 €
10 heures	14,00 €
11 heures	15,00 €
12 heures	16,00 €
13 heures	17,00 €
14 heures	18,00 €
15 heures	18,50 €
16 heures	18,50 €
17 heures	18,50 €
24 heures	18,50 €
Ticket perdu / jour	18,50 €

Tarifs « Forfaits de passage »

Du 1er janvier au 30 juin 2014	
Minimum 3 jours	26,00 €
Jours supplémentaires	8,00 €

Du 1er juillet au 31 décembre 2014	
Minimum 3 jours	27,00 €
Jours supplémentaires	8,00 €

Tarifs « Abonnés » (PMA* = Prélèvement Mensuel Automatique)

Du 1er janvier au 30 juin 2014	
Abonnement permanent 24h/24 - 7j/7 - Mensuel	145,00 €
Abonnement permanent 24h/24 - 7j/7 - Trimestriel	410,00 €
Abonnement permanent 24h/24 - 7j/7 - Annuel	1 465,00 €
Abonnement permanent 24h/24 - 7j/7 – Annuel avec PMA*	1 416,00 €
Abonnement Nuit – Mensuel	57,00 €
Abonnement Nuit – Trimestriel	152,00 €
Abonnement Nuit – Annuel	590,00 €
Abonnement Nuit – Annuel avec PMA*	558,00 €
Abonnement moto - Mensuel	51,00 €
Abonnement moto – Annuel avec PMA*	540,00 €
Abonnement Jours du Lundi au Vendredi 7h à 21h – Mensuel	107,00 €
Abonnement Jours du Lundi au Vendredi 7h à 21h – Trimestriel	277,00 €
Abonnement Jours du Lundi au Vendredi 7h à 21h – Annuel	980,00 €
Abonnement Jours du Lundi au Vendredi 7h à 21h – Annuel ave PMA*	924,00 €
Abonnement Jours du Lundi au Samedi 6h à 21h30 – Mensuel	118,00 €
Abonnement Jours du Lundi au Samedi 6h à 21h30 – Trimestriel	316,00 €
Abonnement Jours du Lundi au Samedi 6h à 21h30 – Annuel	1 280,00 €
Abonnement Jours du Lundi au Samedi 6h à 21h30 – Annuel avec PMA*	1 194,00 €

Du 1er juillet au 31 décembre 2014	
Abonnement permanent 24h/24 - 7j/7 - Mensuel	148,00 €
Abonnement permanent 24h/24 - 7j/7 - Trimestriel	415,00 €
Abonnement permanent 24h/24 - 7j/7 - Annuel	1 482,00 €
Abonnement permanent 24h/24 - 7j/7 – Annuel avec PMA*	1 440,00 €
Abonnement Nuit – Mensuel	59,00 €
Abonnement Nuit – Trimestriel	157,00 €
Abonnement Nuit – Annuel	607,00 €
Abonnement Nuit – Annuel avec PMA*	570,00 €
Abonnement moto - Mensuel	53,00 €
Abonnement moto – Annuel avec PMA*	546,00 €
Abonnement Jours du Lundi au Vendredi 7h à 21h – Mensuel	110,00 €
Abonnement Jours du Lundi au Vendredi 7h à 21h – Trimestriel	285,00 €
Abonnement Jours du Lundi au Vendredi 7h à 21h – Annuel	1 008,00 €
Abonnement Jours du Lundi au Vendredi 7h à 21h – Annuel ave PMA*	942,00 €
Abonnement Jours du Lundi au Samedi 6h à 21h30 – Mensuel	122,00 €
Abonnement Jours du Lundi au Samedi 6h à 21h30 – Trimestriel	325,00 €
Abonnement Jours du Lundi au Samedi 6h à 21h30 – Annuel	1 320,00 €
Abonnement Jours du Lundi au Samedi 6h à 21h30 – Annuel avec PMA*	1 218,00 €

- Personnel et équipements

- Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif nécessaire est de 4 ETP (équivalent temps plein).
- Le nettoyage est effectué par un agent d'entretien interne travaillant de nuit.
- Le lien contractuel entre la Ville et le délégataire doit permettre de trouver une solution durable pour réaliser les travaux nécessaires sur le parc.

2. Compte de résultat (K€)

En milliers d'euros HT	2013	2014	N/N-1
Recettes horaires	327,9	343,7	4,8%
Recettes abonnements et locations	346,4	319,0	-7,9%
Produits des activités annexes	43,6	64,3	47,5%

Chiffre d'affaires net	717,9	727,0	1,3%
Produits divers	0,4	10,6	2550,0%
Produits d'exploitation	718,3	737,6	2,7%
Energie, consommables	28,0	32,0	14,3%
Entretien, maintenance et réparations (dont nettoyage)	24,8	26,4	6,5%
Charges de rénovation	3,7	8,6	132,4%
Assurances	11,9	4,1	-65,5%
Honoraires et autres services extérieurs	14,5	6,1	-57,9%
Rémunération du personnel	175,8	194,8	10,8%
Autres charges du personnel	11,6	6,7	-42,2%
Autres charges de fonctionnement	8,1	8,5	4,9%
Taxe professionnelle	68,8	70,2	2,0%
Redevance due au délégant	97,6	25,5	-73,9%
Charges de structure	65,0	65,3	0,5%
Dotations amortissements et provisions	70,1	77,3	10,3%
Charges d'exploitation	579,9	525,5	-9,4%
Résultat d'exploitation (+ bénéfice / - perte)	138,4	212,1	53,3%
Résultat financier (+ bénéfice / - perte)	-114,3	-120,3	-5,2%
Résultat exceptionnel (+ bénéfice / - perte)	0,0	0,0	NS
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	24,1	91,8	280,9%

I - Les produits d'exploitation augmentent de 2,7% entre 2013 et 2014, soit 19,3 K€ de recettes supplémentaires

En détail, on observe que la fréquentation horaire est en hausse de 5,9% ce qui représente près de 4500 clients supplémentaires en 2014 par rapport à 2013. En parallèle les recettes associées progressent de 15,8 K€ soit +4,8%. On note également une augmentation des produits des activités annexes et divers, représentant des hausses respectives de 20,7 et 10,2 K€.

A l'inverse, le nombre d'abonnés moyen diminue de 11,8% sur l'exercice 2014, passant à 374 contre 424 abonnements moyens en 2013. Ceci engendre une baisse des recettes de près de 8% soit -27,4 K€ par rapport à 2013.

II - Les charges d'exploitation sont en baisse à hauteur de 54,4 K€ entre 2013 et 2014 soit une variation de -9,4%

Cette évolution s'explique principalement par la baisse du poste « redevance due au délégant » qui s'établit à 25,5 K€ en 2014 contre 97,6 K€ en 2013. Cette diminution de plus de 72 K€ est due à la comptabilisation en 2013 des redevances pour les exercices 2010 à 2013.

Aussi, les postes « Assurances » et « Honoraires et autres services extérieurs » diminuent respectivement de 7,8 K€ et 8,4 K€.

Les autres postes de dépenses sont en hausse, dont les plus significatifs :

- Les charges de personnel augmentent de 10,8% soit +19 K€, notamment à cause d'une prime associée au départ à la retraite d'un agent
- Les dotations aux amortissements enregistrent une hausse de 7,2 K€ soit +10,3%
- Le poste « énergie et consommables » passe de 28 à 32 K€ soit +14,3% par rapport à 2013

A titre d'information, les frais de structure représentent 9% du chiffre d'affaires et les comptes affichent des charges financières à hauteur de 120,3 K€ correspondant à 5,5 % de la VNC globale au 31/12/2013. Ce dernier taux représente le coût des capitaux engagés par VINCI.

Au 31 décembre 2014, le Parking Peyrou-Pitot enregistre un résultat avant impôt de 91,8 K€, soit une hausse de plus de 67 K€ par rapport à 2013, où le résultat était de 24,1 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport annuel 2014.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON,

Absents :

Transfert à la Métropole des garanties d'emprunts accordées à la SERM pour le Réseau Montpelliérain Chaud Froid (RMCF)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n° 2014-1605 du 23/12/2014.

L'article 43 de la loi MAPTAM institue l'exercice de plein droit par les métropoles, en lieu et place des communes membres, de certaines compétences.

L'article L5217-2 I.6°-h du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit le transfert aux métropoles de la compétence « *Création, Aménagement, Entretien et Gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains* ».

A Montpellier, une convention de délégation de service public relative à la gestion du Réseau Montpelliérain Chaud Froid a été conclue entre la Ville et la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine.

Le transfert de cette compétence à la Métropole Méditerranée Métropole est effectif et de droit dès le 1^{er} janvier 2015. L'ampleur des impacts techniques, financiers et opérationnels n'a pas permis d'opérer le transfert du Réseau Montpellier Chaud Froid (RMCF) dès le 1^{er} janvier 2015 et la Ville de Montpellier, via la délégation de service public confiée à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), a continué d'assurer le service pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le cadre de ce transfert et en application de la réglementation en vigueur en matière de transfert ou de prise de compétence, il revient à Montpellier Méditerranée Métropole de prendre à sa charge les garanties d'emprunts relatives à ces équipements.

La Ville de Montpellier a garanti 14 emprunts en cours, ayant pour objet des opérations d'investissement relatives au Réseau Montpelliérain Chaud Froid (RMCF) dont le bénéficiaire est la SERM, qu'il convient de transférer à Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2016, et dont les caractéristiques sont annexées à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le transfert des 14 garanties d'emprunts listées en annexe à Méditerranée Montpellier Métropole
- De préciser qu'information sera donnée par les deux collectivités aux services de la Trésorerie Municipale ainsi qu'aux établissements bancaires concernés
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative aux opérations décrites ci-dessus, à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Avenant financier n°3 - Volet Opérationnel et Financier n°2 - Attribution de compensation Ville/Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, les modalités de mise en œuvre des compétences transférées ont été définies par délibération en date du 17 décembre 2014. Ainsi, en application de l'article L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, une convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole a été conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et chacune des communes membres au titre de l'année 2015.

Cette convention de gestion transitoire, dans son article 6.7, précise que les volets opérationnels et financiers sont établis par avenant après notification des attributions de compensation provisoires. Ils définissent les enveloppes financières à l'intérieur desquelles la commune intervient pour le compte de la Métropole, celle-ci assurant la charge des dépenses nettes des recettes réalisées par les communes. Les sommes présentées dans l'avenant correspondent au montant maximum des dépenses pouvant être remboursées à la commune et au montant prévisionnel des recettes encaissées au titre des compétences relevant de la présente convention.

Les volets opérationnels et financiers n°2 constituent l'avenant n°3 à la convention initiale signé en date du 31 décembre 2014 après délibérations concordantes de la Commune et de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter l'avenant n° 3 à la convention de gestion transitoire conclues avec la Métropole en vue de l'exercice des compétences nouvelles de la Métropole ;

- De dire que les dépenses et recettes correspondantes sont inscrites au budget primitif 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer les avenants n°3 aux conventions de gestion provisoire ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.A.A.M. NOUVEAU GRAND COEUR 4,3 M€ Caisse des dépôts et consignations

Monsieur Max LEVITA, rapporte :

Dans le cadre de la délégation de Service Public (DSP), du projet « Nouveau Grand Cœur », confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), la SAAM souhaite réaliser un emprunt de 4 300 000 € pour financer cette opération, opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier et demande à la Ville de garantir cet emprunt à hauteur de 80% soit 3 440 000 euros.

Il est proposé à l'assemblée délibérante de la Ville de Montpellier d'accorder sa garantie à hauteur de 80% pour le remboursement d'un prêt d'un montant de 4 300 000 euros souscrit par la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), ci-après l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Ce prêt constitué d'une ligne de prêt est destiné à financer l'opération « Nouveau Grand Cœur » située à Montpellier.

Les caractéristiques financières de la ligne de prêt est la suivante :

- Ligne du prêt : GAIA Court terme
- Montant : 4 300 000 euros
- Durée totale : 3 ans et 22 mois
 - Durée de la phase de préfinancement : 22 mois
 - Durée de la phase d'amortissement : 3 ans
- Périodicité des échéances : annuelle
- Index : Livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt +

0,60%

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%

- Profil d'amortissement : Amortissement prioritaire avec échéance déduite
- Modalité de révision : Simple révisabilité

La garantie de la Ville est apportée aux conditions suivantes :

- La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.
- Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du Contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accorder sa garantie au prêt souscrit par la SAAM aux conditions précisées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Garanties d'Emprunts : Opération Petit Bard SERM/ Caisse des Dépôts et Consignations Réaménagement de prêts

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain du Petit Bard confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM a bénéficié de deux prêts de Renouvellement Urbain Copropriétés Dégradées de la part de la Caisse des Dépôts et Consignations :

- 5 M€ mobilisés en août 2013 pour une durée de 11 trimestres ;
- 5 M€ mobilisés en avril 2014 pour une durée de 2 ans.

L'échéance de ces prêts était liée à la date de fin de la concession connue à la date de contractualisation soit mai 2016.

Pour permettre la finalisation du programme, la concession a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2018, par avenant n° 7 signé le 16 décembre 2014.

Le phasage de l'opération a été revu en conséquence et une demande de réaménagement de prêt a été faite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

En date du 2 novembre 2015, la Caisse des Dépôts et Consignations a transmis son offre de réaménagement qui porte sur le périmètre des deux prêts et pour un total de 5 618 321.24 € décomposé comme suit :

- Capital restant dû : 5 618 321,24 €
- Stock d'intérêts (intérêts compensateurs ou différés) : 0,00 €.

Sur les deux prêts, un allongement de deux ans est consenti.

Le réaménagement de la dette pour le financement de l'opération Petit Bard répond aux conditions suivantes :

- Prêt 1255925 : allongement de 2 ans avec échéances annuelles

Capital Restant Dû : 3 095 408,19 €

Durée : 3 ans

Taux d'intérêt : livret A + 0.60%



Profil d'amortissement : Amortissement prioritaire (échéance déduite)
Révisabilité : Simple Révisabilité
Périodicité : Annuelle
Date de prochaine échéance : 01/06/2016
Conditions de remboursement anticipé : indemnités actuarielles
Garantie de la Ville de Montpellier : 100 %
Commission : 928,62 €

- Prêt 5037742 : allongement de 2 ans avec amortissement in fine

Capital Restant Dû : 2 522 913,05 €

Durée : 3 ans

Taux d'intérêt : livret A + 0.60%

Profil d'amortissement : Amortissement prioritaire (échéance déduite)

Révisabilité : Simple Révisabilité

Périodicité : Annuelle

Date de prochaine échéance : 01/04/2016

Différé d'amortissement : 2 ans

Conditions de remboursement anticipé : indemnités forfaitaire également à 6 mois d'intérêts

Garantie de la Ville de Montpellier : 100%

Commission : 756,87 €

- Paiement des intérêts courus non échus d'un montant de 30 309,34 € à verser au moment de la mise en place du réaménagement

Le garant réitère sa garantie pour le remboursement de chaque Ligne du Prêt Réaménagée, initialement contractée par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies ci-dessus et référencée(s) à l'Annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées ».

La garantie est accordée pour chaque Ligne du Prêt Réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues, (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre du (des) prêt(s) réaménagé(s).

Les nouvelles caractéristiques financières de la (des) Ligne(x) du Prêt Réaménagée(s) sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'Annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant la (les) Ligne(s) du Prêt Réaménagée(s) à taux révisables indexée(s) sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué à ladite (auxdites) Ligne(s) du Prêt Réaménagée(s) sera celui en vigueur à la date du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne du Prêt Réaménagé référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 30/10/2015 est de 0,75%.

La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer de défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil Municipal s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 100 % des emprunts réaménagés que la Société d'Equipement de la région Montpelliéraine (SERM) a contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations de 5 618 321,24 € de garantie, aux conditions précisées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. PORT MARIANNE 1,5 M€ Banque Postale Crédit Entreprises

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'opération PORT MARIANNE, confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de 1,5 M€ pour financer le portage foncier des dernières acquisitions de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec des banques partenaires, la SERM a obtenu auprès de la Banque Postale Crédit Entreprises l'emprunt suivant :

- Montant : 1 500 000 €
- Durée : 4 ans et 1 mois,
- Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 1,44%
- Base de calcul des intérêts : mois forfaitaire de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours
- Échéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité annuelle
- Mode d'amortissement : In fine
- Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle
- Commission de dédit : Indemnité actuarielle.

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 50 % des montants contractés

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 750 000 €.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est un cautionnement avec renonciation au bénéfice de discussion. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 50 %, augmentées dans la même proportion de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par la SERM, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par la Banque Postale Crédit Entreprises à la ville au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée.

La Ville devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que la Banque Postale Crédit Entreprises ne s'adresse au préalable à l'Emprunteur défaillant.

En outre, le Garant s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la Garantie.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accorder le cautionnement solidaire de la Ville à hauteur de 50 % de l'emprunt que la Société d'Equipement de la région Montpellieraine (SERM) va contracter auprès de :
la Banque Postale Crédit Entreprises à hauteur de 750 000 € de garantie,

aux conditions précisées ci-dessus
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Taxe de séjour - Composantes et modalités de recouvrement Remplace au 1er janvier 2016 la Délibération n° 2014/586 du 30/12/2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Pour accueillir au mieux ses nombreux visiteurs et afin qu'ils participent au financement et à l'entretien des équipements mis à leur disposition, la Ville de Montpellier a institué la taxe de séjour en 1989. La taxe de séjour au réel s'applique aujourd'hui dans les hôtels, les résidences hôtelières ou de tourisme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôte.

La loi de finances n° 2014-1654 pour 2015 dans son article 67 a réformé la réglementation de la taxe de séjour à compter du 1^{er} janvier 2015, ce qui a conduit le Conseil Municipal à adopter, par délibération du 30 décembre 2014, les nouvelles règles applicables en la matière.

Néanmoins, l'ensemble des modalités de mise en œuvre de la réforme n'étaient pas précisées dans la loi de finances pour 2015 modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment pour ce qui concerne sa partie réglementaire.

Le Décret en Conseil d'Etat n° 2015-970 du 31 juillet 2015 publié au Journal Officiel du 5 août 2015 ayant bouclé le dispositif de la réforme, notamment pour ce qui concerne les « plateformes de réservation en ligne », il convient aujourd'hui de proposer au Conseil Municipal, sans pour autant changer les dispositions prévues par la DCM n° 2014/586 du 30 décembre 2014, de préciser les conditions de mise en œuvre de la taxe de séjour au réel qui s'appliqueront à Montpellier à compter du 1^{er} janvier 2016, en vertu des articles L. 2333-26 à L. 2333-39 et R. 2333-43 à R. 2333-54 du CGCT, et de fixer le seuil du loyer en dessous duquel l'exonération de l'article L. 2333-31 4° s'appliquera à Montpellier.

24

I/ Redevables, tarifs et conditions d'exonération de la taxe de séjour

• Redevables

En application de l'article L. 2333-29, la taxe de séjour est établie sur les personnes qui ne sont pas domiciliées dans la commune et qui n'y possèdent pas de résidence à raison de laquelle elles sont redevables de la taxe d'habitation.

Ainsi à **Montpellier**, pour une **période de perception** allant du **1^{er} janvier au 31 décembre**, les personnes y séjournant dans les différents types et catégories d'hébergement fixés à l'article L. 2333-30 sont assujetties à la **taxe de séjour au réel**.

• Tarifs

Le tarif de la taxe de séjour est fixé avant le début de la période de perception, pour chaque nature et pour chaque catégorie d'hébergement, par personne et par nuitée de séjour. Il est arrêté par délibération du Conseil Municipal, conformément au barème fixé par l'article L. 2333-30 (limites plancher/plafond par catégorie, revalorisées chaque année en fonction du taux prévisionnel d'évolution de l'indice des prix à la consommation des ménages hors tabac).

A compter du **1^{er} janvier 2016**, les tarifs de la taxe de séjour au réel sont arrêtés comme suit à **Montpellier**.
Le tableau ci-dessous tient compte des 10% de taxe départementale additionnelle à la taxe de séjour, instituée par le Conseil Général par délibération du 26 février 1990 :

Catégories d'hébergement	Taxe communale	Taxe additionnelle départementale 10%	Taxe totale par nuitée et par personne
Palaces et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	2,00 €	0,20 €	2,20 €
Hôtels et Résid ^{ces} de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,64 €	0,16 €	1,80 €
Hôtels et Résid ^{ces} de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,27 €	0,13 €	1,40 €
Hôtels et Résid ^{ces} de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,91 €	0,09 €	1,00 €
Hôtels et Résid ^{ces} de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,77 €	0,08 €	0,85 €
Hôtels et Résid ^{ces} de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, emplacements des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 h et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,64 €	0,06 €	0,70 €
Hôtels et Résid ^{ces} de tourisme, villages de vacances en attente de classement ou sans classement	0,32 €	0,03 €	0,35 €
Meublés tourisme et hébergement assimilés en attente de classement ou sans classement	0,32 €	0,03 €	0,35 €
Terrains de camping et de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0,32 €	0,03 €	0,35 €
Terrains de camping et de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,18 €	0,02 €	0,20 €

Il est à noter que les **tarifs restent inchangés** par rapport aux années précédentes.

Seules les **chambres d'hôte** qui ont reçu dans le dispositif réformé une qualification unique les assimilant aux hôtels de tourisme 1 étoile voient leur tarif unifié à **0,70 €** par nuitée (entre 0,35 et 1,40 € actuellement).

• Exonérations

Les exonérations de la taxe de séjour au réel pouvant s'appliquer dans l'ensemble des types et catégories d'hébergement sont définies à l'article L. 2333-31 et sont les suivantes :

Sont exemptées de la taxe de séjour :

- 1° Les personnes mineures
- 2° Les titulaires d'un contrat de travail saisonniers employés dans la commune
- 3° Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire
- 4° Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant que le conseil municipal détermine.

Pour le **4° du présent article**, il est proposé au Conseil Municipal de fixer ce montant à **10 €** la nuitée.

II/ Perception, recouvrement, contrôle, sanctions et contentieux de la taxe de séjour :

• Perception

En application de l'article L. 2333-33, la taxe de séjour au réel est perçue sur les assujettis définis à l'art. L. 2333-29, pour le compte de commune bénéficiaire de la taxe, directement par les logeurs, hôteliers, propriétaires et autres intermédiaires lorsque ces personnes reçoivent le montant des loyers qui leur sont dus, avant le départ des assujettis, alors même que, du consentement du logeur, hôtelier, propriétaire ou principal locataire, le paiement du loyer est différé.

• Modalités de perception, de reversement et de recouvrement de la taxe de séjour au réel

L'article L. 2333-34 I prévoit que les logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 versent, aux dates fixées par délibération du conseil municipal, sous leur responsabilité, le montant de la taxe calculé en application des articles L. 2333-29 à L. 2333-31.

A Montpellier, la taxe est perçue toute l'année, du 1^{er} janvier au 31 décembre, quelle que soit la durée du séjour, pour être **reversée trimestriellement** au comptable public, aux dates fixées comme suit par le Conseil Municipal :

- 1^{er} trimestre : 15 avril de l'année en cours
- 2^{ème} trimestre : 15 juillet de l'année en cours
- 3^{ème} trimestre : 15 octobre de l'année en cours
- 4^{ème} trimestre : 15 janvier de l'année suivante

Service assuré par voie électronique, collecte et formalités correspondantes :

En application de l'article L. 2333-34 – II, les professionnels assurant par voie électronique un service de réservation, location ou mise en relation en vue de la location d'hébergements, pour le compte des logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33, peuvent sous réserve d'avoir été habilités par eux à cet effet, être préposés à la collecte de la taxe, à l'exécution des formalités déclaratives correspondantes. Ils versent une fois par an au comptable assignataire de la Commune le montant de la taxe collectée .

Le Décret n° 2015-970 précise que les modalités de perception et obligations prévues aux articles R. 2333-50 à 53 du CGCT sont étendues aux professionnels du II ci-dessus. Il précise notamment la date limite de reversement : avant le 1^{er} février de l'année suivante (Article R. 2333-52)

• Formalités déclaratives, liquidation et reversement de la taxe collectée

L'article L. 2333-35 précise qu'en cas de départ furtif d'un assujetti, la responsabilité des logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 ne peut être dégagée que s'ils ont avisé le Maire sous huit jours et déposé entre ses mains une demande d'exonération adressée au juge du Tribunal d'Instance. Les professionnels mentionnés au II de l'art. L. 2333-34 peuvent présenter une demande en

exonération dans les mêmes conditions de forme dans les deux mois suivant le facturation du séjour, lorsqu'ils justifient n'avoir pu obtenir le paiement de la taxe par l'assujetti.

Le Maire transmet cette demande dans les 24 heures au juge du Tribunal d'Instance qui statue sans frais.

A défaut de signalement dans les conditions prévues, la taxe est due par les logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33.

En vertu de l'article L. 2333-36, le montant des cotisations acquittées est contrôlé par la Commune. Le Maire et les agents commissionnés par lui peuvent procéder à la vérification des déclarations produites et demander la communication des pièces comptables s'y rapportant.

L'article L. 2333-37 prévoit que les réclamations sont instruites par les services de la Commune bénéficiaire. Tout redevable qui conteste le montant de la taxe qui lui est notifié l'acquitte à titre provisionnel sauf à en obtenir le dégrèvement par réponse motivée du Maire statuant sur sa réclamation dans un délai de trente jours.

A Montpellier, les logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 doivent établir, au cours de la période de perception, un état justificatif chronologique faisant apparaître impérativement, pour chaque hébergement loué, son adresse et :

- le nombre de personnes ayant logé,
- le nombre de nuitées constatées,
- le cas échéant, le nombre de nuitées exonérées et le motif d'exonération,
- le nombre de nuitées taxées,
- le montant de la taxe perçue.

(Ne doit figurer sur cet état aucun élément relatif à l'état civil des personnes hébergées).

Ils remettent, aux dates de versement fixées aux 15 avril, 15 juillet, 15 septembre et 15 janvier, ces états justificatifs de perception de la taxe de séjour aux services de la Ville.

A réception, le montant des cotisations à acquitter est vérifié par les services de la Ville qui liquident la recette pour le montant total encaissé pendant la période de perception.

A réception de l'état de somme à payer, les logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 reversent le montant de la taxe de séjour, sous leur responsabilité, au comptable public assignataire de la Commune (attention : aucun rappel du comptable public n'est prévu).

Pour ce qui concerne les professionnels de l'article L. 2333-34-II préposés à la collecte de la taxe et à l'exécution des formalités déclaratives correspondantes, l'état justificatif adressé à la commune bénéficiaire peut, par dérogation sur agrément accordé par arrêté du Ministre chargé du budget (non publié à ce jour), ne pas indiquer l'adresse du logement. Il comporte le montant total de la taxe perçue et vaut déclaration (article R.2333-51 alinéa 2). Ces professionnels versent le produit total de la taxe perçue au cours de l'année civile au comptable public compétent avant le 1^{er} février de l'année suivante (Article R. 2333-52).

Les conditions d'application des articles L. 2333-34 II et L. 2333-37 sont définies à l'article R. 2333-47.

• **Contrôle et contentieux**

•

La taxation d'office

L'article L. 2333-38 prévoit qu'en cas de défaut de déclaration, d'absence ou de retard de paiement de la taxe collectée, le Maire adresse aux logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 ainsi qu'aux professionnels mentionnés au II de l'art. L. 2333-34 une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, pour régularisation dans un délai de trente jours.

Faute de régularisation dans ce délai, un avis de taxation d'office motivé est communiqué au déclarant défaillant, au moins trente jours avant la mise en recouvrement de l'imposition.

Tout retard de versement donne lieu à l'application d'un intérêt égal à 0,75% par mois de retard.

Les conditions d'application de la taxation d'office sont définies par l'article R. 2333-48

Le contentieux

Les contentieux relatifs à la taxe de séjour sont présentés et jugés comme en matière de droits d'enregistrement, de taxe sur la publicité foncière, de droit de timbre, de contributions indirectes et de taxes assimilées à ces droits ou contributions.

L'article R. 2333-54 du CGCT énonce et qualifie chaque manquement à l'une des obligations prévues du 1° au 4° de l'article comme infraction distincte punie des peines d'amendes prévues pour les contraventions de la quatrième classe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver l'ensemble des conditions de mise en œuvre de la taxe de séjour à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- fixer à 10 € le seuil du loyer en dessous duquel l'exonération de l'article L. 2333-31 4° s'appliquera ;
- substituer cette délibération à toutes les précédentes ;
- autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Achats de prestations de services de traiteurs Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'achat de prestations de traiteurs, la Ville de Montpellier doit lancer une consultation afin de conclure des marchés à bons de commande.

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 8 du Code des marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes, entre la Commune de Montpellier, et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de prestations traiteurs, conformément à la convention annexée à la présente délibération.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'une procédure adaptée pour la conclusion de marché à bons de commandes sans minimum ni maximum conformément aux articles 28 et 30 du Code des Marchés Publics. Cette consultation se compose de trois lots :

LOT 1 : Prestations traiteurs avec et sans service pour des prestations de 1 à 200 personnes

Pour la Ville de Montpellier, le montant estimé sera de 100 000 € HT/an.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole, le montant estimé sera de 150 000 € HT/an.

LOT 2 : Prestations traiteurs avec et sans service pour des prestations de plus de 201 personnes

Pour la Ville de Montpellier, le montant estimé sera de 100 000 € HT/an.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole, le montant estimé sera de 150 000 € HT/an.

LOT 3 : Prestations de préparation de Plateaux repas froids ou chauds et Pizzas pour 4 à 1000 personnes.

Pour la Ville de Montpellier, le montant estimé sera de 50 000 € HT/an.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole, le montant estimé sera de 10 000 € HT/an.

Ces marchés prendront effet à compter de leurs notifications pour la Ville de Montpellier et à partir du 01 janvier 2017 pour Montpellier Méditerranée Métropole. Ils pourront être reconduits 3 fois un an par tacite reconduction sans pouvoir excéder une durée totale de 4 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, et Montpellier Méditerranée Métropole, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier a été désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ces marchés,
- d'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes sur le budget de la Ville, tous chapitres,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des loyers et redevances minorés Autorisation de signer les conventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la cité en signant des conventions à partir du 1^{er} janvier 2016.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune de ces structures, un loyer ou une redevance minoré leur sera proposé. Le loyer ou la redevance minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Montant subvention	Date de renouvellement
Association Francophonissimo	121 rue de Boirargues	9 350,00 €	35,00 €	9 315,00 €	31/12/2016
Jeune Chambre Economique	121 rue de Boirargues	550,00 €	35,00 €	515,00 €	31/12/2016
PLAYM'HERAULT	Villa Georgette 257 rue de Boirargues	1 350,00 €	35,00 €	1 315,00 €	31/12/2016
Epilespie France	Villa Georgette 257 rue de Boirargues	1 650,00 €	35,00 €	1 315,00 €	31/12/2016

Association familiale des sourds de Montpellier - Hérault	Villa Georgette 257 rue de Boirargues	990,00 €	35,00 €	955,00 €	31/12/2016
Citoyennes Maintenant	Villa Georgette 257 rue de Boirargues	990,00 €	35,00 €	955,00 €	31/12/2016
Le Peyrou les séniors en action	Villa Georgette 257 rue de Boirargues	825,00 €	35,00 €	790,00 €	31/12/2016
Don Quijote	Villa Georgette 257 rue de Boirargues	825,00 €	35,00 €	790,00 €	31/12/2016
Surdi 34	Villa Georgette 257 rue de Boirargues	2 970,00 €	35,00 €	2 935,00 €	31/12/2016
Club Emploi Cadres	1 rue Embouque d'Or - Hôtel Baschy du Cayla	4 550,00 €	35,00 €	4 515,00 €	31/12/2016
Eclaireurs et Eclaireuses de France	1 rue Embouque d'Or - Hôtel Baschy du Cayla	4 550,00 €	35,00 €	4 515,00 €	31/12/2016
Parents Enfants Médiation	1 rue Embouque d'Or - Hôtel Baschy du Cayla	10 400,00 €	35,00 €	10 365,00 €	31/12/2016
Confédération Nationale du logement	1 rue Embouque d'Or - Hôtel Baschy du Cayla	6 500,00 €	35,00 €	6 465,00 €	31/12/2016
Union des Combattants Européens (ex Union des Combattants pour une Europe Unie)	1 rue Embouque d'Or - Hôtel Baschy du Cayla	1 300,00 €	35,00 €	1 265,00 €	31/12/2016
Union Féminine Civique et Sociale	1 rue Embouque d'Or - Hôtel Baschy du Cayla	7 670,00 €	35,00 €	7 635,00 €	31/12/2016
Collectif contre l'homophobie et pour l'égalité des droits	1 rue Embouque d'Or - Hôtel Baschy du Cayla	7 800,00 €	35,00 €	7 765,00 €	31/12/2016
APIEU (Atelier permanent d'initiation à l'environnement urbain)	842 rue de la Vieille Poste, Mas de Costebelle	11 550,00 €	35,00 €	11 515,00 €	31/12/2016
LABELBLEU	842 rue de la Vieille Poste, Mas de Costebelle	2 090,00 €	35,00 €	2 055,00 €	31/12/2016
Comité Prospective et concertation du Millénaire Quartiers Est	842 rue de la Vieille Poste, Mas de Costebelle	1 540,00 €	35,00 €	1 505,00 €	31/12/2016
Alger Club	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €	31/12/2016

Oranie 83	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €	31/12/2016
Amicale Héraultaise des Bonois Constantinois et leurs amis	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	946,00 €	35,00 €	911,00 €	31/12/2016
Amicale des Français d'Outre Mer et amis	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €	31/12/2016
Amicale Bel Abbésienne d'Aide et de Solidarité	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €	31/12/2016
Association Nationale des Français d'Afrique du Nord d'Outre Mer et amis	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €	31/12/2016
Comité de quartier Tastavin Lemasson Mas Drevon La Marqueroze	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €	31/12/2016
Amicale des anciens du Maroc et leurs amis en Languedoc	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €	31/12/2016
Amicale des anciens de Tunisie et cercle culturel des amis de Malte du L.R	31 rue Emille Chartier, Maison des rapatriés	1 650,00 €	35,00 €	1 615,00 €	31/12/2016
Cercle Algérianiste de Montpellier	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €	31/12/2016
Association Jumelage FES - MONTPELLIER	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	579,00 €	35,00 €	544,00 €	31/12/2016
Amicale Généalogique Méditerranée	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	579,00 €	35,00 €	544,00 €	31/12/2016
La Tejera les Genets	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €	31/12/2016
Club Bouliste de Celleneuve	Maison Pour Tous Marie Curie 14 allée de Chauillac	5 500,00 €	35,00 €	5 465,00 €	31/12/2016
Ligue contre la violence routière	6, rue Favre de St Castor résidence St James bât A	1 980,00 €	35,00 €	1 945,00 €	31/12/2016
Association culturelle des berbères de Kabylie	40, rue Favre de St Castor résidence St James	2 750,00 €	35,00 €	2 715,00 €	31/12/2016
Comité de quartier de Celleneuve	40, rue Favre de St Castor résidence St James bât A	1 100,00 €	35,00 €	1 065,00 €	31/12/2016
Eclaireurs et Eclaireuses de France	Domaine de Grammont, 2733 avenue Albert Einstein	9 000,00 €	35,00 €	8 965,00 €	31/12/2016

CESAM (Migration Santé Languedoc)	155, rue de Bologne domaine de Baroncelli	3 330,00 €	35,00 €	3 295,00 €	31/12/2016
Institut Universitaire Euro-Méditerranéen Maïmonide	1 rue de la Barralerie	30 160,00 €	35,00 €	30 125,00 €	31/12/2016
Comité Paroissial de Celleneuve	15, rue du Bassin	8 030,00 €	35,00 €	7 995,00 €	31/12/2016
Comité d'Entente des Grands Invalides de Guerre de l'Hérault	Résidence Petit Bois de la Colline, 56 rue du Père Blanc	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €	31/12/2016
Association Croix d'Argent Plus	57 rue Georges Brassens Immeuble Le Centaure	8 580,00 €	35,00 €	8 545,00 €	31/12/2016
SOS Amitiés	57 rue Georges Brassens Immeuble Le Centaure	2 200,00 €	35,00 €	2 165,00 €	31/12/2016
Fraternité Corse	57 rue Georges Brassens Immeuble Le Centaure	2 200,00 €	35,00 €	2 165,00 €	31/12/2016
Comité de quartier Hauts de Massane	385, rue Pierre Cardenal, résidence du Lac	11 700,00 €	35,00 €	11 665,00 €	31/12/2016
France bénévolat Hérault (ex Centre du Volontariat)	30 rue Cardinal de Cabrières	9 750,00 €	35,00 €	9 715,00 €	31/12/2016
Restaurants du Cœur	370, rue de Centrayrargues	6 930,00 €	35,00 €	6 895,00 €	31/12/2016
Resto-Bébés/Restaurants du Cœur	Rue de centrayrargues (ancienne bibliothèque Guillaume Apollinaire)	11 500,00 €	35,00 €	11 465,00 €	31/12/2016
Comité de Quartier Bagatelle	47 place de Chine, Résidence Val de Croze VII Salle Marco Polo	2 062,00 €	35,00 €	2 027,00 €	31/12/2016
Nouvelle Vague Citoyenne	47 place de Chine, Résidence Val de Croze VII Salle Marco Polo	2 062,00 €	35,00 €	2 027,00 €	31/12/2016
Grain d'image	9 rue J. Colbert	4 400,00 €	35,00 €	4 365,00 €	31/12/2016
Les Rencontres du Court	1 ter rue de Charency	4 400,00 €	35,00 €	4 365,00 €	31/12/2016
Les Restaurants du Cœur	1065, rue de la Croix de Figuerolles le Tarascon	10 980,00 €	35,00 €	10 945,00 €	31/12/2016
Les Restaurants du Cœur	94 rue Danton	3 300,00 €	35,00 €	3 265,00 €	31/12/2016

Les Restaurants du Coeur	116 rue Danton	3 300,00 €	35,00 €	3 265,00 €	31/12/2016
Comité de quartier Lez Pompignane	127 rue Marie Durand, résidence Pompignane	3 300,00 €	35,00 €	3 265,00 €	31/12/2016
Les Restaurants du Coeur	137 rue Marie Durand, résidence Pompignane	12 650,00 €	35,00 €	12 615,00 €	31/12/2016
Fédération des radios associatives non commerciales du Languedoc-Roussillon	Résidence Paul Valéry II, 291 rue Hébert	1 100,00 €	35,00 €	1 065,00 €	31/12/2016
Association PEEP	Résidence Paul Valéry II, 291 rue Hébert	3 080,00 €	35,00 €	3 045,00 €	31/12/2016
Soutien Aux Fortes Œuvres (SAFO)	Résidence Paul Valéry II, 361 rue Hébert	2 970,00 €	35,00 €	2 935,00 €	31/12/2016
Action d'urgence internationale	1401, rue de Fontcouverte, les Terrasses de Montcalm	9 900,00 €	35,00 €	9 865,00 €	31/12/2016
Majorettes de la Ville de Montpellier	1351, rue de Fontcouverte le Gémil	22 000,00 €	35,00 €	21 965,00 €	31/12/2016
Les Majorettes de la Paillade	343 rue de Gènes	2 460,00 €	35,00 €	2 425,00 €	31/12/2016
Montpellier contre la Violence	343 rue de Gènes	2 460,00 €	35,00 €	2 425,00 €	31/12/2016
Le Mouvement du Nid	Hôtel de Gérone, 2 rue Germain	6 890,00 €	35,00 €	6 855,00 €	31/12/2016
Le Refuge	Hôtel de Gérone, 1 rue Germain	601,48 €	345,95 €	255,53 €	31/12/2016
La Terre en soi	Résidence le Chapeau rouge, rue Jules Isaac	1 136,00 €	35,00 €	1 101,00 €	31/12/2016
Université du Tiers Temps	Résidence le Chapeau rouge, rue Jules Isaac	1 136,00 €	35,00 €	1 101,00 €	31/12/2016
Terra Unita	Résidence le Chapeau rouge, rue Jules Isaac	1 136,00 €	35,00 €	1 101,00 €	31/12/2016
Confédération du logement et du cadre de vie	Résidence Utrillo 23 rue de Nîmes	12 650,00 €	35,00 €	12 615,00 €	31/12/2016
Familles des traumatisés crâniens du Languedoc-Roussillon	134 rue de Thèbes / 5 place du Millénaire Forum II	6 630,00 €	35,00 €	6 595,00 €	31/12/2016

Comité de quartier Cévennes et Environs	Résidence las Rebes, 556 avenue Louis Ravaz	7 370,00 €	35,00 €	7 335,00 €	31/12/2016
Terre nourricière	59 rue de las Sorbes, Les Jardins d'Assas	6 160,00 €	35,00 €	6 125,00 €	31/12/2016
Espoir Hérault	356, av Ferdinand de Lesseps	5 500,00 €	35,00 €	5 465,00 €	31/12/2016
Groupeement d'Entraide Mutuelle Lesseps	356, av Ferdinand de Lesseps	5 500,00 €	35,00 €	5 465,00 €	31/12/2016
UNAFAM	356, av Ferdinand de Lesseps	11 000,00 €	35,00 €	10 965,00 €	31/12/2016
Cap Horizon	49 bis cours Gambetta	4 550,00 €	35,00 €	4 515,00 €	31/12/2016
Solidarité CSF DOM TOM Hérault	236, avenue de Louisville résidence Aigoual Dourbie	22 660,96 €	5 582,25 €	17 075,71 €	31/12/2016
ANIM'FRIMOUSSE (dans Annexe Maison Pour Tous Pierre AZEMA)	88 rue André Malraux	7 810,00 €	35,00 €	7 775,00 €	31/12/2016
Association de défense des locataires de la Pompignane	49 rue Paul Marès	4 950,00 €	35,00 €	4 915,00 €	31/12/2016
Restaurants et Relais du Cœur	Résidence Aiguelongue, rue de Montasinos	4 730,00 €	35,00 €	4 695,00 €	31/12/2016
Fédération Régionale des Associations de Prévention Santé	54, chemin de Moulares le Dom Bosco	42 570,00 €	35,00 €	42 535,00 €	31/12/2016
Echecs Club Montpellier (ex Echiquier européen)	46, rue de la Mounéda les jardins d'O bât B	11 000,00 €	35,00 €	10 965,00 €	31/12/2016
Association de quartier Beaux Arts Pierre Rouge	12 esplanade de la musique	7 800,00 €	35,00 €	7 765,00 €	31/12/2016
Loisirs Vacances pour Inadaptés (ALVI)	191 square Neptune	5 130,00 €	35,00 €	5 095,00 €	31/12/2016
Association RIRE	13 faubourg de Nimes	2 750,00 €	35,00 €	2 715,00 €	31/12/2016
A.D.R.A	Rue de Thèbes, immeuble Forum I	8 970,00 €	35,00 €	8 935,00 €	31/12/2016
Société Astronomique de l'Hérault	17, bd de l'Observatoire, tour de la Babote	16 120,00 €	31,10 €	16 088,90 €	31/12/2016

Association pour le développement des soins palliatifs de Montpellier	39 rue François d'Orbay, résidence le Bénédictin	2 700,00 €	35,00 €	2 665,00 €	31/12/2016
Association ATTAC	39 rue François d'Orbay, résidence le Bénédictin	1 350,00 €	35,00 €	1 315,00 €	31/12/2016
Artisans de Nouveaux Développements (AND)	39 rue François d'Orbay, résidence le Bénédictin	1 350,00 €	35,00 €	1 315,00 €	31/12/2016
Association de Cardiologie du Languedoc-Roussillon	39 rue François d'Orbay, résidence le Bénédictin	1 440,00 €	35,00 €	1 405,00 €	31/12/2016
Association Alcooliques Anonymes	39 rue François d'Orbay, résidence le Bénédictin	1 620,00 €	35,00 €	1 585,00 €	31/12/2016
Association AL-ANON	39 rue François d'Orbay, résidence le Bénédictin	900,00 €	35,00 €	865,00 €	31/12/2016
Association de Défense des Familles et des Individus (ADFI)	85 rue des Passereaux	7 800,00 €	35,00 €	7 765,00 €	31/12/2016
Amicale des Arméniens de Montpellier et sa Région	488, avenue du Père Soulas résidence Europa immeuble Portugal	14 960,00 €	35,00 €	14 925,00 €	31/12/2016
Association Les Bastides	149 rue Gay Lussac, résidence Pétrarque	16 500,00 €	35,00 €	16 465,00 €	31/12/2016
Gymnastique volontaire d' Alco	Résidence Las Rebes, Bt 5, 239 rue des Papyrus	3 630,00 €	35,00 €	3 595,00 €	31/12/2016
Association A V E C	Résidence Las Rebes, Bt 5, 239 rue des Papyrus	3 630,00 €	35,00 €	3 595,00 €	31/12/2016
Lou Parage de Mount-Peliè	2, place Pétrarque	25 350,00 €	35,00 €	25 315,00 €	31/12/2016
Université du Tiers Temps	2, place Pétrarque	12 350,00 €	35,00 €	12 315,00 €	31/12/2016
Association Montpelliéraine Universitaire Culturelle et Sportive	2 place Pétrarque	1 950,00 €	35,00 €	1 915,00 €	31/12/2016
Spéléo Club de Montpellier	271, avenue du Pic St Loup le Verdi	4 400,00 €	35,00 €	4 365,00 €	31/12/2016
Comité de liaison et de coordination des associations de personnes handicapées et malades chroniques	603 avenue du Pont Trinquat, résidence le Cézanne	15 290,00 €	35,00 €	15 255,00 €	31/12/2016

ACLE (association des cevennes por le développement des loisirs éducatifs)	Maison de quartier J-P Chabrol, 949 av Louis Ravas	3 795,00 €	35,00 €	3 760,00 €	31/12/2016
ARCE (association des résidents des Cevennes)	Maison de quartier J-P Chabrol, 921 av Louis Ravas	1 155,00 €	35,00 €	1 120,00 €	31/12/2016
AVEC (association vivre ensemble quartier cevennes)	Maison de quartier J-P Chabrol, 921 av Louis Ravas	1 430,00 €	35,00 €	1 395,00 €	31/12/2016
Association Sportive des Cevennes	Maison de quartier J-P Chabrol, 921 av Louis Ravas	1 320,00 €	35,00 €	1 285,00 €	31/12/2016
Union Fédérale des consommateurs	Rue Richelieu, Le Richelieu	12 350,00 €	35,00 €	12 315,00 €	31/12/2016
Fédération Conseil des Parents d'Elèves	27, rue Savorgnan de Brazza La Butte II	16 500,00 €	35,00 €	16 465,00 €	31/12/2016
Comité de Quartier Ste Anne	1, rue Ste Anne	2 210,00 €	35,00 €	2 175,00 €	31/12/2016
Attitude	15 rue Ste Ursule	12 155,00 €	35,00 €	12 120,00 €	31/12/2016
Dante Alighieri	25, rue Ste Ursule	13 000,00 €	35,00 €	12 965,00 €	31/12/2016
APAJ Centre Gitan	2 rue des Tourterelles	6 380,00 €	35,00 €	6 345,00 €	31/12/2016
Aiguelongue et Justice en Chœur	2 rue des Tourterelles	12 155,00 €	35,00 €	12 120,00 €	31/12/2016
France Israël	160, val de Montferrand, le Vallespir	2 970,00 €	35,00 €	2 935,00 €	31/12/2016
Accueil Villes Françaises (ex Montpellier-A.V.F.- Accueil)	7, rue Verrerie Basse	22 490,00 €	35,00 €	22 455,00 €	31/12/2016
Jouons en ludothèque	1147 avenue Villeneuve d'Angoulême, Les Sylvains	2 750,00 €	35,00 €	2 715,00 €	31/12/2016
I. PEICC (I. Projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	136 rue du Bari Résidence Uranus	6 553,60 €	3 265,87 €	3 287,73 €	31/12/2016
Association Sportive et Culturelle Croix d'Argent de Montpellier	Maison de Quartier Pauline Lafont 635 rue Jacques Bounin	11 000,00 €	35,00 €	10 965,00 €	31/12/2016
Association Jasmin d'Orient	1 rue Jean Vachet (ex poste de Police municipale St Martin)	4 400,00 €	35,00 €	4 365,00 €	31/12/2016

Secours Populaire Français	1 rue Jean Vachet (ex poste de Police municipale St Martin)	4 400,00 €	35,00 €	4 365,00 €	31/12/2016
Association Départementale d'Information et d'Aide aux Victimes (A.D.I.A.V.)	56, rue de l'Université Relais des Ursulines	13 000,00 €	35,00 €	12 965,00 €	31/12/2016
A.V.I.S.O.	56, rue de l'Université Relais des Ursulines	2 080,00 €	35,00 €	2 045,00 €	31/12/2016
Relais Enfants Patents (R.E.P.)	56, rue de l'Université Relais des Ursulines	2 080,00 €	35,00 €	2 045,00 €	31/12/2016
Club de la Presse	rue de Thèbes	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €	31/12/2016
Club de la Presse	Résidence La Faluche 186 rue Brumaire	5 060,00 €	35,00 €	5 025,00 €	31/12/2016
Agence Locale de l'Energie de Montpellier	2 place Paul Bec (nouvelle adresse au 6 mai 2012)	27 040,00 €	35,00 €	27 005,00 €	31/12/2016
Eglise Orthodoxe Sainte Philothée de Montpellier	Chapelle de Grammont Domaine de Grammont avenue Albert Einstein	29 700,00 €	35,00 €	29 665,00 €	31/12/2016
Mouvement Français pour le planning Familial	48 boulevard Rabelais	17 330,00 €	0,00 €	17 330,00 €	31/12/2016
Chèvrefeuille étoilé	88 bis avenue de Toulouse	825,00 €	35,00 €	790,00 €	31/12/2016
Comité de Quartier de Port Marianne Sud	Pavillon de l'Hôtel de Ville Allée de la Méditerranée Port Marianne	7 425,00 €	35,00 €	7 390,00 €	31/12/2016
La Garriga	Tour des Pins Boulevard Henri IV	16 697,00 €	35,00 €	16 662,00 €	31/12/2016
La Barronie de Caravètes	Tour des Pins Boulevard Henri IV	5 148,00 €	35,00 €	5 113,00 €	31/12/2016
La maison de la poésie	Moulin de l'Evêque rue de Pirée	13 000,00 €	35,00 €	12 965,00 €	31/12/2016
Association TIN HINAN	Salle Louis Feuillade 40 rue de Barcelone	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €	31/12/2016
Association des Chœurs de Montpellier	place Albert 1er (chapelle St Charles)	11 700,00 €	0,00 €	11 700,00 €	31/12/2016
Restaurants et Relais du Cœur	4 rue des Aconits	16 500,00 €	35,00 €	16 465,00 €	31/12/2016
Les Gipsy Catalans	Cité Gély, 170 rue Joachim Du Bellay (à proximité de la chapelle de la Résurrection)	630,00 €	35,00 €	595,00 €	31/12/2015

28


Tang' Hérault	40, rue Favre de St Castor Résidence St James	20 900,00 €	35,00 €	20 865,00 €	30/06/2016
Amicale des retraités de Paul Valéry	Résidence Paul Valéry II, 211 rue Hébert	6 600,00 €	35,00 €	6 565,00 €	30/06/2016
Les retraités des Hauts de Massane	343 rue de Gènes	2 460,00 €	35,00 €	2 425,00 €	30/06/2016
Les amoureux de Candolle	19 rue Lallemand	7 854,00 €	35,00 €	7 819,00 €	30/06/2016
A.D.R.A	7, place du Nombre d'Or	13 130,00 €	35,00 €	13 095,00 €	30/06/2016
A.D.R.A	19, place du Nombre d'Or	17 420,00 €	35,00 €	17 385,00 €	30/06/2016
La Maison d'Espagne	rue Raoul, rés. Les jardins d'Emeraude	23 400,00 €	35,00 €	23 365,00 €	30/06/2016
Commune Libre de Figuerolles	100 faubourg Figuerolles Résidence Zuccarelli	11 700,00 €	35,00 €	11 665,00 €	30/06/2016
Amicale des Corses de Montpellier	6, rue des Hospices, le Domitien	13 000,00 €	35,00 €	12 965,00 €	30/06/2016

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les 146 conventions de location du domaine public et privé de la Ville jointes en annexe ;
- d'approuver, les loyers et redevances minorés proposés au 146 associations listées ci-dessus, la gratuité des locaux pour les associations « Les Chœurs de Montpellier » et « Mouvement Français pour le planning familial » et de porter au compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total général de 1 025 612, 87 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Convention constitutive d'un groupement de commandes pour des prestations de manutentions, de déménagements et de garde meubles entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le contexte de consolidation de l'organisation métropolitaine et de l'ajustement permanent de l'organisation des services municipaux, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole vont être amenées à faire appel à des prestataires de manutentions, de déménagements et de garde meubles pour réaménager leurs locaux.

Afin d'optimiser la qualité des prestations tout en obtenant des économies d'échelles en couplant les besoins, il paraît opportun que les deux collectivités groupent leurs commandes pour ce type de prestations.

Tel est l'objet de la convention constitutive de groupement de commandes annexée à la présente délibération.

Montpellier Méditerranée Métropole est coordonnateur du groupement et donc responsable du montage de la procédure de marché et de l'analyse des offres.

Considérant l'évaluation des besoins de chaque membre du groupement, la procédure de mise en concurrence sera une procédure adaptée en application de l'article 28 du code des marchés publics.

Le marché s'exécutera sur bons de commandes établis par chaque membre en fonction de ses besoins, conformément à l'article 77 du Code des Marchés Publics.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider le principe de la constitution d'un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier Montpellier Méditerranée Métropole
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son adjoint délégué à signer de la convention de groupement de commandes
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Convention d'occupation temporaire pour l'installation d'un relais Bouygues Télécom sur l'Hôtel de Ville Réf : T27320

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du développement des réseaux mobiles, Bouygues Télécom est l'un des quatre opérateurs nationaux ayant obtenu la licence nécessaire de la part de l'Etat.

Pour adapter son réseau à l'évolution urbaine de Montpellier, Bouygues Télécom souhaite installer un relais sur le site de l'hôtel de Ville, en créant un espace technique en toiture et en mettant en place les antennes nécessaires.

Après négociations, Bouygues Télécom a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant à :

- Non exclusivité de l'installation de Bouygues ;
- Durée : six ans renouvelable par période de trois ans ;
- Redevance annuelle de 17 000 € (dix-sept mille euros).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention à passer entre Bouygues Télécom et la ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le trésorier municipal à faire recette de 17 000 € par an au profit de la Ville ;

- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'PS', is written over the printed name 'Philippe SAUREL'.

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Transferts de personnels auprès de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans la continuité du Pacte de confiance métropolitain approuvé par la délibération n°12363 du 17 juillet 2014, et par délibération, le conseil municipal s'est prononcé sur la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole.

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au 1^{er} janvier 2015. A cette occasion plusieurs compétences ont été transférées, conformément à l'article 43 de la loi MAPTAM, codifié dans l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales.

Afin de garantir la continuité et la bonne organisation des services et de disposer, pour la commune comme pour la Métropole, du temps nécessaire pour mettre en œuvre le transfert des compétences dans de bonnes conditions, le Conseil Municipal a autorisé par délibération la signature d'une convention de gestion provisoire pour l'exercice des nouvelles compétences.

Cette convention arrive à son terme au 31 décembre 2015. En conséquence, conformément à l'article L 5211-4-1 du CGCT, le transfert des compétences susvisées à Montpellier Méditerranée Métropole doit entraîner le transfert ou la mise à disposition de plein droit des personnels chargés de la mise en œuvre des compétences transférées, et ce au 1^{er} janvier 2016.

Les fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires exerçant en totalité des missions transférées sont transférés de plein droit à la Métropole dans les conditions de statuts et d'emploi qui sont les leurs. Les conditions de ce transfert sont présentées dans une fiche d'impact, soumises aux comités techniques et annexée à la présente.

Conformément à l'article L 5211-4-1 du CGCT et après avis des Comités Techniques compétents, il appartient donc au conseil municipal de déterminer les transferts de personnel relevant du groupe de compétences à

Montpellier Méditerranée Métropole et de déterminer les suppressions de poste de la commune à compter du 1^{er} janvier 2016.

Les agents transférés conservent, s'ils y ont intérêt, le régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que tous les avantages collectivement acquis avant l'entrée en vigueur de la loi n°2007-209, ayant le caractère de complément de rémunération au sein de la commune d'origine (troisième alinéa de l'article 111 de la loi n°84-53 modifiée par la loi n°2007-209 et son article 111-1).

Les modalités de transfert font l'objet d'une décision conjointe de la commune et de la Métropole. Cette décision sera finalisée par la signature d'arrêtés nominatifs portant transferts des agents concernés.

Après avis des Comités Techniques, il est proposé de transférer à Montpellier Méditerranée Métropole, les postes et personnels suivants :

Direction du Génie Urbain :

FILIERE	Catégorie indiciaire	CADRE D'EMPLOIS DU PERSONNEL TRANSFERE	TEMPS COMPLET / NON COMPLET	Cadre d'emploi théorique du poste
Filiere Administrative	C	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX
Filiere Administrative	C	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX
Filiere Administrative	C	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX
Filiere Administrative	C	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX
Filiere Administrative	C	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX
Filiere Administrative	C	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX
Filiere Administrative	C	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX
Filiere Administrative	C	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX
Filiere Administrative	C	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX	temps complet	TECHNICIENS TERRITORIAUX
Filiere Administrative	C	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX
Filiere Administrative	C	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX
Filiere Administrative	C	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX
Filiere Administrative	B	REDACTEURS TERRITORIAUX	temps complet	REDACTEURS TERRITORIAUX
Filiere Administrative	B	REDACTEURS TERRITORIAUX	temps complet	REDACTEURS TERRITORIAUX
Filiere Administrative	B	REDACTEURS TERRITORIAUX	temps complet	REDACTEURS TERRITORIAUX
Filiere Administrative	B	REDACTEURS TERRITORIAUX	temps complet	REDACTEURS TERRITORIAUX
Filiere Administrative	B		temps complet	REDACTEURS TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	AGENTS MAITRISE TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	AGENTS MAITRISE TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX

[illegible]

265

DOMANIALITE PUBLIQUE

FILIERE	CATEGORIE INDICIAIRE	CADRE D'EMPLOIS DU PERSONNEL TRANSFERE	TEMPS COMPLET / NON COMPLET	Cadre d'emploi théorique du poste
Filière Administrative	A	ATTACHES TERRITORIAUX	temps complet	ATTACHES TERRITORIAUX
Filière Administrative	B	REDACTEURS TERRITORIAUX	temps complet	REDACTEURS TERRITORIAUX
Filière Administrative	B	REDACTEURS TERRITORIAUX	temps complet	REDACTEURS TERRITORIAUX
Filière Administrative	B	REDACTEURS TERRITORIAUX	temps complet	REDACTEURS TERRITORIAUX

AIRES D'ACCUEIL GENS DU VOYAGE

FILIERE	CATEGORIE INDICIAIRE	CADRE D'EMPLOIS DU PERSONNEL TRANSFERE	TEMPS COMPLET / NON COMPLET	Cadre d'emploi théorique du poste
Filière Administrative	A	ATTACHES TERRITORIAUX	temps complet	ATTACHES TERRITORIAUX
Filière Administrative	B	REDACTEURS TERRITORIAUX	temps complet	REDACTEURS TERRITORIAUX
Filière Animation	B	ANIMATEURS TERRITORIAUX	temps complet	ANIMATEURS TERRITORIAUX
Filière Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX
Filière Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps non complet	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX

ENERGIE

FILIERE	CATEGORIE INDICIAIRE	CADRE D'EMPLOIS DU PERSONNEL TRANSFERE	TEMPS COMPLET / NON COMPLET	Cadre d'emploi théorique du poste
Filière Technique	A	INGENIEURS TERRITORIAUX	temps complet	INGENIEURS TERRITORIAUX

MISSION TRAMWAY

FILIERE	CATEGORIE INDICIAIRE	CADRE D'EMPLOIS DU PERSONNEL TRANSFERE	TEMPS COMPLET / NON COMPLET	Cadre d'emploi théorique du poste
Filière Technique	A	INGENIEURS TERRITORIAUX	temps complet	INGENIEURS TERRITORIAUX
Filière Technique	A	INGENIEURS TERRITORIAUX	temps complet	INGENIEURS TERRITORIAUX

TELECOM

FILIERE	CATEGORIE INDICIAIRE	CADRE D'EMPLOIS DU PERSONNEL TRANSFERE	TEMPS COMPLET / NON COMPLET	Cadre d'emploi théorique du poste
Filière Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	AGENTS MAITRISE TERRITORIAUX
Filière Technique	B	TECHNICIENS TERRITORIAUX	temps complet	TECHNICIENS TERRITORIAUX

MONTPELLIER TERRITOIRE NUMERIQUE

FILIERE	CATEGORIE INDICIAIRE	CADRE D'EMPLOIS DU PERSONNEL TRANSFERE	TEMPS COMPLET / NON COMPLET	Cadre d'emploi théorique du poste
Filiere Technique	A	INGENIEURS TERRITORIAUX	temps complet	INGENIEURS TERRITORIAUX
Filiere Technique	A		temps complet	INGENIEURS TERRITORIAUX

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC

FILIERE	CATEGORIE INDICIAIRE	CADRE D'EMPLOIS DU PERSONNEL TRANSFERE	TEMPS COMPLET / NON COMPLET	Cadre d'emploi théorique du poste
Filiere Administrative	C	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX
Filiere Administrative	C	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX

Energie PCET

FILIERE	CATEGORIE INDICIAIRE	CADRE D'EMPLOIS DU PERSONNEL TRANSFERE	TEMPS COMPLET / NON COMPLET	Cadre d'emploi théorique du poste
Filiere Administrative	C	ATTACHES TERRITORIAUX	temps complet	ATTACHES TERRITORIAUX

PROPRETE

FILIERE	CATEGORIE INDICIAIRE	CADRE D'EMPLOIS DU PERSONNEL TRANSFERE	TEMPS COMPLET / NON COMPLET	Cadre d'emploi théorique du poste
Filiere Administrative	C	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX

Filiere Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX
Filiere Technique	C		temps complet	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	AGENTS MAITRISE TERRITORIAUX	temps complet	AGENTS MAITRISE TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	AGENTS MAITRISE TERRITORIAUX	temps complet	AGENTS MAITRISE TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	AGENTS MAITRISE TERRITORIAUX	temps complet	AGENTS MAITRISE TERRITORIAUX
Filiere Technique	C	AGENTS MAITRISE TERRITORIAUX	temps complet	AGENTS MAITRISE TERRITORIAUX
Filiere Technique	B	TECHNICIENS TERRITORIAUX	temps complet	TECHNICIENS TERRITORIAUX
Filiere Technique	A	INGENIEURS TERRITORIAUX	temps complet	INGENIEURS TERRITORIAUX

Plan local d'urbanisme

FILIERE	CATEGORIE INDICIAIRE	CADRE D'EMPLOIS DU PERSONNEL TRANSFERE	TEMPS COMPLET / NON COMPLET	Cadre d'emploi théorique du poste
Filiere Technique	B	TECHNICIENS TERRITORIAUX	temps complet	TECHNICIENS TERRITORIAUX

DRH support

FILIERE	CATEGORIE INDICIAIRE	CADRE D'EMPLOIS DU PERSONNEL TRANSFERE	TEMPS COMPLET / NON COMPLET	Cadre d'emploi théorique du poste
Filiere Administrative	C		temps complet	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX
Filiere Administrative	C		temps complet	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX

Finances support

FILIERE	CATEGORIE INDICIAIRE	CADRE D'EMPLOIS DU PERSONNEL TRANSFERE	TEMPS COMPLET / NON COMPLET	Cadre d'emploi théorique du poste
Filiere Administrative	C	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX	temps complet	ADJOINTS ADMIN.TERRITORIAUX

La fiche d'impact afférente à ces transferts de postes et de personnels est présentée en annexe, relative notamment aux effets du transfert sur l'organisation et les conditions de travail, ainsi que sur la rémunération et les droits acquis des fonctionnaires et des agents territoriaux non titulaires qui seront transférés à Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la liste des postes transférés, dire qu'il est procédé au transfert effectif de personnel au 1^{er} janvier 2016 et dire que les emplois correspondants sont supprimés à compter du 1^{er} janvier 2016 (le tableau des effectifs par grade sera également mis à jour au regard de ces transferts).
- D'approuver la fiche d'impact jointe en annexe.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON,

Absents :

Mise à disposition ascendante de services de la Ville vers la Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La mise en œuvre de la Métropole a emporté le transfert obligatoire de compétences vers celle-ci, et de fait après une année régie par une convention de gestion transitoire, celui des moyens qui lui permettront de les exercer.

Les compétences intégralement transférées vont entraîner au 1er janvier 2016 le transfert des postes afférents, tels que présenté à l'occasion des comités techniques des 25/09 et 7/10/2015, pour les services impactés dans leur intégralité.

Concernant les compétences partiellement transférées, l'article L5211-4-1 du CGCT offre la possibilité de mise en œuvre de mise à disposition ascendante de service afin en particulier de préserver la bonne organisation des services et de fait la qualité du service public rendu.

Dans cet objectif, La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont conjointement décidé de proposer de retenir la mise à disposition ascendante de service pour toutes les compétences qui ne donnent pas lieu à un transfert de postes, et de ce fait pour les services impactés pour une partie seulement de leurs missions, sur des postes de travail multiples et des quotités de temps de travail non agrégeables :

Développement Economique		ETP / agents	Modalité
Département Equipement et Services	Direction de l'Espace Public	1,23	Mise à disposition ascendante de service

Taxis		ETP	Modalité
-------	--	-----	----------

Département Equipement et Services	Direction de l'Espace Public	1,22	Mise à disposition ascendante de service
------------------------------------	------------------------------	------	--

Energie		ETP	Modalité
Direction Energie et Moyens Techniques	Service de l'Energie	0,44	Mise à disposition ascendante de service

Habitat - OPAH		ETP	Modalité
Département Urbanisme et Aménagement	Mission Grand Cœur	0,23	Mise à disposition ascendante de service
Département Urbanisme et Aménagement	Direction Aménagement Programmation	0,36	Mise à disposition ascendante de service

Habitat - Péril		ETP	Modalité
Département Equipement et Services	Direction Architecture et Immobilier	0,62	Mise à disposition ascendante de service
Direction Jeunesse Sport Emploi Logement	Ressources Logement Emploi Insertion	0,05	Mise à disposition ascendante de service

PLU		ETP	Modalité
Département Urbanisme et Aménagement	Mission Grand Cœur	0,40	Mise à disposition ascendante de service

Voirie et Espace Public		ETP	Modalité
Département Equipement et Services	Direction Paysage et Biodiversité	14,38	Mise à disposition ascendante de service

Directions Fonctionnelles		ETP	Modalité
Département Modernisation	Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	3,25	Mise à disposition ascendante de service
Département Modernisation	Direction des systèmes d'information	0,91	Mise à disposition ascendante de service

Ce périmètre des compétences qui feront de ce fait l'objet d'une mise à disposition ascendante le service a été en conséquence soumis à l'avis du comité technique du 23 octobre 2015, de même que le projet de convention qui les régira.

Celui-ci fixe en particulier les bases et modalités de remboursement à la Ville par la Métropole des compétences exercées pour celle-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la mise en œuvre de la mise à disposition ascendante de services de la Ville vers la Métropole telle que présentée ci-dessus ;
- D'autoriser l'autorité territoriale à signer la convention afférente telle que présentée en annexe, ainsi que tout document relatif à la mise en œuvre de cette mise à disposition ascendante de services.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARE, Samira SALOMON.

Absents :

Convention de mise à disposition descendante de services de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du transfert obligatoire de compétences de la Ville vers la Métropole et de sa mise en œuvre organisationnelle au 1^{er} janvier 2016 après une année régie par la convention de gestion transitoire, la majeure partie des compétences transférées fait l'objet à cette date de transferts de postes et de personnels (l'autre partie des compétences transférées faisant l'objet d'une mise à disposition ascendante de services).

Cependant certaines missions assurées par les services transférés demeureront de compétence communale au 1^{er} janvier 2016.

Ces missions devront donc être assurées par Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de la Ville, afin de préserver la bonne organisation des effectifs transférés et de garantir le maintien de la qualité du service public rendu.

Les compétences concernées sont les suivantes :

Energie		ETP transféré	Modalité	ETP mis à disposition
Direction Energie et Moyens Techniques	Service de l'Energie - Mission Plan Climat Energie Territoire	1,00	Transfert avec MAD descendante	0,40

PLU		ETP transféré	Modalité	ETP mis à disposition
Département Urbanisme et Aménagement	Direction Aménagement Programmation	4 (3 en 2015, 1 au 01/01/2016)	Transfert avec MAD descendante	0,40

Voirie et Espace Public		ETP transféré	Modalité	ETP mis à disposition
Département Equipement et Services	Direction du Genie Urbain	159,00	Transfert avec MAD descendante	8,60
Département Urbanisme et Aménagement	Direction Aménagement Programmation Service Déplacement	4,00	Transfert avec MAD descendante	0,80

Une convention de mise à disposition descendante, soumise à l'avis du comité technique, en régira les modalités de mise en œuvre ainsi que les dispositions financières.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la mise en œuvre de la mise à disposition descendante de services de Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2016 ;
- D'autoriser l'autorité territoriale à signer la convention afférente ainsi que tout document relatif à sa mise en œuvre ;
- De prévoir les dépenses correspondantes au budget du personnel.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Extension du service commun Événementiel Protocole aux postes de cuisinier et de chef cuisinier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont souhaité mutualiser leur direction du Protocole et de l'Événementiel dans le cadre d'une convention de service commun.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la création du service commun de direction du Protocole et de l'Événementiel portant sur le seul poste de directeur par sa délibération n°12951 du 28 avril 2015.

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, en vertu de laquelle le service commun de direction Protocole et de l'Événementiel est géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées, qui couvrent notamment les charges de personnel et frais assimilés, sont remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50% chacune.

Au regard des impératifs de fonctionnement de cette direction et notamment de la fréquence des événements et manifestations organisés par les deux collectivités et requérant la présence d'un représentant relevant du niveau de direction, le périmètre de mutualisation a été élargi, par la délibération n°13090 du 29 juin 2015, avec la création d'un poste de Directeur adjoint.

Il est proposé d'approfondir encore cette démarche par un nouveau volet opérationnel, en intégrant dans ce service commun les postes de Chef cuisinier et de Cuisinier, afin d'optimiser l'organisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier en la matière.


Les Comités techniques de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été saisis le 3 décembre 2015 pour avis sur cet avenant et sa fiche d'impact.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'extension du service commun de direction du Protocole et de l'Événementiel aux postes de cuisinier et de chef cuisinier et d'autoriser l'autorité territoriale à signer l'avenant correspondant tel que présenté en annexe ;
- D'approuver la fiche d'impact afférente ;
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Convention de gestion de service de médecine préventive professionnelle de la commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le transfert de compétences obligatoires auprès de la Métropole entraîne au 1^{er} janvier 2016, après une année de convention de gestion transitoire, le transfert auprès de Montpellier Méditerranée Métropole des agents municipaux exerçant ces compétences.

La collectivité employeur doit assurer au bénéfice de ses agents une mission de médecine préventive et professionnelle.

Toutefois, Montpellier Méditerranée Métropole étant en phase de renouvellement de son marché de gestion de cette prestation, il est proposé qu'elle confie de façon temporaire à la Ville cette mission, comme le permet le Code Général des Collectivités territoriales, afin d'assurer la bonne continuité de la surveillance médicale de l'ensemble des personnels transférés.

Une convention est proposée à cette fin, qui s'appliquera à tous les agents transférés dont le lieu de travail reste un local de la Ville tel qu'occupé avant le transfert.

La durée de cette convention est établie à six mois, renouvelable une fois. Les dépenses afférentes feront l'objet d'un remboursement de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser l'autorité territoriale à signer la convention, présentée en annexe, établie en ce sens ;
- D'inscrire les dépenses et les recettes correspondantes au budget du personnel.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Convention de gestion de service, et de mise à disposition de locaux et de matériels de la Ville auprès de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

A ce titre à compter du 1^{er} janvier 2015, la Métropole de Montpellier est devenue compétente pour exercer en lieu et place des communes, en plus des compétences d'ores et déjà exercées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'ensemble des compétences dévolues aux métropoles et précisées à l'article L 5217-2 du Code général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Dans le cadre de ce transfert de compétences, la Commune de Montpellier met à disposition de la Métropole par convention les locaux, matériels et véhicules nécessaires à l'exercice de ces compétences dont la liste sera annexée à ladite convention de mise à disposition.

Les locaux mis à disposition seront utilisés par la Métropole à son usage exclusif pour la réalisation de ses missions de service public.

Il est à ce sujet expressément convenu que tout changement de destination, qui ne serait pas autorisé par la Commune entraînerait la résiliation immédiate de la présente convention.

Le cas échéant, la Métropole remboursera à la Commune les charges de fonctionnement selon les modalités définies dans la convention.

Par ailleurs, la Ville dispose depuis de nombreuses années d'un Parc Auto qui assure l'entretien des véhicules municipaux, qui a démontré son efficacité et sa maîtrise des coûts. La maintenance des véhicules fait donc partie des opportunités de mutualisation d'expertise et de savoir faire, et l'utilisation par Montpellier

Méditerranée Métropole de ce service participerait des efforts de rationalisation des services et de convergence des administrations.

Il est donc proposé de mettre en œuvre une convention qui confie l'entretien des véhicules municipaux transférés au Parc Auto de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la mise à disposition par la Commune à Montpellier Méditerranée Métropole de locaux, biens, véhicules et matériels nécessaires à l'exercice de compétences transférées dont la liste est actée en annexe de la convention de mise à disposition ;
- D'autoriser l'autorité territoriale à signer la convention de mise à disposition ainsi que ses annexes ;
- D'autoriser l'autorité territoriale à signer la convention de gestion de service de maintenance des véhicules de la commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Transfert de comptes épargne temps des agents transférés de la Ville vers Montpellier Méditerranée Métropole et modalités de remboursement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au Compte Epargne-Temps dans la Fonction Publique Territoriale précise qu'un agent titulaire d'un Compte Epargne-Temps (CET) conserve les droits acquis au titre de ce CET en cas de changement de collectivité (article 9 alinéa 1), par voie de mutation ou de détachement.

La collectivité d'accueil assure alors la gestion du compte épargne-temps. L'article 11 du décret susmentionné précise que les collectivités peuvent, par convention, prévoir des modalités financières de transfert des droits à congés accumulés par les agents bénéficiaires d'un CET à la date à laquelle ces agents changent de collectivité, par la voie de la mutation ou d'un détachement.

Par ailleurs, une délibération validée en Conseil Municipal a établi les modalités d'utilisation du CET au sein de la Commune de Montpellier.

La présente délibération propose d'autoriser la Commune de Montpellier à conclure des conventions dans le cadre de transfert de personnels dotés de Compte Epargne-Temps.

Afin de ne pas pénaliser les agents transférés en application de l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités, il est proposé, d'un commun accord avec Montpellier Méditerranée Métropole et par analogie avec le dispositif applicable aux mutations, de leur permettre de transférer les droits épargnés au titre de leur CET. La commune s'acquittera en contrepartie d'un dédommagement financier pour la prise en charge de ce CET, selon les montants d'indemnisation prévus par catégorie :

- Catégorie A : 125 euros par jour ;
- Catégorie B : 80 euros par jour ;
- Catégorie C : 65 euros par jour.

Le montant du dédommagement ne peut en aucun cas dépasser le coût chargé journalier de l'agent concerné.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- autoriser le principe de remboursement du Compte Epargne-Temps des agents transférés auprès de Montpellier Méditerranée Métropole en application de l'article L.5211-4-1 du CGCT ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget du personnel ;
- autoriser l'autorité territoriale à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémic MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Fin anticipée de la convention de mise à disposition auprès de l'Agence Locale de l'Energie de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération 2007-487 du 15 novembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé la mise à disposition de personnel municipal auprès de l'agence locale de l'énergie (ALE).

Dans ce cadre, une convention de mise à disposition d'un ingénieur territorial à temps complet est en cours d'exécution pour la période du 1^{er} décembre 2013 au 1^{er} décembre 2016.

Or, le champ de compétences dont relève cette convention fait partie des transferts de compétences obligatoires de la Ville vers Montpellier Méditerranée Métropole, qui prendra effet pour ce qui concerne les personnels au 1^{er} janvier 2016 après une année régie par une convention de gestion transitoire.

Aussi, au 1^{er} janvier 2016, la Ville ne sera donc plus compétente pour maintenir et mettre en œuvre la convention de mise à disposition de personnel municipal auprès de l'ALE, le personnel concerné étant par ailleurs conformément au code général des collectivités territoriales transféré vers la Métropole.

L'échéance de la convention en cours étant fixée au-delà du 31 décembre 2015, il est nécessaire d'y mettre fin de façon anticipée.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser l'autorité territoriale à mettre fin de manière anticipée au 31 décembre 2015 à la convention de mise à disposition d'un agent municipal par la Ville auprès de l'Agence locale de l'Energie.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Fin anticipée de la convention de mise à disposition de personnel auprès du Groupement d'Intérêt Public (GIP)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération 2015-19 du 22 janvier 2015, le Conseil municipal a approuvé le renouvellement de la mise à disposition de personnel auprès du Groupement d'Intérêt Public pour le développement social et urbain (GIP DSUA).

Dans ce cadre, une convention de mise à disposition de deux adjoints administratifs territoriaux à temps complet est en cours d'exécution jusqu'au 31 décembre 2016.

Or, le champ de compétences dont relève cette convention fait partie des transferts de compétences obligatoires de la Ville vers Montpellier Méditerranée Métropole, qui prendra effet pour ce qui concerne les personnels au 1^{er} janvier 2016 après une année régie par une convention de gestion transitoire.

Aussi, au 1^{er} janvier 2016, la Ville ne sera donc plus compétente pour maintenir et mettre en œuvre la convention de mise à disposition de personnel municipal auprès du GIP DSUA, le personnel concerné étant par ailleurs conformément au code général des collectivités territoriales transféré vers la Métropole.

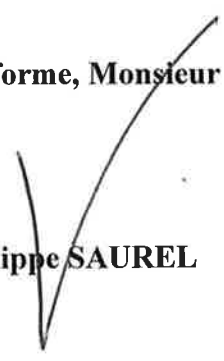
L'échéance de la convention en cours étant fixée au-delà du 31 décembre 2015, il est nécessaire d'y mettre fin de façon anticipée.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser l'autorité territoriale à mettre fin de manière anticipée au 31 décembre 2015 à la convention de mise à disposition de deux agents municipaux par la Ville auprès du GIP DSUA.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON,

Absents :

Modalités de mise en œuvre du renforcement de la cohérence de la politique sociale de la Ville et du CCAS

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville, notamment par le biais de sa direction de la cohésion sociale, intervient dans le domaine de la politique sociale à l'échelle de la commune dans divers domaines.

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), établissement public autonome, a quant à lui pour objet même de mettre en œuvre l'action sociale sur le territoire de la commune

Forts des constats tirés de l'audit du CCAS, qui a pointé un manque d'efficacité des échanges entre celui-ci et la Ville, les deux entités proposent de renforcer la cohérence de pilotage de la politique sociale menée.

A cette fin, et dans le respect de l'autonomie juridique de l'établissement public du CCAS, il est envisagé que le poste de directeur de la cohésion sociale de la Ville soit pourvu par un agent qui assurera également par le biais d'une mise à disposition la fonction de directeur général du CCAS.


En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de renforcement du pilotage commun de la politique sociale de la Ville et du CCAS ;

- D'approuver la diffusion d'une annonce en vue de pourvoir le poste de directeur de la cohésion sociale de la Ville intégrant cette perspective.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) : mise en œuvre pour le cadre d'emplois des administrateurs territoriaux

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le régime indemnitaire fixé pour le cadre d'emplois d'Administrateur Territorial par délibération du 16 décembre 2013 du conseil municipal de la Ville doit être modifié afin de permettre au sein de la collectivité la mise en œuvre obligatoire au 1^{er} janvier 2016 des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 instaurant l'IFSE (indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise) et de l'arrêté du 29 juin 2015 la rendant applicable aux administrateurs civils, les modalités devant préalablement être soumises au Comité technique.

Il est précisé qu'à la différence des textes déjà publiés concernant les montants de l'IFSE applicables aux autres corps de l'Etat relevant de la filière administrative, l'arrêté du 29 juin 2015 est transposable aux membres du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.

En effet, leur régime indemnitaire est fixé par référence à celui des administrateurs civils (sans précision d'un ministère de rattachement). Il n'y a donc pas lieu d'attendre la publication d'une annexe à l'arrêté définissant les fonctionnaires de l'Etat éligibles.

Cette transposition a pour conséquence la suppression de la prime de fonctions et de résultats (PFR) pour les Administrateurs territoriaux.

CONDITION D'OCTROI

L'application du principe de parité interdit de dépasser les montants du groupe de fonctions le plus élevé attribué pour les fonctionnaires de l'Etat.

En revanche, l'organe délibérant, compétent pour fixer les conditions d'attribution des primes, est libre de déterminer le nombre (supérieur à un) de groupes de fonctions ainsi que la répartition des emplois dans chaque groupe de fonctions.

A cet égard, les collectivités peuvent s'inspirer des recommandations formulées par le ministère de la fonction publique pour les services de l'Etat décrites dans le décret cadre :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Le dispositif est centré sur une indemnité principale versée mensuellement, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) à laquelle peut s'ajouter un complément indemnitaire versé annuellement (CIA) en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

La prime est non cumulable avec toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception de celles énumérées par arrêté du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget (non publié à ce jour).

L'indemnité est cumulable avec la prime de responsabilité des emplois administratifs de direction (sous réserve de confirmation ministérielle).

BENEFICIAIRES ET MONTANTS

Les bénéficiaires sont les agents titulaires, stagiaires et non titulaires en position d'activité au sein de la collectivité, au prorata de leur temps de travail.

Les montants individuels qui seront attribués aux bénéficiaires à la transposition sont ceux actuellement en vigueur au titre de la PFR.

Quatre groupes de fonctions sont institués:

	montant annuel IFSE	montant annuel CIA
Groupe 1 : DGS	Dans la limite du montant annuel maximum fixé par arrêté du 1 ^{er} juillet 2015 (49 980 € au 1 ^{er} juillet 2015)	0 à 100 % du montant maximum annuel fixé par arrêté du 1 ^{er} juillet 2015 (8 820 € au 1 ^{er} juillet 2015)
Groupe 2 : DGAS	Dans la limite du montant annuel maximum fixé par arrêté du 1 ^{er} juillet 2015 (46 920 € au 1 ^{er} juillet 2015)	0 à 100 % du montant maximum annuel fixé par arrêté du 1 ^{er} juillet 2015 (8 280 € au 1 ^{er} juillet 2015)
Groupe 3 : Directeur	Dans la limite du montant annuel maximum fixé par arrêté du 1 ^{er} juillet 2015 (42 330 € au 1 ^{er} juillet 2015)	0 à 100 % du montant maximum annuel fixé par arrêté du 1 ^{er} juillet 2015 (7 470 € au 1 ^{er} juillet 2015)
Groupe 4 : Directeur adjoint / Responsable	Dans la limite du montant annuel maximum de 36 210 €	Dans la limite du montant annuel maximum de 6 390 €

d'établissement / Chargés de mission		
--	--	--

Le montant de l'IFSE fait l'objet d'un réexamen en cas de changement de fonctions ou de grade mais aussi au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent.

Le CIA s'il est déclenché tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir, appréciée dans le cadre de l'entretien professionnel, et évalué sur la base des critères validés pour celui-ci. Il fait l'objet d'un versement annuel, en une ou deux fractions, non reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Son montant fixé en fonction de l'évaluation professionnelle est compris entre 0 et 100 % du montant maximal annuel (voir ci-dessus).

L'application de l'IFSE en lieu et place de la PFR entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

Il est proposé en conséquence au Conseil Municipal :

- D'approuver la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions relatives au régime indemnitaire applicable aux administrateurs territoriaux.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Direction des Ressources
Humaines
Service Gestion
Prévisionnelle des Postes et
des Emplois

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2015 / 590

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khantbaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

I – Créations de postes :

Filière administrative :

Grade d'Attaché : création de 2 postes

Grade de Rédacteur principal de 1^{ère} classe : création de 3 postes

Grade de Rédacteur principal de 2^{ème} classe : création d'un poste

Grade de Rédacteur : création d'un poste

Grade d'Adjoint administratif principal 1cl. : création de 3 postes

Grade d'Adjoint administratif principal 2cl. : création de 5 postes

Grade d'Adjoint administratif 1cl. : création de 32 postes

Filière Animation :

Grade d'Animateur principal de 2^{ème} classe : création d'un poste

Grade d'Adjoint d'animation Principal 2classe : création d'un poste

Grade d'Adjoint d'animation de 1ère classe : création de 31 postes

Filière Médico-sociale :

Grade de Puéricultrice hors classe : création de 4 postes

Grade de Puéricultrice de classe supérieure : création de 2 postes

Grade d'Educateur principal de jeunes enfants : création de 6 postes

Grade d'Auxiliaire de Puéricultrice principal de 1^{ère} classe : création de 5 postes

Grade d'Auxiliaire de Puéricultrice principal de 2^{ème} classe : création de 18 postes

Grade d'ATSEM principal de 1^{ère} classe : création de 3 postes

Grade d'ATSEM principal de 2^{ème} classe : création de 36 postes

Filière Sécurité :

Grade de chef de service de PM principal de 1^{ère} classe : création d'un poste

Grade de chef de service de PM : création d'un poste

Grade de brigadier chef principal : création de 10 postes

Grade de brigadier : création de 3 postes

Filière Sportive :

Grade d'Opérateur principal des APS : création d'un poste

Grade d'Opérateur qualifié des APS : création d'un poste

Filière technique :

Grade d'Ingénieur chef classe exceptionnelle : création d'un poste

Grade d'Ingénieur principal : création d'un poste

Grade d'Ingénieur : création d'un poste

Grade de technicien principal 1^{ère} classe : création de 3 postes

Grade de technicien principal de 2^{ème} classe : création de 4 postes

Grade de technicien : création de 4 postes

Grade d'agent de maîtrise principal : création de 11 postes

Grade d'agent de maîtrise : création de 9 postes

Grade d'Adjoint technique principal de 1^{ère} classe : création de 10 postes

Grade d'Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : création de 27 postes

Grade d'Adjoint technique de 1^{ère} classe : création de 2 postes

II – Suppressions de postes :

Filière administrative :

Emploi fonctionnel de DGAS : suppression d'un poste à temps complet

Grade d'Attaché principal : suppression d'un poste

Grade d'Attaché : suppression de 2 postes

Grade de Rédacteur principal de 1^{ère} classe : suppression de 2 postes

Grade de Rédacteur principal de 2^{ème} classe : suppression de 2 postes

Grade de Rédacteur : suppression de 5 postes

Grade d'Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe : suppression d'un poste

Grade d'Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : suppression de 5 postes

Grade d'Adjoint administratif de 1^{ère} classe : suppression de 3 postes

Grade d'Adjoint administratif de 2^{ème} classe : suppression de 6 postes

Filière technique :

Grade d'Ingénieur chef classe exceptionnelle : suppression d'un poste

Grade d'Ingénieur chef classe normale : suppression de 3 postes

Grade d'Ingénieur principal : suppression de 14 postes

Grade d'Ingénieur : suppression de 12 postes

Grade de Technicien principal 1^{ère} classe : suppression de 19 postes

Grade de Technicien principal 2^{ème} classe : suppression de 29 postes

Grade de Technicien : suppression de 12 postes

Grade d'Agent de maîtrise principal : suppression de 10 postes

Grade d'Agent de maîtrise : suppression de 16 postes

Grade d'Adjoint technique principal de 1^{ère} classe : suppression de 13 postes

Grade d'Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : suppression de 7 postes

Grade d'Adjoint technique de 1^{ère} classe : suppression de 5 postes

Grade d'Adjoint technique de 2^{ème} classe : suppression de 37 postes

Filière Animation :

Grade d'Animateur : suppression d'un poste

II - Ouverture de poste à des agents non titulaires :

Département Culture et Patrimoine :

Un poste d'Administrateur à temps complet est vacant à compter du 01/01/2016 sur des fonctions de Directeur Artistique à la Panacée. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Administrateurs, justifiant d'un diplôme et/ou d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 528 à 1015

Direction des Relations aux publics :


Un poste de Médecin de santé publique à temps complet est vacant sur des fonctions de Médecin au sein du Service Communal Hygiène et Santé. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Médecins Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 528 à 1159

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Indemnité dégressive

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En application du décret n°2015-492 du 29 avril 2015 l'indemnité exceptionnelle allouée à certains fonctionnaires, prévue par le décret n°97-215 du 10 mars 1997, est abrogée et remplacée par une indemnité dégressive à compter du 1^{er} mai 2015.

Au regard de ces modifications, il est proposé au Conseil Municipal d'instaurer cette indemnité dégressive en remplacement de l'indemnité exceptionnelle mise en œuvre en application de la délibération du 27 juin 1998 pour le personnel municipal de la Ville de Montpellier.

Pour rappel, l'indemnité exceptionnelle a été instituée le 1^{er} janvier 1998 pour compenser la perte de salaire subie par les fonctionnaires déjà en poste lors du transfert de la cotisation salariale d'assurance-maladie vers la Cotisation Sociale Généralisée (les primes et indemnités non soumises avant le 1^{er} janvier 1998 à cotisation d'assurance maladie sont entrées, à compter de cette date, dans l'assiette de cotisation de la CSG).

Le décret du 29 avril 2015 créé l'indemnité dégressive en remplacement de l'indemnité exceptionnelle, pour les fonctionnaires aujourd'hui encore bénéficiaires de cette indemnité exceptionnelle.

Cette indemnité dégressive n'est pas soumise à retenue pour pension et le montant mensuel de l'indemnité est plafonné à 415 € quel que soit l'indice majoré du bénéficiaire.

Pour les agents dont l'indice majoré est égal ou supérieur à 400, le montant mensuel brut de l'indemnité est réduit jusqu'à extinction, lors de chaque avancement de grade ou échelon ou chevron, à concurrence du montant résultant de l'augmentation mensuelle du traitement indiciaire brut de l'agent.

Pour les fonctionnaires dont le traitement indiciaire brut est au 1^{er} mai 2015 inférieur à celui de l'IM 400, il sera appliqué la réduction précitée dès lors qu'ils atteindront cet indice.

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la mise en place de l'indemnité dégressive en remplacement de l'indemnité exceptionnelle ;
- D'inscrire la dépense correspondante au budget du personnel.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Astreintes

Conditions d'exercice et modalités de paiement et de compensation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La délibération relative aux astreintes réalisées par les agents municipaux doit être modifiée afin de permettre au sein de la collectivité la mise en œuvre des dispositions du décret du 17 avril 2015, les modalités devant préalablement être soumises au Comité technique.

Les indemnités ou les compensations des astreintes et des interventions ne peuvent être accordées aux agents qui bénéficient d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou d'une NBI au titre de l'occupation de l'un des emplois fonctionnels administratifs de direction mentionnés par le décret n° 2001-1274 du 27 décembre 2001 et le décret n° 2001-1367 du 28 décembre 2001.

INDEMNITE D'ASTREINTE

Le décret du 17 avril 2014 dissocie l'astreinte d'exploitation et de sécurité qui existait préalablement en deux catégories distinctes : l'astreinte d'exploitation et l'astreinte de sécurité. La catégorie d'astreinte de décision est maintenue.

Le décret du 17 avril 2014 donne la définition suivante des trois types d'astreintes :

L'astreinte d'exploitation, correspond à la situation des agents tenus, pour les nécessités du service, de demeurer soit à leur domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir.

L'astreinte de sécurité correspond à la situation des agents appelés à participer à un plan d'intervention dans le cas d'un besoin de renforcement en moyens humains faisant suite à un événement soudain ou imprévu (situation de pré-crise ou de crise).

L'astreinte de décision correspond à la situation des personnels d'encadrement pouvant être joints directement par l'autorité territoriale, en dehors des heures d'activité normale du service, afin d'arrêter les dispositions nécessaires.

Toutes les astreintes d'exploitation et de sécurité existantes sont classées dans la catégorie des astreintes d'exploitation.

Un agent placé pour une période donnée en astreinte de décision ne peut prétendre à aucun moment aux autres types d'astreintes (en particulier à l'astreinte de sécurité).

En outre, elle ne peut donner lieu au versement d'indemnités d'intervention.

La rémunération ou la compensation en temps des astreintes ne sont pas cumulables avec l'indemnité ou la compensation des permanences (au titre d'une même période).

Les modalités d'indemnisation des astreintes diffèrent selon la filière de l'agent.

Toutes filières (hors filière technique)

Pour toutes les filières hors filière technique, les montants de l'indemnité d'astreinte et à défaut, les compensations en temps, en vigueur restent inchangés.

Période d'astreinte	Montant de l'astreinte	Compensation en jour
Semaine complète	121.00 €	1,5
Week-end (du vendredi soir au lundi matin)	76.00 €	1
Du lundi matin au vendredi soir	45.00 €	0,5
Un jour de week-end ou férié	18.00 €	0,5
Une nuit de week-end ou férié	18.00 €	0,5
Une nuit de semaine	10.00 €	2 heures

La rémunération et la compensation en temps des astreintes sont exclusives l'une de l'autre.

Filière technique

Pour la filière technique, le nouveau dispositif permet la différenciation de l'astreinte d'exploitation et de l'astreinte de sécurité et fixe les nouveaux montants des indemnités d'astreintes.

Catégorie d'astreinte	Avant le 17.04.2015		A partir du 17.04.2015		
	Astreinte d'exploitation et de sécurité	Astreinte de décision	Astreinte d'exploitation	Astreinte de sécurité	Astreinte de décision
Période d'astreinte					
Semaine complète	149.48 €	74.74 €	159.20 €	149.48 €	121.00 €
Week-end (du vendredi soir au lundi matin)	109.28 €	54.64 €	116.20 €	109.28 €	76.00 €
Nuit entre le lundi et le samedi inférieure à 10 heures	8.08 €	4.04 €	8.60 €	8.08 €	10.00 €
Nuit entre le lundi et le samedi supérieure à 10 heures	10.05 €	5.03 €	10.75 €	10.05 €	
Samedi ou journée de récupération	34.85 €	17.43 €	37.40 €	34.85 €	25.00 €
Dimanche ou jour férié	43.38 €	21.69 €	46.55 €	43.38 €	34.85 €

La majoration de 50 % lorsque l'agent est prévenu de sa mise en astreinte pour une période donnée moins de 15 jours francs avant le début de la période est toujours en vigueur.

L'indemnité d'astreinte rémunère la contrainte liée à la possibilité d'être mobilisé mais ne concerne pas l'éventuelle intervention pendant la période d'astreinte qui peut donner lieu elle-même à une indemnité ou à une compensation.

INDEMNITE D'INTERVENTION ET REPOS COMPENSATEUR

L'intervention correspond à un travail effectif (y compris la durée du déplacement aller et retour sur le lieu de travail) accompli par un agent pendant une période d'astreinte.

Toutes filières (hors filière technique)

Pour les filières hors filière technique les montants de l'indemnité d'intervention et à défaut, les compensations en majoration horaire, en vigueur restent inchangés.

Période d'intervention	Indemnité Horaire	Compensation heures majorées de
Nuit (entre 22 heures et 7 heures)	22 €	25%
Samedi (entre 7 heures et 22 heures)	11 €	10%
Dimanche et jour férié	22 €	25%
Entre 18 heures et 22 heures	11 €	10%

La rémunération et la compensation en temps des interventions sont exclusives l'une de l'autre.

Filière technique

Le décret du 14 avril 2015 prévoit également les modalités de compensation ou de rémunération des interventions effectuées sous astreintes.

- Agents non éligibles aux IHTS

Le nouveau dispositif créé une indemnité d'intervention pendant les périodes d'astreinte pour les agents qui ne sont pas éligibles aux IHTS (Ingénieur territoriaux).

Période d'intervention	Indemnité Horaire
Nuit	22 €
Samedi	22 €
Dimanche et jour férié	22 €
Jour de semaine	16 €

Le décret redéfinit également comme suit la durée du repos compensateur en cas d'intervention à l'occasion d'une période d'astreinte pour les agents non éligibles aux IHTS et qui ne relèvent pas d'un régime de décompte horaire des heures supplémentaires.

Période d'intervention	Compensation heures majorées de
Samedi	25%
Repos imposé par l'organisation collective du travail	25%
Nuit	50%
Dimanche et jour férié	100%

La rémunération et la compensation en temps des interventions sont exclusives l'une de l'autre.

- Agents éligibles aux IHTS

Pour les agents éligibles aux IHTS qui sont amenés, dans le cadre des astreintes, à dépasser leurs obligations normales de service définies dans leur cycle de travail, les interventions peuvent donner lieu au versement

d'IHTS ou être compensées par une durée d'absence équivalente au nombre d'heures d'intervention majorées selon les taux applicables aux IHTS (100% lorsque l'intervention est effectuée de nuit et de 2/3 lorsqu'elle est effectuée un dimanche ou un jour férié).

La rémunération et la compensation en temps des astreintes sont exclusives l'une de l'autre : l'autorité territoriale peut choisir l'une ou l'autre de ces modalités.

Il est précisé que l'ensemble des astreintes existantes restent en vigueur, étant précisé comme indiqué plus haut que l'ensemble des astreintes d'exploitation et de sécurité sont classées dans la catégorie d'astreintes d'exploitation.

Il est proposé, en conséquence, au Conseil Municipal :

- D'approuver les nouvelles conditions d'exercice et modalités de paiement et de compensation des astreintes, applicables à la date de parution du décret correspondant ;
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget de la Ville.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Adhésion au Club des Utilisateurs de Sedit Marianne

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Suite à une procédure d'appel d'offre, la Ville de Montpellier et le CCAS ont acquis le logiciel Sedit Marianne de Berger Levraut comme solution de gestion des Ressources Humaines.

Le Club des Utilisateurs de Sedit Marianne (CUSMA) est une association qui regroupe près de 200 collectivités territoriales utilisant les progiciels de l'éditeur Berger-Levrault.

Il est un lieu d'échange d'expériences et de conseils sur la mise en œuvre et l'utilisation du progiciel. Il constitue un réseau de professionnels avec des rendez-vous téléphoniques bimestriels et un congrès annuel.

Son action permet d'être force de proposition auprès de l'éditeur Berger Levraut, de s'informer et d'échanger autour des évolutions réglementaires et leur impact via des commissions techniques et fonctionnelles.

La Ville de Montpellier souhaite adhérer à ce réseau afin d'intégrer et d'utiliser son nouveau logiciel au mieux de ses performances et de discuter et d'orienter les choix stratégiques de l'éditeur.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 400 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'approuver l'adhésion de la Ville au Club des Utilisateurs de Sedit Marianne (CUSMA) ;
- de dire que la dépense de 400€ sera prélevée sur les crédits inscrits au budget 2015 (Ligne 26099, fonction 020, sous-fonction 0, nature 6281) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut le conseiller municipal délégué aux Ressources Humaines à signer tout document relatif à cet affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 18/12/2015

Décisions

**Rapportées en séance du Conseil municipal
Du 17 décembre 2015**

**Attribution du MAPA N° 5D0001 - requalification de
la voie et mise à double sens - avenue du Pont Trinquat
- section rue des Acconiers / chemin de Moularès.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n°2015/2012/T/R donnant délégation de signature à M. Luc ALBERNHE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Qu'il est nécessaire de procéder aux travaux de requalification de la voie et la mise à double sens de l'avenue du Pont Trinquat - section rue des acconiers/chemin de Moularès;
- Le projet prévoit le réaménagement de l'avenue du Pont Trinquat avec :
 - La création d'une chaussée à double sens de 5.80 m ;
 - La création de trottoirs accessibles aux PMR
 - la création d'une piste cyclable sur trottoir ;
 - la création de places de stationnement longitudinales;
 - la plantation d'arbres d'alignement ;
 - la reprise et le redimensionnement des réseaux humides ;
 - l'enfouissement de tous les réseaux aériens jusqu'aux bâtiments.
- Que le Conseil Municipal a approuvé, par délibération du 16 décembre 2013, le projet de convention de commandes avec la communauté d'agglomération de Montpellier pour les travaux d'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisés dans le cadre d'un marché à procédure adaptée, en date du 1er juin 2015, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, le groupement RAZEL-BEC / SPIE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique (60%)
- Prix des prestations (40%)

- Que la Commission d'Appels d'Offres dans sa séance du 8 septembre 2015 a attribué le marché au groupement RAZEL-BEC / SPIE présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- D'attribuer le marché N° 5D0001 pour les travaux de requalification de la voie et la mise à double sens de l'avenue du pont Trinquat - section rue des acconiers/chemin de Moularès - au groupement RAZEL-BEC / SPIE, pour un montant de 1 192 007,45 € HT, soit 1 430 408,94 € TTC;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville - Nature : 45811 - chapitre : 917 - programme : 2013/18 – opération 12D06339 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer les marchés et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 02.11.2015

Pour M. le Maire, M. l'Adjoint délégué, agissant
au nom et pour le compte de Montpellier
Méditerranée Métropole
Luc ALBERNHE

Publiée le : 02.11.2015
Notifiée le :



Contentieux
**Commune de MONTPELLIER c/ PDG PAOLO
MARINONI (RS)**
**Recours en suspension et annulation contre l'arrêté n°
PC 34172 14V0142**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 15/02/2015, Monsieur le Maire a accordé un permis de construire à M. El Amraoui Mohamed, en vue de procéder à la construction d'une villa contenant deux logements, 588 rue du Pont de Laverune ;
- Que Mme la PDG PAOLO MARINONI a formé deux recours auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 15/09/15. Le premier visant à annuler la décision, référencé n°1504950, et le second visant à obtenir sa suspension, référencé n° 1504951.
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 20 . 09 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 16 . 11 . 2015
Notifiée le :

Serre Amazonienne
Ville c/ GREENWALL, DUMEZ, AAB, RIO
CHRETIEN, AMEC SPIE, ENT, DEBAILLES, SPIE
Décision d'ester

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que de nombreux désordres sont apparus sur le bâtiment constituant la Serre Amazonienne, propriété de la commune ;
- Que la Ville a sollicité auprès du juge des référés une expertise afin de déterminer les causes des désordres ainsi que les modalités et coûts de réparations ;
- Que l'expert désigné a déposé son rapport le 15/03/2013; que sur ce fondement la Ville a recherché une entente amiable mais que ces démarches n'ont pas abouties ;
- Que la Ville a assigné en ouverture du rapport d'expertise les entreprises visées dans le rapport ;
- Que par décision n°2014/0159 du 6 juin 2014, il avait été décidé de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES-NOY-GAUER ;
- Qu'à la suite du changement d'attributaire du lot 3 du marché du marché n°4D0074 « Conseil et représentation en justice », il convient de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SELARL LEGITIMA.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SELARL LEGITIMA devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 20.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 16.11.2015
Notifiée le :

CONTENTIEUX MONTPELLIER / SODIFRA
**Requête en référé-provision à la suite d'un référé-
expertise**
Décision d'ester

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que dans le cadre du marché de construction de l'Hôtel de Ville, la Société SODIFRA a été attributaire du lot 24A « Mobilier spécifiques – Agencements » ;
- Que les mobiliers de l'Hôtel de Ville présentent des désordres ;
- Que la Société SODIFRA a présenté une requête en référé-expertise auprès du Tribunal Administratif le 31 octobre 2012 ;
- Que l'expert a rendu son rapport le 18 février 2014 aux termes duquel il constate que les mobiliers de la salle du Conseil Municipal et de la salle des mariages présentent des désordres dont les travaux de réparation sont estimés à 143 811€ H.T. (valeur décembre 2013) ;
- Que la ville a engagé la responsabilité de la Société SODIFRA ;
- Que par décision n°2014/0229 du 2 septembre 2014, il avait été décidé de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES-NOY-GAUER ;
- Qu'à la suite du changement d'attributaire du lot 3 du marché n°4D0074 « Conseil et représentation en justice », il convient de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SELARL LEGITIMA.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SELARL LEGITIMA devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 30.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 16.11.2015
Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER / SAS ICADE et SAS PARALU
**Requête en responsabilité à la suite d'un référé-
expertise**
Décision d'ester

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que le 4 avril 2012, un châssis équipant une fenêtre de la crèche du nouvel Hôtel de Ville est tombé sur une auxiliaire de puériculture ;
- Que par requête en référé-expertise au Tribunal de Grande Instance en date du 10 avril 2012 la Ville a sollicité la nomination d'un expert afin qu'il détermine la nature, la cause et l'origine des désordres ainsi que la nature des travaux à réaliser et leur coût ;
- Que l'expert, nommé par ordonnance en date du 26 avril 2012, a rendu son rapport le 21 juin 2013 aux termes duquel il impute l'origine des désordres à un défaut de conception et de fabrication des châssis par la SAS PARALU;
- Que la Ville a engagé la responsabilité de la SAS ICADE et de la SAS PARALU pour obtenir réparation des préjudices subis ;
- Que par décision n° 2014/0218 du 2 juillet 2014, il avait été décidé de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES-NOY-GAUER ;
- Qu'à la suite du changement d'attributaire du lot 3 du marché du marché n°4D0074 « Conseil et représentation en justice », il convient de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SELARL LEGITIMA.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SELARL LEGITIMA devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 30 . 09 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 16 . 11 . 2015
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ FEBVRE
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté
d'opposition à déclaration préalable n° DP 34172 15
00011

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 06/03/2015, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a fait opposition à la demande de déclaration préalable de M. et Mme Febvre, visant à régulariser la construction d'une piscine édifiée sans autorisation, 63 impasse du Bois Joli;
- Que M. et Mme Febvre ont déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 06/09/2015 sous le n°1504818-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 30.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 16.11.2015
Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER / SA SMAC ACIEROID et SNC
DUMEZ SUD
**Requête en responsabilité à la suite d'un référé-
expertise**
Décision d'ester

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la construction du groupe scolaire, composé de l'école maternelle ANTHONIOZ DE GAULLE et de l'école élémentaire Jean JAURES, présente des désordres faisant obstacle à un usage normal de celui-ci;
- Que par requête en référé-expertise au Tribunal Administratif en date du 4 juin 2013 la Ville a sollicité la nomination d'un expert afin qu'il détermine la nature, la cause et l'origine des désordres ainsi que la nature des travaux à réaliser et leur coût ;
- Que l'expert, nommé par ordonnance en date du 23 juillet 2013, a rendu son rapport le 30 avril 2014 aux termes duquel il impute l'origine des désordres au lot Etanchéité réalisé par la SA SMAC ACIEROID et au lot Gros oeuvre réalisé par et la SNC DUMEZ SUD;
- Que la Ville a engagé la responsabilité de la SA SMAC ACIEROID et de la SNC DUMEZ SUD pour obtenir réparation des préjudices subis ;
- Que par décision n°2014/0182 du 19 juin 2014, il avait été décidé de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES-NOY-GAUER ;
- Qu'à la suite du changement d'attributaire du lot 3 du marché du marché n°4D0074 « Conseil et représentation en justice », il convient de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SELARL LEGITIMA.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SELARL LEGITIMA devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 30 . 09 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 16 . 11 . 2015
Notifiée le :



**PROCEDURE D'EXPERTISE
VILLE / LABASTERE et autres**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la SERM, dans le cadre de son contrat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la construction du nouvel Hôtel de Ville, a confié à l'entreprise LABASTERE le lot Menuiseries extérieures, dans lequel figurait notamment la pose des brise-soleil ;
- Que le chantier a connu de nombreuses difficultés et n'a pu être réceptionné qu'avec réserves, tenant le non fonctionnement constaté de plusieurs brise-soleil ;
- Qu'un grand nombre de brise-soleil est aujourd'hui affecté de désordres ;
- Que, tenant ces difficultés, l'entreprise LABASTERE a saisi le Tribunal de commerce aux fins de voir prescrire une mesure d'expertise au contradictoire de son sous-traitant COLT et de l'entreprise Toulousaine Générale d'Electricité afin de déterminer les causes et origines de ces désordres ;
- Que ladite entreprise n'a appelé dans la cause, ni la Ville, ni la SERM ;
- Qu'une ordonnance a été rendue le 4 octobre 2012, sous le numéro 2012.013837, par le Tribunal de commerce désignant M. José ESTELLER comme expert ;
- Que, compte-tenu des préjudices dans ce dossier, la Ville est intervenue volontairement dans la procédure ;
- Que par décision n°2013/0290 du 23 septembre 2013, il avait été décidé de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES-NOY-GAUER ;
- Qu'à la suite du changement d'attributaire du lot 3 du marché du marché n°4D0074 « Conseil et représentation en justice », il convient de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SELARL LEGITIMA.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SELARL LEGITIMA devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 30.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 16.11.2015
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/0436

CONTENTIEUX

Monsieur David ESTEVES
Recours contre l'arrêté de révocation du 15/07/2015

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Monsieur David ESTEVES a été, suite à une procédure disciplinaire, sanctionné par un arrêté de révocation du 15 juillet 2015 ;
- Qu'il conteste cet arrêté (instance n°1504972-3) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 20.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 16.11.2015
Notifiée le :



**Marché 4B0098 - Acquisition d'un logiciel SIG de
gestion des équipements de la voirie
Avenant n°1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU;
- Vu l'arrêté n° 2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué à la Voirie et à Montpellier au quotidien ;

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la Commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale;
- Que le marché n° 4B0098 d'acquisition d'un logiciel pour la gestion des équipements de la voirie a été attribué à la société GISMARTWARE pour un montant total de 56 380€ HT par décision en date du 20 novembre 2014;
- Qu'en phase de conception du logiciel, le besoin a évolué vers une prise en compte d'habillages dans le paramétrage du logiciel;
- Qu'il est nécessaire de conclure un avenant avec le titulaire du marché, concernant l'intégration de ces habillages, d'un montant de 5 820€ HT soit une augmentation de 10,3% par rapport au montant initial et portant le montant total du marché à 62 200€ HT;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 4B0098 d'acquisition d'un logiciel pour la gestion des équipements de la voirie avec la société GISMARTWARE d'un montant de 5 820€ HT ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer cet avenant et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24.6.2015

**Pour M. le Maire, M. l'Adjoint délégué, agissant
au nom et pour le compte de Montpellier
Méditerranée Métropole
Luc ALBERNHE**



Publiée le : 06.11.2015
Notifiée le :

**Convention de mise à disposition
de créneaux terrain de rugby synthétique**

Montpellier Méditerranée Métropole

Ville de Montpellier

1er Juillet 2015 – 31 Août 2016

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2015/2496 du 2 Juin 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de réserver des créneaux hebdomadaires sur un terrain de rugby synthétique dans le cadre de la mise en œuvre de temps d'activités pédagogiques, portant sur un cycle d'apprentissage mené par les éducateurs sportifs de la Ville de Montpellier pour la période du 1^{er} Juillet 2015 au 31 Août 2016, ainsi que l'ouverture des vestiaires ;
- Que Montpellier Méditerranée Métropole propriétaire du stade Yves du Manoir accepte de mettre à disposition de la Ville comme suit :
 - le Mercredi de 9 h à 11h30
 - le Vendredi de 9 h à 11h30

Décide en conséquence :

- De passer une convention de mise à disposition de créneaux hebdomadaires sur un terrain de rugby synthétique avec Montpellier Méditerranée Métropole, fixant les limites d'intervention pour la période du 1^{er} Juillet 2015 au 31 Août 2016, à titre gratuit ;
- D'autoriser M. le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 06.11.2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT**

Publiée le : 06.11.2015
Notifiée le :

**Attribution du marché n° 5C00201020 passé selon la
procédure adaptée pour la fabrication de repas et
goûters et livraison en liaison froide dans les
établissements d'accueil du jeune enfant.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1980/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Madame Titina DASYLVA, adjointe déléguée à l'Enfance ;
- Vu l'arrêté n° 2015/5039/T/R du 3 novembre 2015 donnant délégation de signature à M. Jean-Marc DI RUGGIERO en l'absence de Mme Titina DASYLVA du 2 au 23 novembre 2015 inclus.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de renouveler le lot n°2 du marché n° 4D00341020 de fourniture et livraison de repas pour enfants de moins de trois ans en liaison froide sans retraitement ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises a été lancée le 1^{er} septembre 2015, conformément à l'article 30 du Code des Marchés Publics, afin d'établir un marché à bons de commande (5C00201020), pour une période initiale d'un an à compter de la notification et reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de deux ans. La montée en charge du marché sera progressive en fonction de l'ouverture de nouveaux sites à approvisionner. Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - La valeur technique 60 %
 - Le prix 40 %
- Qu'après analyse, la société ANSAMBLE, 101, boulevard de Suisse BP 52106 31019 Toulouse Cedex 2, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Fabrication de repas et goûters et livraison en liaison froide dans les établissements d'accueil du jeune enfant » (5C00201020) précité avec la société ANSAMBLE pour un montant H.T. maximum de commande de 118 000 € sur la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement nature 60623 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Jean-Marc DI RUGGIERO

Publiée le : 09.11.2015
Notifiée le :

DROIT DE PREEMPTION
Zone d'Aménagement Différé des Bouisses
Propriété CANTERO
1406 rue du Pont de Lavérune
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17/12/2014 et par délibération n° 2015/128 du 29 avril 2015 ;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Monsieur le Maire le 4 mai 2015 (n° 2015/1973/T/R) ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 2007 portant création de la zone d'aménagement différé des BOUISSSES ;
- Vu les jugements du juge de l'expropriation de l'Hérault du 19 octobre 2011 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 6 juillet 2015.

Considérant :

- que le 16 septembre 2015, les Consorts CANTERO ont déposé une déclaration d'intention d'aliéner un ensemble immobilier situé 1406 rue du Pont de Lavérune et cadastré section PW 15, 16, 24 et 25, au prix de 2.220.000 € et 120.000 € de commission d'agence à la charge du vendeur ;
- qu'il paraît opportun pour la Ville d'exercer le droit de préemption sur ledit bien afin de constituer une réserve foncière dans le cadre de la zone d'aménagement différé des BOUISSSES qui prévoit de s'assurer la maîtrise foncière des terrains de cette zone afin de répondre aux besoins futurs d'urbanisation tout en protégeant les espaces naturels remarquables, en offrant un habitat favorisant la mixité sociale par la réalisation de constructions en collectifs et en protégeant la vallée de la Mosson et le bois de Bionne ;
- que par deux jugements du 19 octobre 2011, le juge de l'expropriation de l'Hérault dans le cadre d'une précédente procédure de fixation judiciaire de prix à l'occasion de l'exercice du droit de préemption sur cette même propriété, avait fixé la valeur globale de cet ensemble immobilier à 1.589.040 € dans l'hypothèse où l'ensemble des infractions aux règles d'urbanisme seraient déclarées prescrites par une décision pénale

devenue définitive, et à 206.600 € dans le cas où l'ensemble des constructions seraient déclarées illégales aux termes d'une décision pénale devenue définitive ;

- que des procédures pénales relatives à des infractions au code de l'urbanisme sont encore en cours sur cette propriété ;

- que le prix proposé dans la déclaration paraît donc excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété des Consorts CANTERO, située 1046 rue du Pont de Lavérune, cadastrée section PW 15, 16, 24 et 25, au prix de 206.000 € ;

- que le montant de la commission d'agence sera recalculé au prorata du prix de 206.000 € ;

- dans le cas où les propriétaires décideraient de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme ;

- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n° 2013I27.

Montpellier, le 27 OCT. 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN



Publiée le : 08.11.2015
Notifiée le :

**Marché public: prestation de transport d'oeuvres
d'art pour l'exposition Anatomie de l'Automate à la
Panacée
n°5B0142**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1974 du 4 mai 2015 donnant délégation à Monsieur Bernard Travier, Adjoint délégué à la Culture ;

Considérant :

- Que la Ville présentera à la Panacée, du 20 novembre 2015 au 28 février 2016, une exposition intitulée *Anatomie de l'Automate* et qu'il convient d'organiser le transport des œuvres composant cette exposition ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 30 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande avec maximum, pour une durée de deux mois à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, l'entreprise Bovis Transport, 3 bis rue Edouard Aubert, 91700 Fleury Mérogis, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de transport d'œuvres d'art pour l'exposition *Anatomie de l'Automate* à Bovis Transport, pour un montant maximum de 45 000 € HT pour la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 16. 11. 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : 17. 11. 2015
Notifiée le :

RESPONSABILITE CIVILE DE LA COMMUNE

AFFAIRE PAUTEX

DECISION DE DEFENDRE

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Monsieur PAUTEX a été victime d'un sinistre le 24 avril 2013, Boulevard Ledru Rollin ;
- Que Monsieur PAUTEX impute à la Ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

Décide en conséquence :

- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS Cabinet PNAS – 159 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître ;
- D'autoriser M. le Maire ou à défaut M. le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.11.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06.11.2015
Notifiée le :

**Marché de service de recherche et de développement
entre la Mairie de Montpellier et l'Association
Régionale pour l'Amélioration des Conditions de
Travail en Languedoc-Roussillon**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2490/T/R du 2 juin 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal délégué aux Ressources Humaines ;
- Vu l'article 3 alinéa 6 du Code des Marchés Publics prévoyant la non-application de ses dispositions aux Accords-cadres et marchés de services de recherche et développement pour lesquels le pouvoir adjudicateur n'acquiert pas la propriété exclusive des résultats ou ne finance pas entièrement la prestation ;

Considérant :

- Que la Mairie de Montpellier, s'apprête à mettre en œuvre une démarche de prévention des risques psychosociaux.
- Que la Mairie de Montpellier souhaite s'engager dans une démarche expérimentale tant sur le volet structuration de la démarche que sur les volets diagnostic et mise en place d'un plan d'actions de prévention des risques psychosociaux.
- Que l'intérêt de cette démarche expérimentale est de permettre à la Ville de Montpellier d'utiliser des outils reconnus en professionnalisant les acteurs de la prévention, les acteurs des RH ainsi que l'ensemble des cadres de la Ville en matière de prévention des RPS.
- Que dans ce cadre expérimental, la Mairie de Montpellier sollicite l'Aract LR, association paritaire ayant une délégation de la mission de service publique de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact) et reconnue pour sa qualité d'expertise sur le champ de l'amélioration des conditions de travail

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de service de recherche et de développement à l'Association Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail en Languedoc Roussillon (ARACT LR) pour un montant de 65 000 €;
- D'imputer cette somme sur la ligne budgétaire du Service Prévention des Risques Professionnels chapitre 920 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Conseiller Municipal délégué aux Ressources Humaines à signer ce marché.

Montpellier, le 02.11.2015

Pour Monsieur le Maire, Monsieur le Conseiller
municipal délégué
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 02.11.2015
Notifiée le :



**Marché public: direction artistique de la
manifestation culturelle dans l'espace public ZAT#10
Figuerolles
n°5B0138**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1974 du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Bernard Travier, adjoint délégué à la Culture ;

Considérant :

- Que la Ville organise en avril 2016 la dixième édition de la manifestation ZAT, dans le quartier Figuerolles et qu'il convient d'assurer la direction artistique de l'évènement ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché ordinaire, pour une durée de 7 mois à compter de la notification ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la valeur technique et artistique du projet présenté (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, l'association Lieux Publics, 225 avenue des Aygalades, 13015 Marseille a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de direction artistique de la manifestation culturelle dans l'espace public ZAT#10 Figuerolles à l'association Lieux Publics, pour un montant de 48 891 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16 . 11 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : 11 . 11 . 2015
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ VIDAL JOSEPH
(FDI PROMOTION) RS2
Recours en suspension n°2 de l'arrêté n° PC 34172
14V0196

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

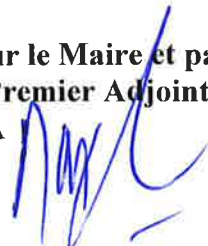
- Que par un arrêté du 10 mars 2015, Monsieur le Maire a accordé un permis de construire à la SAS FDI PROMOTION, en vue de procéder à la construction d'un immeuble collectif, 1803 rue Gaston Bachelard ;
- Que M. VIDAL JOSEPH a déposé un deuxième référé suspension, référencé n° 1501143, auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 19/10/15.
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser M. le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.11.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06.11.2015
Notifiée le :

**MARCHE PUBLIC - ACHAT D'UN SYSTEME DE
LAVAGE PLONGE-BATTERIE AVEC
MAINTENANCE POUR L'UNITE CENTRALE DE
PRODUCTION DE LA CUISINE CENTRALE
MAPA N°5B0118**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/2510 en date du 3 juin 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, adjointe déléguée ;

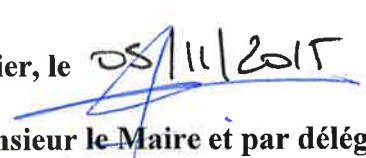
Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder au remplacement du système de lavage plonge-batterie de l'unité centrale de production de la Cuisine Centrale ;
- Qu'une consultation d'entreprises spécialisées a été lancée en date du 31/07/15, conformément à l'article 28 du Code de Marchés Publics, selon la procédure adaptée ;
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
Prix : 50% - Valeur technique : 50%
- Qu'après analyse, la société METOS SAS, 40, boulevard de Nesles, 77420 CHAMPS SUR MARNE, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n°5B0118 précité à la société METOS SAS, pour un montant de 69 300 € HT,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement de la Direction de la Restauration Scolaire : CRB 1300 – Nature 2188 – Fonction 902 251 – Ligne de crédit 26113,
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le


Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 12/11/2015
Notifiée le :

Maisons Pour Tous A. Camus et M. Pagnol
Mise en conformité PMR
Mission de maîtrise d'oeuvre
Marché n° 5B0122

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et notamment son article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévida, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de mettre en conformité PMR les Maisons pour Tous A. Camus et M. Pagnol ;
- Que pour cela, il convient de faire appel à un maître d'œuvre ;
- Qu'en conséquence, un marché public à procédure adaptée a été lancé sous la référence 5B0122 " Maisons pour Tous A. Camus et M. Pagnol - Mise en conformité PMR - Mission de maîtrise d'œuvre " ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique : 60 %
 - o Prix : 40 % ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que l'ATELIER AA a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 5B0122 à l'ATELIER AA – 7 Rue du Commerce, 34000 MONTPELLIER pour un montant de 39 100 € H.T. (Base : 34 850 € H.T. / Option : 4 250 € H.T.). Le marché démarre à sa notification.
- D'imputer la dépense sur le budget 2015 de la Ville : chapitre : 900 / nature : 21318 / fonction : 020.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'ATELIER AA et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03/11/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 06/11/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat d'agréats divers.
(5B0139)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'agréats divers pour les services de la Ville de Montpellier.
- Qu'une procédure adaptée a été lancée le 10 septembre 2015, conformément aux articles 28 et 77 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande n° 5B0139, pour une durée d'exécution allant de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2017.
- Le critère d'analyse pour le jugement des offres était le suivant : le **prix pour 100 %**.
- Qu'après analyse, la société **LEYGUE HENRI SARL**, chemin du Grand Bosc, lieu-dit « Les Millièrès » 34 230 POUZOLS, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « **Achat d'agréats divers** » précité avec la Société **LEYGUE HENRI SARL** pour un montant total maximum de commandes de **30 000.00 € HT**.
Ce marché est conclu pour une période d'exécution allant de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2017.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature **60628**, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Premier Adjoint à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 09.11.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 12.11.2015
Notifiée le :

RESPONSABILITE CIVILE DE LA COMMUNE

AFFAIRE CANSINO

DECISION DE DEFENDRE

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Monsieur CANSINO a été victime d'une chute le 5 novembre 2015 rue de l'école de l'agriculture ;
- Que Monsieur CANSINO impute à la Ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

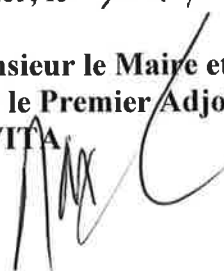
Décide en conséquence :

- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS Cabinet PNAS – 159 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître.

Montpellier, le 16. 11. 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 16. 11. 2015
Notifiée le :



BNP PARIBAS
Remboursement par anticipation de l'emprunt
contracté le 21/11/2011
(Dossier IFEEP 1505380 - Référence Ville n° 11009)

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2015/1972/T/R donnant délégation à M. Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier cherche en permanence à limiter la charge financière de sa dette à long terme, contractée dans le cadre du financement de ses équipements.
- Qu'ainsi, elle souhaite proposer pour l'emprunt BNP Paribas contracté le 31/11/2011 (dossier n° IFEEP 1505380 – référence Ville 11009) le remboursement par anticipation du capital restant dû au 25 novembre 2015 de 8 M€, après paiement de la prochaine échéance.
- Que les crédits sont prévus au BP 2015 de la Ville de Montpellier, portés à la Décision Modificative du 5 novembre 2015. Pour mémoire, caractéristiques de l'emprunt :

Réf Ville	Réf Banque	Montant initial	Date encaissement	Date fin de contrat	Date prochaine échéance	Capital restant dû après échéance	Durée résiduelle
11009	IFEEP 1505380 signé le 21/11/2011	10 000 000 €	30/11/2011	25/11/2031	25/11/2015	8 000 000 €	16,11 ans

- Les conditions actuelles de marché,
- Les possibilités de remboursement par anticipation sans indemnité du contrat BNP Paribas ci-dessus,
- Le niveau du fonds de roulement ainsi que les inscriptions budgétaires qui rendent possible un remboursement anticipé,
- La volonté de la Ville d'améliorer la gestion active de sa dette et de sa trésorerie,

Décide en conséquence :

- D'autoriser M. le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à rembourser par anticipation la totalité des capitaux restant dus pour le contrat d'emprunt ci-dessus à la prochaine date d'échéance soit 8 000 000 d'euros, et à effectuer les opérations budgétaires nécessaires.
- D'imputer la somme au budget 2015 de la Ville de Montpellier, chapitre 911.
- D'autoriser M. le Maire ou Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12. 11. 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 16. 11. 2015
Notifiée le :

**Droits d'accès à la plate-forme
multi-utilisateurs INSITO
Contrat avec la Société FINANCE ACTIVE :
Avenant n° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et, en particulier l'article 35 II 8° ;
- Vu le rapport de présentation ;
- Vu le projet d'avenant n°1 ;
- Vu l'arrêté 2015/1972/T/R donnant délégation à M. Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Que le contrat N° 15486 avec la Société Finance Active pour un droit d'accès multi-utilisateurs INSITO via un accès sécurisé autorisé par la décision N° 422 du 12/11/2012 (MAPA N2M1628 – Art. 28 II), arrive à échéance le 30 novembre 2015 et qu'il conviendrait de le renouveler ;
- Qu'une éventuelle mise en commun de cet outil avec Montpellier Méditerranée Métropole, également utilisateur de cet outil, permettrait d'en optimiser le coût et le fonctionnement, et qu'il est donc souhaitable dans cette optique d'harmoniser les dates d'échéance des deux contrats actuellement en vigueur dans chacune des collectivités ;
- Qu'il faudrait, pour ce faire, proroger de quatre mois la durée du contrat avec la Société Finance Active.

Décide en conséquence :

- De proroger de 4 mois le contrat en cours n° 15486 pour la période allant du 01/12/2015 au 31/03/2016. La dépense correspondante à cette prorogation s'élève à 1 944,14 € HT selon le devis du 28 octobre 2015, amenant le coût annuel du marché prorogé en 2015 à 7 579,14 € HT (5 635,00 € HT en 2013 et 2014), soit un coût total du marché de 18 849,14 € HT (le marché initial s'élevait à 16 905,00 € HT) ;
- D'imputer la somme au budget 2015 de la Ville de Montpellier, chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur Max LEVITA, 1^{er} adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 13 . 11 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 17 . 11 . 2015
Notifiée le :



**Attribution d'un marché à procédure adaptée
Conseil et de représentation en justice devant les
juridictions de cassations et le Tribunal des Conflits
N°5C0013**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire que la commune soit représentée devant toutes les juridictions de cassations et le Tribunal des Conflits, le cas échéant, dans le cadre de contentieux qu'elle initie ou qui sont introduits contre elle, et qu'elle puisse avoir recours à l'occasion à des conseils juridiques externes ;

- Qu'une procédure adaptée a été lancée le 08/06/2015 conformément à l'article 30 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché à bons de commandes avec maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 fois maximum pour la même période, composé d'un lot unique ;

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique pour 80 % (reposant sur les moyens humains – effectifs, organisation, qualifications, spécialisations... - et sur la méthodologie envisagée pour la meilleure exécution possible de la prestation, la meilleure collaboration avec la commune maître d'ouvrage et la sécurisation juridique de la collectivité) et prix pour 20% ;

- Que suite à l'analyse des offres, le cabinet SCP LYON-CAEN & THIRIEZ présente l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché Conseil et représentation en justice (n°5C0013) précité avec la SCP LYON-CAEN & THIRIEZ pour un montant maximum de 40 000 €;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, Nature 6227 fonction 920 200 (Représentation en justice) et Nature 6226 Fonction 920 200 (Conseil) ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 16.11.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 16.11.2015
Notifiée le :



DEXIA CREDIT LOCAL
Remboursement par anticipation
de l'emprunt contracté le 05/10/2006
(Contrat MIN241754EUR/252404 - Réf Ville n° 10601)

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2015/1972/T/R donnant délégation à M. Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier cherche en permanence à limiter la charge financière de sa dette à long terme, contractée dans le cadre du financement de ses équipements ;
- Qu'ainsi, elle souhaite proposer pour l'emprunt Dexia Crédit Local n° MIN241754EUR/ 252404 le remboursement par anticipation du capital restant dû au 1^{er} décembre 2015 de 5,5 M€, après paiement de la prochaine échéance ;
- Que les crédits sont prévus au BP 2015 de la Ville de Montpellier, portés à la Décision Modificative du 5 novembre 2015.

Pour mémoire, caractéristiques de l'emprunt :

Réf Ville	Réf Banque	Montant initial	Date encaissement	Date fin de contrat	Date prochaine échéance	Capital restant dû après échéance	Durée résiduelle
10601	MIN241754EUR/252404 signé le 5/10/2006	10 000 000 €	7/11/2006	1/12/2026	1/12/2015	5 500 000 €	11,13 ans

- Les conditions actuelles de marché,
- Les possibilités de remboursement par anticipation sans indemnité du contrat Dexia Crédit Local ci-dessus,
- Le niveau du fonds de roulement ainsi que les inscriptions budgétaires qui rendent possible un remboursement anticipé,
- La volonté de la Ville d'améliorer la gestion active de sa dette et de sa trésorerie,

Décide en conséquence :

- D'autoriser M. le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à rembourser par anticipation la totalité des capitaux restant dus pour le contrat d'emprunt ci-dessus à la prochaine date d'échéance, soit 5 500 000 euros, et à effectuer les opérations budgétaires nécessaires et de signer tous les documents relatifs à cette affaire.
- D'imputer la somme au budget 2015 de la Ville de Montpellier, chapitre 911.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12. 11. 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 16. 11. 2015
Notifiée le :

Décision modificative
**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée concernant l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage
pour l'extension du réseau de vidéoprotection urbaine**
Autorisation de signer le marché

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1975 du 04 Mai 2015 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, adjointe déléguée à la sécurité.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire le marché concernant l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage : Extension de la Vidéoprotection Urbaine ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 13 février 2015 pour un marché immatriculé 4C0042, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, le bureau d'études L.M INGENIERIE sis 8 Rue Léopold Sédar Senghor – 34830 Clapiers a présenté l'offre économiquement la plus favorable ;
- Qu'il y a eu une erreur au niveau de l'imputation budgétaire sur la décision précédente n° 2015/0165 en date du 11 mai 2015 ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à bons de commande sans minimum et avec un montant maximum de 200 000,00 Euros H.T. au bureau d'études L.M.INGENIERIE sur une durée de 48 mois à compter de la notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Nature : 2031 – Chapitre 901 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à la sécurité à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16 . M . 2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI**

Publiée le : 18 . M . 2015
Notifiée le :



**Assistance technique pour une organisation optimisée
de la fonction entretien des groupes scolaires de la Ville
– Avenant n°2**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;
- Vu la décision n° 2012/454 du 14 décembre 2012 « Marché à procédure adaptée n° 2M1201 : Assistance pour une organisation optimisée de la fonction entretien des locaux municipaux et des groupes scolaires (lot 2) » ;
- Vu la décision n° 2015/0289 du 22 juillet 2015 « Assistance technique pour une organisation optimisée de la fonction entretien des groupes scolaires de la Ville – Avenant n°1 » ;
- Vu le projet d'avenant n° 2 au marché 2M1201 ;

Considérant :

- Qu'il était nécessaire de solliciter une assistance technique pour optimiser la fonction entretien des locaux municipaux et des groupes scolaires ;
- Qu'un marché à procédure adaptée comportant 2 lots a été lancé sous la référence n° 2M1201 ;
- Que par décision n° 2012/454 du 14 décembre 2012, le lot n° 2 du marché n° 2M1201 a été attribué au groupement SETEC / INCF pour un montant de 65 475 € HT ;
- Que par décision n° 2015/0289 du 22 juillet 2015, a été approuvé l'avenant n°1 ayant pour objet de renforcer l'intervention de l'expert technique et de modifier la répartition de la phase d'accompagnement ;
- Que l'augmentation du nombre de jours de la phase d'accompagnement nécessite une prolongation de la durée du marché, à hauteur d'un an.

Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n° 2 ayant pour objet de prolonger la durée du marché d'une année ;
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville 2015 – Chapitre : 920 / Nature : 617 / Fonction : 020 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer l'avenant n° 2 avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16.11.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 17.11.2015
Notifiée le :

**Parcelle EX 480 - Avenue Albert Dubout
Convention de prêt à usage
Ville de Montpellier / M. LOMBARD**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

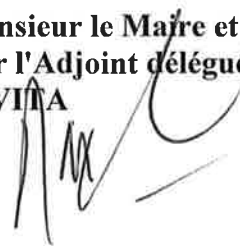
- Que la Ville de Montpellier est propriétaire d'une parcelle cadastrée EX 480, située avenue Albert Dubout à Montpellier qui constitue un délaissé de voirie ;
- Que Monsieur LOMBARD, propriétaire de la parcelle voisine cadastrée EX 451, propose d'assurer l'entretien de la parcelle communale EX 480 ;

Décide en conséquence :

- De conclure avec M. LOMBARD une convention de prêt d'usage d'une durée de 6 mois, renouvelable tacitement dans la limite de 6 ans ;
- Que cette convention est consentie à titre gracieux en contrepartie de l'entretien régulier de la parcelle de terrain par le preneur ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10.12.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 14.12.2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Maintenance et évolution du logiciel
ACROPOLIS (Gestion du courrier)
Marché N° 5B0126**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'une consultation a été lancée le 1^{er} octobre 2015 pour la « Maintenance et évolution du logiciel ACROPOLIS (Gestion du courrier) » conformément aux articles 28.II et 35.II.8 du code des marchés publics ;
- Que seule la société ODYSSEE INGENIERIE qui a développé ce logiciel, possède l'exclusivité de fournitures et de services associés pour ledit produit ;
- Que les critères d'analyse de l'offre pour le jugement de l'offre étaient les suivants :
 - Valeur technique 60%
 - Prix des prestations 40%

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché négocié précité à la société ODYSSEE INGENIERIE sise 24 rue du Moulin – 69700 GIVORS, pour une durée d'un an reconductible trois fois à compter de la date de notification et un montant total maximum de 89 000 € HT sur la durée totale du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville tous chapitres ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 19.11.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 20.11.2015
Notifiée le :

**Attribution du marché public n° 5D00232451 pour
l'exploitation du parking des Arceaux**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n°2014/522 du 17/12/2014 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2514/T/R donnant délégation à Madame Mylène CHARDES, Adjointe au Plan de déplacements urbains ;

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative aux parcs de stationnement détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Considérant que le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du parking des Arceaux arrive à échéance le 31 décembre 2015 ;
- Qu'il y a lieu de confier l'exploitation du parc de stationnement des Arceaux à un prestataire dans le cadre d'un marché public à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- Que la consultation pour le marché n°5D00232451 a été organisée conformément au code des marchés publics ;
- Qu'EFFIA STATIONNEMENT a présenté l'offre jugée économiquement la plus avantageuse lors de la Commission d'Appel d'Offre du 27 octobre 2015, conformément aux critères de jugement suivants : la valeur technique (60%) et le prix (40%).

Décide en conséquence, pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- D'attribuer le marché n°5D00232451 à EFFIA STATIONNEMENT pour :
 - un montant pour l'année 2016 de 170 500 euros HT (204 600 euros TTC) ;
 - un montant, en cas de reconduction pour l'année 2017, de 172 113 euros HT (206 535 euros TTC) ;
 - un montant, en cas de reconduction pour l'année 2018, de 173 741 euros HT (208 489 euros TTC).
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe Déléguée à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, l'exécution et le règlement dudit marché.

Montpellier, le

16.11.2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Mylène CHARDES**

Publiée le : 11.11.2015

Notifiée le :



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n°

2015 / 0476

ACQUISITION DE VUES AERIENNES D'HIVER DE MONTPELLIER FIN 2015

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1974/T/R donnant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER adjoint délégué à la Culture.

Considérant :

- La nécessité de mettre à jour la maquette numérique tridimensionnelle de la Ville dont la dernière version remonte à mars 2011;
- Qu'une couverture aérienne stéréoscopique d'hiver avec un objectif grand angle permet une restitution de haute précision des éléments recherchés ainsi qu'une vision simultannée de toutes les façades;
- Qu'à la suite d'une consultation publique en date du 15 octobre 2015, conformément à l'article 28 du Code des marchés publics, une seule offre a été reçue, celle de la société Guelle & Fuchs sise 18 Avenue du général Passaga - BP 80087 - 57602 Forbach cedex, tout à fait satisfaisante aux plans technique (note 60/70) et économique (note 30/30);

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Guelle & Fuchs pour la réalisation de ces photographies aériennes de la commune de Montpellier et leur numérisation pour un montant de 21 910 euros HT (26 292 € TTC),
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, nature : 2031, fonction : 900201 pour un montant de 14 615 € HT (17 538 € TTC) et nature : 6188, fonction 920201 pour un montant de : 7 295 € HT (8 754 € TTC).
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Montpellier, le 19. M. 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : 20. M. 2015
Notifiée le :



**Marché de nettoyage et d'entretien des locaux du
Centre Technique Municipal de Garosud - N°2H64 lot
A - Avenant n°1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances,

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a attribué un marché de nettoyage et d'entretien des locaux du Centre Technique Municipal de Garosud (N° 2H64 lot A) à la société DERICHEBOURG PROPLETE le 23 juillet 2012 (Délibération n°2012/337), pour un délai d'exécution allant de la date de notification au 31 décembre 2012, renouvelable ensuite par tacite reconduction, par période successive de un an pour 2013, 2014 et 2015.
- Qu'afin d'assurer le continuité du service public sur le site du Centre Technique Municipal de Garosud, il est nécessaire de prolonger le délai maximum d'exécution du marché 2H64 pour une durée de trois mois jusqu'au 31 mars 2016 inclus.
- Que la notification du nouveau marché pour le même objet interviendra le 1^{er} avril 2016.
- Que les clauses et conditions du contrat initial du marché 2H64 demeurent applicables.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature de l'avenant n°1 de prolongation de 3 mois du délai d'exécution du marché 2H64 lot A, jusqu'au 31 mars 2016 inclus.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le 1^{er} Adjoint délégué aux Finances à signer cet avenant n°1 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise DERICHEBOURG PROPLETE.

Montpellier, le 17/11/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA.

Publiée le : 22/11/2015
Notifiée le :

**Marché de nettoyage et d'entretien de divers locaux
municipaux - N°2H64 lot B - Avenant n°1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances,

Considérant :

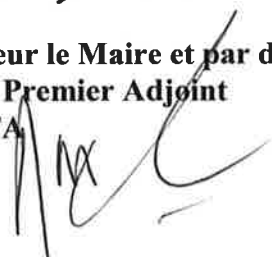
- Que la Ville de Montpellier a attribué un marché de nettoyage et d'entretien de divers locaux municipaux (N° 2H64 lot B) à la société SUD SERVICES le 23 juillet 2012 (Délibération n°2012/337), pour un délai d'exécution allant de la date de notification au 31 décembre 2012, renouvelable ensuite par tacite reconduction, par période successive de un an pour 2013, 2014 et 2015.
- Qu'afin d'assurer le continuité du service public sur ces divers locaux municipaux, il est nécessaire de prolonger le délai maximum d'exécution du marché 2H64 pour une durée de trois mois jusqu'au 31 mars 2016 inclus.
- Que la notification du nouveau marché pour le même objet interviendra le 1^{er} avril 2016.
- Que les clauses et conditions du contrat initial du marché 2H64 demeurent applicables.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature de l'avenant n°1 de prolongation de 3 mois du délai d'exécution du marché 2H64 lot B, jusqu'au 31 mars 2016 inclus.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le 1^{er} Adjoint délégué aux Finances à signer cet avenant n°1 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise SUD SERVICES.

Montpellier, le 17/11/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 22/11/2015
Notifiée le :

**Marché à bons de commande passé selon une
procédure adaptée pour fourniture horticoles diverses
et paillages N°5D0028**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1983/T/R du 5 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint Délégué à l'Ecologie urbaine ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acheter des fournitures horticoles diverses et du paillage pour les plantations et la production florale ;
- Qu'une procédure de consultation a été lancée conformément aux dispositions des articles 33 alinéa 3, articles 57 à 59 et 77-I du code des marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commande, alloti, pour une durée d'un an , renouvelable trois fois :
 - o Lot n°1 : fournitures diverses ; pots horticoles, supports de culture, fournitures pour plantations d'arbres et production florale
 - o Lot n°2 : fourniture de paillages
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique pour 60%
 - o Prix des prestations pour 40%
- Que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du mardi 27 octobre 2015 a attribué le marché aux entreprises suivantes :
 - o Lot n°1 : fournitures diverses ; pots horticoles, supports de culture, fournitures pour plantations d'arbres et production florale à la société TOUCHAT, sise 251, route de Baillargues BP 4 34131 Mauguio
 - o Lot n°2 : fourniture de paillages à la société SARIVIERE, sise allée paysagère Maurin 34970 Lattes

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « fourniture horticoles diverses et paillages » n°5D0028 pour une durée d'un an, renouvelable 3 fois :
 - o Lot n°1 : fournitures diverses ; pots horticoles, supports de culture, fournitures pour plantations d'arbres et production florale à la société TOUCHAT pour un montant minimum de 0 et maximum 30 000 € HT
 - o Lot n°2 : fourniture de paillages à la société SARIVIERE pour un montant minimum de 0 et maximum de 30 000 € HT

Le montant annuel maximum est identique sur toute la période de reconduction du marché.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville , section de fonctionnement 928 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer le marché, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 24.11.2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR**

Publiée le : 26.11.2015
Notifiée le :



**Mandat d'études Ville / SAAM pour le
réaménagement du quartier de la Pompignane
Marché public de prestation (études hydrauliques /
SARL SERI)
Autorisation de signature à la SAAM**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2504/T/R en date du 2 juin 2015 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie Jannin, Adjointe déléguée à l'Urbanisme et l'Aménagement durable ;
- Vu la délibération n° 2012/479 du Conseil Municipal en date du 20 décembre 2012 désignant la SAAM mandataire, et l'autorisant à signer au nom et pour le compte de la Ville de Montpellier les marchés d'études relevant de sa mission, dans la forme prescrite par les règles applicables au sein de la collectivité et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle ;

Considérant :

- Qu'un avis d'appel public à concurrence a été lancé le du 31 juillet 2015 ;
- Qu'il est nécessaire de procéder à des prestations d'études hydrauliques dans le cadre du projet de réaménagement du quartier de la Pompignane ;
- Que dans le cadre du marché à procédure adaptée ouvert, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, une consultation de prestataires a été organisée par la SAAM en vue de choisir l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique (60 %) et le prix (40 %) ;

Décide en conséquence :

- De conclure, à l'issue du marché à procédure adaptée ouverte, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, une mission d'études hydrauliques avec la SARL SERI pour un montant de 9.800,00 € H.T. (offre économiquement la plus avantageuse), sous forme d'un marché forfaitaire ;
- D'autoriser la SAAM à signer les marchés relatifs à cette affaire.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 30.11.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN



Publiée le : 02.12.2015
Notifiée le :

**Le secteur des Hauts de la Croix d'Argent
Mandat d'études Ville/SAAM**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2504/T/R en date du 02/06/2015 de M. Philippe SAUREL, Maire de Montpellier donnant à Mme Stéphanie JANNIN, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement Durable, délégation de fonctions ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.300-3 ;

Considérant :

- Que dans le cadre de sa politique de réinvestissements des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé de lancer le réaménagement d'un périmètre situé dans le quartier Croix d'Argent, entre la route de Toulouse, l'avenue Villeneuve d'Angoulême, la rue Jacques Bounin et la rue François Mineur-boulevard Pedro de Luna.
- Que pour préciser les conditions de réalisation de cette opération, la Ville de Montpellier a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques pour affiner la faisabilité technique, administrative et financière de cette opération avant de désigner un architecte-urbaniste en chef de l'opération.
- Que la SAAM est à même d'assurer la mission de conduite de l'ensemble des études à réaliser ainsi que leur règlement dans le cadre d'une convention de mandat à conclure avec la Ville de Montpellier ;
- Que le statut de SPLA de la SAAM autorise la Ville de Montpellier à conclure ce marché sans mise en concurrence préalable ;
- Que la convention de mandat annexée à la présente porte d'une part sur la définition des missions de suivi et d'encadrement confiées par la Ville de Montpellier (en son nom et pour son compte) à la SAAM, pour la bonne réalisation de ces études, et d'autre part sur les conditions de financement de ces études dont le montant prévisionnel est estimé à 118 000 € HT (141 600 € TTC) ;

Décide en conséquence :

- De conclure un marché de mandat d'études entre la Ville de Montpellier et la SAAM, telle qu'annexé à la présente décision, pour un montant prévisionnel total d'études de 118 000 € HT (141 600 € TTC) et pour une durée de vingt-quatre mois à compter de la réception par le mandataire de la notification du document signé et transmis au représentant de l'Etat ;
- De dire que les honoraires de la SAAM pour l'exécution de sa mission seront établis au montant forfaitaire total de 50 000 € HT (60 000 € TTC) ;

- D'autoriser la SAAM, mandataire, à signer au nom et pour le compte de la Ville de Montpellier, les marchés d'études relevant de sa mission, dans la forme prescrite par les règles applicables au sein de la collectivité et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnels ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Montpellier (Chapitre : 908241 ; Nature : 2031).

Montpellier, le 20/11/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 22/11/2015
Notifiée le :

Direction de Proximité et Citoyenneté
Maison de la Démocratie
Création d'une régie d'avances Conseil de Quartiers

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs
- Vu les articles R.1617-1 à R.16717-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 16 novembre 2015 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 04 Mai 2015 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant

- Qu'il convient de créer une régie d'avances Conseils de Quartiers rattachée à la Direction de Proximité et Citoyenneté. Ceci afin d'assurer le paiement des dépenses nécessaires au bon fonctionnement de cette régie.

Décide

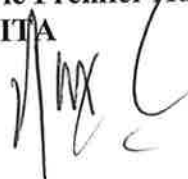
- D'instituer une régie d'avances « Conseils de Quartiers » à la Direction Proximité et Citoyenneté ;
- Que la régie est installée dans les locaux de la Maison de la démocratie située au 16 rue de la République, 34000 Montpellier.
- Que la régie paie les dépenses suivantes :

- Dépenses de faible montant liées aux ateliers et animations organisées par les Conseils de Quartiers, ou aux animations auxquelles elles participent (fournitures et petit matériel, nourriture, boissons),
 - Dépenses de faible montant liées à l'organisation et au fonctionnement des Conseils de quartiers : photocopies, petit matériel, papeterie, journaux, livres, disques, pellicules photos et développements, fêtes ou expositions.
- Que les dépenses désignées précédemment sont payées selon le mode de règlement suivant : chèques ;
 - Qu'un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public, permettant de recevoir l'avance destinée aux dépenses de la régie et permettant aux régisseurs d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 3 ;
 - Que l'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination ;
 - Que le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 3 000 € ;
 - Que régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses au minimum une fois par mois ou lors de sa sortie de fonction ;
 - Que le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
 - Que le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
 - D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20/11/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 22/11/2015
Notifiée le :



DROIT DE PREEMPTION URBAIN
Délégation de Montpellier Méditerranée Métropole à
la Ville
Aliénation de la propriété de la CAISSE REGIONALE
D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES
MEDITERRANEE
22 rue de Claret
Acceptation de la délégation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la décision du 16 juin 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la CAISSE REGIONALE D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES MEDITERRANEE située 22 rue de Claret et cadastrée section HX 554 et 572 ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;

- que le 23 septembre 2015, la CAISSE REGIONALE D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES MEDITERRANEE a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un ensemble immobilier à usage de bureau situé 22 rue de Claret, cadastré section HX 554 et 572, au prix de 3.500.000 € plus 70.000 € de commission d'agence ;

- que par décision du ~~16 novembre~~ 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la CAISSE REGIONALE D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES MEDITERRANEE située 22 rue de Claret.

Décide en conséquence :

- d'accepter la délégation du droit de préemption, à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la CAISSE REGIONALE D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES MEDITERRANEE, située 22 rue de Claret, cadastrée section HX 554 et 572, consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Publiée le :
Notifiée le :

18.11.2015



Montpellier, le 17 NOV. 2015

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

**Marché 4D0076 - Fourniture et pose et réparation des
équipements sportifs dans les écoles et les sites sportifs
pour mise en conformité**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2510/T/R du 02/06/2015 donnant délégation à Mme Isabelle MARSALA, Adjointe à la Réussite éducative ;

Considérant :

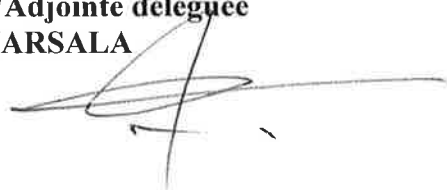
- Qu'il y a lieu de procéder au renouvellement et à la réparation des équipements sportifs dans les écoles et les sites sportifs de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28-1 et 77 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée d'un an reconductible 2 fois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement étaient les suivants : valeur technique à 60%, prix à 40% ;
- Que la commission d'appel d'offres dans un avis rendu dans sa séance du 27/10/2015 a considéré l'offre de l'entreprise TECHNICFER, sise 150 rue du mas de Bringaud à Montpellier comme économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 5D0076, fourniture et pose et réparation des équipements sportifs dans les écoles et les sites sportifs pour mise en conformité à l'entreprise TECHNICFER dans le cadre d'un marché à bons de commande d'un an reconductible 2 fois, pour un montant minimum de 30 000€ HT et maximum de 500 000€ HT par an ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville section investissement nature 21312 fonctions 90211 et 90212 et section fonctionnement nature 61521 fonctions 92211 et 92212 ;
- D'autoriser M. le Maire ou Mme l'Adjointe Déléguée à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18.11.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA



Publiée le : 20.11.2015
Notifiée le :

**MARCHE PUBLIC – MARCHE N° 5B0117
REPARATION ET MAINTENANCE DE MATERIEL
HORTICOLE ET AGRICOLE 2015 – 2016**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1983/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe Cour, Adjoint au Maire délégué à l'Ecologie Urbaine ;

Considérant

- Que la réparation et la maintenance du matériel horticole et agricole du service Jardins et Espaces Naturels de la Direction Paysage et Biodiversité, de la Direction du Parc de Lunaret et du garage municipal est nécessaire à la sécurité des agents et de public et au bon fonctionnement des services cités ;
- Qu'il est nécessaire de confier à un prestataire extérieur la réalisation des prestations de réparation et de maintenance du matériel horticole et agricole du service Jardins et Espaces Naturels de la Direction Paysage et Biodiversité, de la Direction du Parc de Lunaret et du garage municipal, ces services n'étant pas en mesure d'effectuer cette maintenance par leurs propres moyens ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du code des marchés publics sous la forme d'un marché de services à bons de commande allotés en deux lots pour une durée de un an à partir de la notification, sous la référence 5B0117 ;
- Que l'unique critère d'analyse des offres pour le jugement des offres des lots n°1 et n°2 était, le critère de prix ;
- Qu'après analyse pour le lot n°1 l'entreprise GLIOZZO - ZAE les Hauts de Fabrègues 18 avenue du Général de Gaulle, 34690 FABREGUES - a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Qu'après analyse pour le lot n°2 l'entreprise GLIOZZO - ZAE les Hauts de Fabrègues 18 avenue du Général de Gaulle, 34690 FABREGUES - a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de service à bons de commande réparation et maintenance du matériel horticole et agricole 2015-2016 lot n°1 et lot n°2 à l'entreprise GLIOZZO - ZAE les Hauts de Fabrègues 18 avenue du Général de Gaulle, 34690 FABREGUES pour un montant minimum de 10 000 euros HT et un montant maximum de 55 000 euros HT pour le lot n°1 ; et d'un montant minimum de 5 000 euros HT et un montant maximum de 30 000 euros HT pour le lot n°2 ;

- D'imputer pour le lot n°1 sur le budget de la Ville de Montpellier- Direction Paysage et Biodiversité- Nature 61 551- Fonction 928- Ligne de crédit 2261 et Direction Energie Moyens Techniques, service Parc Auto –Nature 61 551- Fonction 920- Ligne de crédit 1080 ;
- D'imputer pour le lot n° 2 sur le budget de la Ville de Montpellier – Direction Parc de Lunaret - Nature 6156 - Fonction 928 823 - Ligne de crédit 2297 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19 . 11 . 2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR**

Publiée le : 25 . 11 . 2015
Notifiée le :



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/du87

CONTENTIEUX

Monsieur Abdelkader AMEUR
**Recours contre la décision implicite de refus du 24
février 2015 d'indemniser le prétendu préjudice subi**

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Monsieur AMEUR a formulé une réclamation préalable du 18 décembre 2014 destinée à indemniser le préjudice qu'il estime avoir subi dans la gestion de son dossier ;
- Qu'il conteste le refus implicite de la Commune du 24 février 2015 de faire droit à sa demande (instance n°1502408-3) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 20/11/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 22/11/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée
Outils de supervision
Fonctions de péri-verbalisation
Autorisation de signer le marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1975 du 04 Mai 2015 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, adjointe déléguée à la Sécurité.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire le marché concernant les outils de supervision – Fonctions de péri-verbalisation ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 19 octobre 2015 pour un marché immatriculé 5C0029, conformément à l'article 28.II du code des Marchés Publics et suivant les dispositions de l'article 72 du code des marchés publics relatif aux marchés à tranche conditionnelle, la société EXYZT sise 13 avenue du Sidobre – 81100 CASTRES a présenté l'offre retenue à prix global et forfaitaire détaillée ci-dessous ;

Montant de l'offre retenue par tranche				
Tranche		Montant H.T.	Montant T.V.A.	Montant T.T.C.
Tr. Ferme : Verbalisation par péri- surveillance	Fourniture du logiciel et du matériel dédié, installation, mise en fonctionnement et vérification sur site, support technique, formation des utilisateurs	10 000,00	2 000,00	12 000,00
	Hébergement - Maintenance – Réparation sur 4 années à compter de la date d'expiration du délai de garantie (Logiciel - Interfaces - Hébergement avec back office - corrective - évolutive - assistance aux utilisateurs)	7 920,00	1 584,00	9 504,00
Total Tranche Ferme		17 920,00	3 584,00	21 504,00

Montant de l'offre par tranche				
Tranche		Montant H.T.	Montant T.V.A.	Montant T.T.C.
Tr. cond. 1 : Assistance et gestion opérationnelles des agents sur le terrain	Fourniture du logiciel et du matériel dédié, installation, mise en fonctionnement et vérification sur site, support technique, formation des utilisateurs	15 000,00	3 000,00	18 000,00
	Hébergement - Maintenance – Réparation sur 4 années à compter de la date d'expiration du délai de garantie (Logiciel - Interfaces - Hébergement avec back office - corrective - évolutive - assistance aux utilisateurs)	11 880,00	2 376,00	14 256,00
Tr. cond. 2 : Gestion des incivilités urbaines- Module mobile et module gestion opérationnelle	Fourniture du logiciel et du matériel dédié, installation, mise en fonctionnement et vérification sur site, support technique, formation des utilisateurs	15 000,00	3 000,00	18 000,00
	Hébergement - Maintenance – Réparation sur 4 années à compter de la date d'expiration du délai de garantie (Logiciel - Interfaces - Hébergement avec back office - corrective - évolutive - assistance aux utilisateurs)	11 880,00	2 376,00	14 256,00
Tr. cond. 3 : Gestion des incivilités urbaines - module WEB Grand public	Fourniture du logiciel et du matériel dédié, installation, mise en fonctionnement et vérification sur site, support technique, formation des utilisateurs	10 000,00	2 000,00	12 000,00
	Hébergement - Maintenance – Réparation sur 4 années à compter de la date d'expiration du délai de garantie (Logiciel - Interfaces - Hébergement avec back office - corrective - évolutive - assistance aux utilisateurs)	7 920,00	1 584,00	9 504,00
Montant total du marché		89 600,00	17 920,00	107 520,00

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à prix global et forfaitaire pour un montant total du marché de 89 600,00 Euros H.T. à la société EXYZT selon les tranches décrites ci-dessus ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique – Chapitres 901 – 921 et 928 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à la Sécurité à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/11/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI**



Publiée le : 22/11/2015
Notifiée le :

Marché 1H45
Lot 1 - Prestations de sécurité incendie et de sûreté
du futur Hôtel de Ville
Avenant n° 1

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 20 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;
- Vu la délibération n° 2011/594 du 7 novembre 2011 attribuant le marché de services n°1H45 Lot 1 - Prestations de sécurité incendie et de sûreté du futur Hôtel de Ville à la Société GIP ;
- Vu le rapport d'avenant n°1 relatif à ce marché ;
- Vu le projet d'avenant n°1 correspondant ;

Considérant :

- Que le marché n° 1H45 - Lot 1 - Prestations de sécurité incendie et de sûreté du futur Hôtel de Ville se termine le 30 novembre 2015 ;
- Que ce marché a été relancé. Il est en cours de consultation. La procédure de mise en concurrence en cours actuellement n'aura pas abouti d'ici le terme du marché actuel ;
- Que, dans la mesure où l'Hôtel de Ville constitue un établissement recevant du public (ERP) de 1ère catégorie, il est soumis au règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public ;
- Que, conformément à ce règlement, des agents SSIAP 1 et 2 doivent être présents pendant et en dehors des heures d'ouverture au public ;

Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n° 1 relatif au marché n° 1H45 - Lot 1 - Prestations de sécurité incendie et de sûreté du futur Hôtel de Ville afin de prolonger ce marché de 4 mois, soit une prolongation jusqu'au 31 mars 2016 ;
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville : Ligne 21346 - Fonction 920 - Nature 6282 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer l'avenant n° 1 avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 20/11/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 22/11/2015
Notifiée le :

**LEA MARGOTAT / COMMUNE DE
MONTPELLIER
DEMANDE D'ANNULATION DE LA DECISION DE
REFUS DE DEROGATION A LA SECTORISATION
SCOLAIRE DU 2 JUILLET 2015
TRIBUNAL ADMINISTRATIF 1503929-5**

DECISION D'ESTER

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que le 4 février 2015, Mme MARGOTAT a demandé une dérogation à la sectorisation scolaire pour inscrire son enfant à l'école François MITTERAND ;
- Que par décision en date du 20 avril 2015, le maire a refusé la dérogation en raison du grand nombre d'élèves inscrits dans cette école ;
- Qu'à la suite d'un recours administratif formé par Mme MARGOTAT, la ville a confirmé son refus par décision en date du 2 juillet 2015 ;
- Que par requête n° 1503930-5 du 16 juillet 2015, Mme MARGOTAT demande l'annulation de la décision de refus du 2 juillet 2015 ;
- Qu'il convient de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 20/11/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA



Publiée le : 22/11/2015
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ GENIEYS William
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 15V0067

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 07/08/2015, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SARL CHICOUTIMI, visant à procéder à la construction d'un immeuble de 8 logements après démolition, 05 Passage Soixante Quinze ;
- Que M. GENIEYS William a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 08/10/2015 sous le n° 1505435-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 20/11/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 22/11/2015
Notifiée le :



Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ AKNOUCHE
Tassadit
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté
d'opposition à déclaration préalable n° DP 34172 15
00169

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 29/06/15, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a fait opposition à la demande de déclaration préalable de Mme AKNOUCHE Tassadit, visant à procéder à l'installation d'une porte de service, au recouvrement d'une cour et à l'encastrement d'un four à pizzas, 18 rue du Carré du Roi ;
- Que Mme AKNOUCHE Tassadit a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 19/10/15 sous le n°1505650-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 20/11/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 22/11/2015
Notifiée le :

LS

Restauration des corps de garde et des murs d'échiffre
Marché de maîtrise d'oeuvre
5B0123

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2015/2504/T/R du 03/06/2015 donnant délégation à Madame Stéphanie JANNIN, adjointe déléguée ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de missionner une maîtrise d'œuvre relative à la restauration corps de garde et des murs d'échiffre de la place Royale du Peyrou ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du code des marchés publics sous la forme d'un marché de prestations intellectuelles pour une durée prévisionnelle de 24 mois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1- la valeur technique de l'offre : 70%
 - 2- le prix : 30%
- Qu'après analyse, le groupement REPELLIN LARPIN & ASSOCIES / T. HELLEC (5 rue Amédée Bonnet, 69006 LYON) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Maîtrise d'œuvre - Restauration des corps de garde et des murs d'échiffre » au groupement REPELLIN LARPIN & ASSOCIES / T. HELLEC pour un montant de 47 190 € HT soit 56 628 € TTC
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB 28500 ; Chapitres 908 et 903.
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou Madame l'Adjointe déléguée à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire, avec le groupement retenu ;

Montpellier, le 30.11.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 02.12.2015
Notifiée le :

371

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/0494

CONTENTIEUX

Monsieur Arthur ROHOU Recours contre décision du 18 août 2015 le radiant des effectifs des vacataires

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Monsieur Arthur ROHOU conteste (requête n°1505680-3) la décision du 18 août 2015 l'informant de sa radiation des effectifs de la commune comme vacataire ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 20/11/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 22/11/2015
Notifiée le :



Décision complémentaire à la décision n°2015/0300
Attribution d'un marché selon une procédure adaptée
Formation BPJEPS Option Loisirs Tous Publics
MAPA N°5B0110

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code des marchés Publics ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2490/T/R du 2 juin 2015 donnant délégation de signature de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI Conseiller Municipal Délégué aux Ressources Humaines.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour la formation BPJEPS Option Loisirs Tous Publics ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, en date du 30 décembre 2009, l'organisme de formation Union Régionale des Francas du Languedoc Roussillon a présenté une offre avantageuse ;
- Que la décision d'attribution initiale n°2015/0300 ne mentionne ni le nombre de personnes concernées ni le type de marché ni le montant minimum et maximum, il est donc nécessaire de la compléter ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à l'Union Régionale des Francas du Languedoc Roussillon, organisme non assujéti à la TVA, pour une formation destinée à dix agents sous la forme d'un marché à bons de commande avec un montant minimum de 5000€ HT et un montant maximum de 50 000€ HT, pour une période d'un an renouvelable une fois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget du service Formation et Compétences de la ville (Nature : 6184, fonction : 9200) ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment, à la préparation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 25.11.2015

Pour Monsieur le Maire, Monsieur le Conseiller
municipal délégué
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 27.11.2015
Notifiée le :

**Convention de mise à disposition du Carré Sainte
Anne à l'association Nouveau Sainte Anne pour
l'organisation de trois salons**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1974 du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Bernard Travier, Adjoint à la Culture.

Considérant :

- Que l'association Nouveau Sainte Anne a déposé une demande en vue d'organiser, au Carré Sainte-Anne, le Salon des Antiquaires du 4 au 6 décembre, la Mostra du Livre Ancien les 12 et 13 décembre et la Foire aux Santons les 19 et 20 décembre ;
- Que cette mise à disposition se fait dans le respect du règlement intérieur approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 26 juillet 2010 ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public de 515 € par jour d'ouverture au public est due, conformément à la grille des tarifs 2015 approuvée par délibération du 17 décembre 2014 ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention de mise à disposition du Carré Sainte Anne jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 30.11.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 02.12.2015
Notifiée le :

**Marché de prestations intellectuelles à bons de
commandes
AIDE A LA REQUALIFICATION DES
DEVANTURES COMMERCIALES DU CENTRE
VILLE
ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :


- Qu'il y a lieu de confier une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour conforter les actions de la Ville auprès des commerçants par un démarchage et une communication soutenue, la réalisation d'études de simulation de séquences de rues requalifiées et un renforcement du conseil architectural lors de l'élaboration des projets (avec instructions des dossiers droits des sols et des dossiers de subvention) ;
- Qu'à la suite d'une consultation de prestataires spécialisés en date du 17/09/2015 par procédure adaptée en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics, madame Valérie BEGOUEN DEMEAUX, atelier « In Situ Etude et Conseil », a présenté l'offre économique la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité d'une durée d'un an renouvelable deux fois, pour un montant annuel de 65 800 € HT, à Valérie BEGOUEN DEMEAUX de l'atelier « In Situ Etude et Conseil » ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB 28500 : Nature 617 / Fonction 824 / Chapitres 928.
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou Madame l'Adjointe déléguée à signer le marché et, plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 30.11.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN



Publiée le : 02.12.2015
Notifiée le :

**Attribution du marché public N°5D0029 - Fourniture
de mâts d'éclairage public type Tramway**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2012 du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à M. ALBERNHE Luc, Adjoint à la Voirie et à Montpellier au quotidien ;

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à l'éclairage public détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Que la ville de Montpellier doit assurer l'entretien et la maintenance de ses mâts d'éclairage public le long des différentes lignes de tramway ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 33-3 al, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande, pour une durée initiale d'un an, renouvelable 3 fois par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans. ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations (70%)
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre du mémoire technique (30%)
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 27 Octobre 2015 a attribué le marché à l'entreprise TECHNILUM – Domaine de Lezigno 34500 BEZIERS – présentant une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

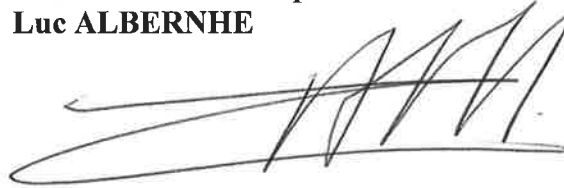
- D'autoriser la signature du marché – Fourniture de mâts d'éclairage public type Tramway – avec l'entreprise TECHNILUM pour un montant maximum annuel de 130 000 € HT ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville en investissement nature 4581, fonction 917 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et, plus généralement , tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 01/12/15

**Pour M. le Maire, M. l'Adjoint délégué, agissant
au nom et pour le compte de Montpellier
Méditerranée Métropole
Luc ALBERNHE**

**Publiée le : 03/12/15
Notifiée le :**

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Luc ALBERNHE', written over a horizontal line.

**Marché de Nettoyement de la Ville de Montpellier n°
8F742811**

- Autorisation de signer l'avenant n° 4 -

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à partir du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n°2014/522 du 17/12/2014;
- Vu l'arrêté n°2015/1989 du 5 mai 2015 donnant délégation de signature à Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Adjointe Déléguée à la propreté;

Considérant :

- Que par délibération n° 642 en date du 22 décembre 2008, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a autorisé à l'issue d'une procédure d'appel d'offres, la signature du marché n° 8F742811 avec la Société Méditerranéenne de Nettoyement (SMN) pour le nettoyage général des voies, trottoirs et tous espaces du domaine public ou privé ouverts à la circulation publique de la ville de Montpellier, ainsi que des espaces annexés au CCTP du marché. Ce marché a été conclu pour une durée de 72 mois (avec préparation préalable de 3 mois non rémunérée), à compter du 1^{er} avril 2009 soit jusqu'au 31 mars 2015, montant initial HT : 93 510 764, 16 € pour les 6 ans du marché, soit 15 585 127, 36 € /an. Par décision n° 2015/040 du 20 février 2015, le marché a été prolongé jusqu'au 03/01/2016 (9 mois et 3 jours) afin de coïncider avec le transfert de compétence effectif à la Métropole et pour permettre le lancement d'un marché couplé collecte/nettoyement. Cet avenant n° 2 a conduit à une augmentation de 12, 70% du montant initial du marché porté de 93 510 764, 16 € H.T. à 105 330 764 € H.T. Pour information, par décision 2015/0328 du 10/08/2015, un avenant n° 3 a été validé afin de passer de 1 à 3% les possibilités de commandes de prestations occasionnelles pour l'année 2015 ;
- Que dans le cadre du transfert de la compétence « propreté » à Montpellier Méditerranée Métropole, seules les prestations relatives aux halles couvertes et marchés de plein air sont restées de compétence communale ;
- Qu'il a de ce fait été décidé de lancer un marché aux prestations intégrées « collecte et nettoyage » pour les halles et marchés de plein air de la Ville.
- Que vu les contraintes dues aux transferts des autres missions vers 3M le montage de ce marché a pris du retard et ne sera opérationnel que mi-mars 2016, il est proposé, afin de ne pas interrompre les prestations

et maintenir le service, de conclure un avenant avec la société SMN afin de prolonger à nouveau le marché mais uniquement pour la partie « nettoyage halles et marchés » (prix forfaitaire n°6 dans le marché initial). La période couverte par cet avenant va du 4 janvier 2016 au 13 mars 2016, soit 70 jours. Le montant de cet avenant s'élève à **120 814,50€** hors taxe et hors révision de prix, soit 0,129% du montant total du marché (forfait) ; ce qui porte le pourcentage total d'augmentation tous avenants confondus sur la partie forfaitaire à 12,829%. Le montant total du contrat est donc porté à **105 451 578, 50 € HT**.

Décide en conséquence :

- D'autoriser M. le Maire, ou Mme l'adjointe déléguée, à signer l'avenant n°4 au marché n°F742811 en cours « nettoyage de la Ville de Montpellier » ;
- D'autoriser M. le Maire ou à défaut Mme l'Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 07.12.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : 10.12.2015
Notifiée le :



Marché à procédure adaptée N° 5B0155
Maintenance préventive, corrective et évolutive du
système de gestion des files d'attente dans l'hôtel de
Ville et les mairies de proximité

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1977 du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Lorraine ACQUIER, Adjointe à l'Etat-civil et aux Affaires militaires ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier la maintenance préventive, corrective et évolutive du système de gestion des files d'attente dans l'Hôtel de Ville et les mairies de proximité ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprise dans la cadre d'une procédure adaptée sans mise en concurrence conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 4 novembre 2015, remise de l'offre le 19 novembre 2015, ESII ZI Sud - 2 rue de la Prade 34880 LAVERUNE, a présenté l'offre répondant aux besoins exprimés ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 5B0155 à l'entreprise ESII pour un montant de 72 500 € HT soit 87 000 € TTC, pour une durée de 48 mois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville : nature 6156, fonction 92020, ligne 17508 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe Déléguée à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la préparation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 26/11/15

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Lorraine ACQUIER

Publiée le : 01.12.2015

Notifiée le :

Travaux de restauration du pont Vialleton
Marché de travaux 4D0011
Avenant n° 2

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2504/T/R du 03 juin 2015 donnant délégation de signature à Mme Stéphanie JANNIN, Adjointe à l'Urbanisme et à l'Aménagement durable ;

Considérant :

- Que la décision établie en date du 27 juin 2014 a attribué le marché « Travaux de restauration du pont Vialleton » au groupement SELE/JNTP pour un montant de 478 551,48 € H.T. (solution de base avec les deux prestations supplémentaires) ;
- Que l'avenant n° 1 a été conclu le 29 mai 2015 portant le montant global du marché à 493 976,19 € H.T. soit une augmentation de 3,22% par rapport au montant initial du marché.
- Qu'il convient de différer les travaux de finition sur les parements de l'intrados de plusieurs semaines.
- Qu'il convient de procéder aux bouchements des galeries maçonnées découvertes sous le trottoir sud.
- Qu'il convient donc de conclure l'avenant n° 2 qui porte le montant global du marché à 498 625,91 H.T. soit une augmentation de 4,19% par rapport au montant initial du marché.

Décide en conséquence :

- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou Madame l'Adjointe déléguée à signer l'avenant n° 2 au marché 4D0011 pour un montant de 4 649,72 € H.T. au bénéfice du groupement SELE/JNTP (65 rue Octave Camplan, 30000 NIMES) et, plus généralement tout document relatif à cette semaine ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB 28500, Chapitre 928, 908 et 903.

Montpellier, le 09.12.2015

Pour M. le Maire et par délégation Madame
l'Adjointe déléguée,

Stéphanie JANNIN



Publiée le : 11.12.2015
Notifiée le :

Prolongation du marché 1H382200
Prestations de transport avec les Autocars
BOULADOU, PAYS D'OC Mobilités, Cars du Bassin
de Thau.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés publics et en particulier les articles 20 et 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2510/T/R du 2 juin 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à la Réussite Educative ;
- Vu les rapports d'avenant n°1 relatifs à ce marché ;

Considérant :

- Que les entreprises « Bouladou », « Pays d'oc mobilités SAS », et « SARL les cars du bassin de Thau » sont titulaires du marché depuis le 23 novembre 2011 ;
- Qu'il y a lieu de procéder à la prolongation du marché de prestations de transport avec chauffeur d'enfants et d'adolescents, jusqu'au 30 avril 2016, dans l'attente de la passation du nouveau marché ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser l'avenant n°1 du marché 1H382200 du 23 novembre 2011 au bénéfice des entreprises «Bouladou», ZAE Charles Martel, lot n°15, Avenue Gustave COURBET, BP n°5, 34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE, « Pays d'oc mobilités SAS » 119 avenue Louis Blériot, 34170 CASTELNAU LE LEZ, et « SARL les cars du bassin de Thau », 21 rue de la Méditerranée Etang d'Ingril, BP 9026, 34110 FRONTIGNAN LA PEYRADE CEDEX; pour un montant initial de 100 000 euros HT par an, cela n'entraînant pas une augmentation du montant initial du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 921, ligne de crédit 1876, fonction 421, nature 6247 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer l'avenant au marché précité et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02/12/15

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 03/12/15
Notifiée le :

**Marché public restructuration du cinéma Feuillade:
mise en place d'équipement cinéma MAPA n°5B0157**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1974/T/R du 04/05/2015 donnant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER, Adjoint à la Culture ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la mise en place d'un équipement cinématographique à la Salle Louis Feuillade ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du code des marchés public sous la forme d'un marché ordinaire ;
- Que les critères d'analyse des offres étaient la valeur technique pour 70% et le prix pour 30% ;
- Que l'entreprise Cinéma Telec Service 25 boulevard de Saint Marcel 13396 Marseille Cedex 11, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché restructuration du cinéma Feuillade : mise en place équipement cinéma à l'entreprise Cinéma Telec Service pour un montant total de 71 725€ HT : 63 325€ HT pour la solution de base, 6000€ HT pour l'option 1 et 2 400€ HT pour l'option 2 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, section investissement, fonction 90324 nature 21318 programme 2013I04 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 03.12.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : 11.12.2015
Notifiée le :

Cession et Réforme de véhicules et matériels

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu que la Ville de Montpellier réforme et cède des véhicules et matériels.
- Qu'aucun des matériels cédés, ne dépasse unitairement les 4 600 euros (article L2122-22 10° visant les aliénations de gré à gré).
- Qu'en raison de l'état de vétusté de véhicules du **Service Parc Auto (DEMT)**, il convient de céder ces véhicules dont la liste est jointe en annexe. Les prix de vente, estimés par le Service Parc Auto, serviront de base aux enchères publiques organisées par le **Centre 113**, route départementale 613, 34 740 VENDARGUES, 3% de frais seront facturés par cette société sur les prix effectifs des ventes.
- Qu'en raison de l'état de vétusté d'un Pont Roulant Unic, poids 2 000 KGS, 380 volts du **Service des Sports (DTMAS)**, il convient de réformer ce matériel qui ne répond plus aux normes de sécurité. Il sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE**. Les frais seront de 8% sur le prix du matériel effectivement vendu. Le service des Sports estime le prix de départ à 100 €.
- Qu'à la suite du programme de renouvellement de matériels de l'année 2014 du **Service Achats Production et Graphique (DEMT)**, il convient de recycler une machine CTP PRESSTEK, plaques PRESSTEK ANTHEM thermiques, dimension 200, type PRESSTEK CFT - 33. Cet équipement ne fonctionne pas et sera vendu en l'état pour pièces.
Cette machine sera mise en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE**. Les frais seront de 8% sur le prix du matériel effectivement vendu. Le service Achats Production et Graphique estime le prix de départ à 300 €.

Décide en conséquence :

- D'accepter les réformes et cessions des matériels et véhicules précités.
 - D'autoriser la vente aux enchères des véhicules du Service Parc Auto par l'organisme le **Centre 113**.
 - D'autoriser les ventes aux enchères des matériels du Service des Sports et Service Achats Production et Graphique par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE**.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ces réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 03.12.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 10.12.2015
Notifiée le :

**Marché public: Direction technique de la
manifestation culturelle ZAT 10, étude de faisabilité et
mise en oeuvre
N°5B0162**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1974 du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Bernard Travier, Adjoint délégué à la Culture ;

Considérant :


- Que la Ville organise les 9 et 10 avril 2016 la dixième édition de la manifestation ZAT, dans le quartier Figuerolles et qu'il convient de mettre en place une direction technique pour cette manifestation ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché ordinaire, pour une durée de sept mois à compter de la notification ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, l'association Illusion et Macadam, 31 rue de l'Aiguillerie, 34000 Montpellier, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de direction technique de la manifestation culturelle ZAT 10, étude de faisabilité et mise en œuvre à l'association Illusion et Macadam, pour un montant de 49 613.00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 30.11.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 02.12.2015
Notifiée le :

DROIT DE PREEMPTION URBAIN
Délégation de Montpellier Méditerranée Métropole à
la Ville
Aliénation de la propriété de la Société PARVIS DES
FACULTES
53 place Thermidor
Acceptation de la délégation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la décision du 23 novembre 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la société PARVIS DES FACULTES située 53 place Thermidor et cadastrée section SA 221 ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;

- que le 10 novembre 2015, la société PARVIS DES FACULTES a déposé une déclaration d'intention d'aliéner un ensemble immobilier à usage de résidence étudiants et de commerce situé 53 place Thermidor et cadastré section SA 221, au prix de 12.680.000 € plus 350.000 € de commission d'agence ;

- que par décision du 23 novembre 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la société PARVIS DES FACULTES située 53 place Thermidor.

Décide en conséquence :

- d'accepter la délégation du droit de préemption, à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la société PARVIS DES FACULTES, située 53 place Thermidor et cadastrée section SA 221, consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Publiée le : 01.12.2015
Notifiée le :



Montpellier, le 27 NOV. 2015
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour la location, blanchissage et entretien des
vêtements professionnels de la cuisine centrale
(n°5B0146)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la location, blanchissage et entretien des vêtements professionnels de la cuisine centrale.
- Qu'une consultation d'entreprises spécialisées a été lancée le 13 octobre 2015, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande n° 5B0146, pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2016.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - * Le prix pour 35%
 - * La valeur technique pour 20%
 - * L'analyse des échantillons pour 45%
- Qu'après analyse, la société **ELIS PROVENCE** 102-156 Robert Mallet-Stevens – BP 39010, 30 971 NIMES CEDEX a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Location, blanchissage et entretien des vêtements professionnels de la cuisine centrale » précité avec la Société **ELIS PROVENCE** pour un montant total maximum de commandes de **84 000.00 € HT**.

Ce marché est conclu pour une période d'exécution maximale de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2016.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 6135, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Premier Adjoint délégué aux Finances, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 03 . 12 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 10 . 12 . 2015
Notifiée le :

**Marché public - ACHAT ET MISE EN PLACE DE
LOGICIELS D'APPLICATION GRAPHIQUE - n°
5B0160**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2510/T/R du 02/06/2015 relatif aux délégations consenties à Madame Isabelle MARSALA, adjointe à la Réussite Educative ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acquérir des logiciels d'application graphique ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée d'un an ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60%, prix 40% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise OVEANET, sise 7 rue Ferdinand Fabre à Montpellier a présentée une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché d'achat et mise en place de logiciels d'application graphique, n° 5B0160 à l'entreprise OVEANET, pour un montant maximum de 25 000€ HT pour une durée d'un an ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, nature 2051, fonction 90213 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le

07.12.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 10.12.2015
Notifiée le :

DROIT DE PREEMPTION URBAIN
Délégation de Montpellier Méditerranée Métropole à
la Ville
Aliénation de la propriété BARDEL
5 rue Levat - Lot 7
Acceptation de la délégation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la décision du 15 octobre 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété de Madame Catherine BARDEL située 5 rue Levat (lot 7) et cadastrée section EW 304 ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;

- que le 11 septembre 2015, Madame Catherine BARDEL a déposé une déclaration d'intention d'aliéner un garage à usage d'atelier et de bureau constituant le lot 7 de la copropriété située 5 rue Levat, cadastrée section EW 304, au prix de 145.000 € ;

- que par décision du 15 octobre 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation de la propriété BARDEL située 5 rue Levat.

Décide en conséquence :

- d'accepter la délégation du droit de préemption, à l'occasion de l'aliénation de la propriété BARDEL située 5 rue Levat, cadastrée section EW 304, consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Montpellier, le

17 DEC. 2015

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL



Publiée le : 10.12.2015

Notifiée le :

Groupe scolaire Les Grisettes/ Beethoven
Construction de la tranche 2
Construction de 2 classes
Marché public n° 5D0038

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2510/T/R du 2 juin 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite éducative ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de construire 2 classes dans le groupe scolaire les Grisettes / Beethoven ;
- Qu'une procédure a été lancée, conformément aux articles 33-3° alinéa, 57 à 59 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché en appel d'offres ouvert, comportant 10 lots, sous la référence n° 5D0038 ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique pour 60% et le prix pour 40% ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, en date du 1^{er} décembre 2015, a décidé d'attribuer les lots suivants du marché 5D0038 aux entreprises ci-dessous désignées présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Entreprises retenues</i>	<i>Adresses</i>
1	Gros œuvre - terrassement	LE MARCORY	1, avenue de Montpellier 34800 Clermont l'Hérault
2	Etanchéité	SARL SEGIM	139, allée du Mourvèdre 34080 Montpellier
3	Menuiseries extérieures	LABASTERE 34	196, rue de la Gariguette ZAC Saint Antoine 34130 Saint Aunès
4	Doublages, cloisons, faux-plafonds	FPI	PAE La Tour 264 Rue Denis Papin 34 570 Montarnaud

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Entreprises retenues</i>	<i>Adresses</i>
5	Menuiseries intérieures	ALVAREZ	481, Rue H. Boucher Espace Commercial Fréjorgues 34130 Mauguio
6	Revêtements de sols durs - faïences	SARL DELON CARRELAGE	6, rue de la Cadelle 30980 Saint Dionisy
7	Métallerie	TECHNICFER	159, Rue du Mas de Bringaud 34070 Montpellier
8	Peinture - Nettoyage	PAPERON	48, chemin de l'Homme Mort 30900 Nîmes
9	Electricité CFO/CFA	SNEF	81 rue salaison ZI de Fréjorgues Est 34130 Mauguio
10	Chauffage Ventilation Plomberie	LOT INFRUCTUEUX	

Décide en conséquence :

- D'attribuer les 10 lots du marché n° 5D0038 « Groupe scolaire les Grisettes / Beethoven - Construction de la tranche 2 - Construction de 2 classes » ainsi :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Entreprises retenues</i>	<i>Montant en € H.T.</i>
1	Gros œuvre - terrassement	LE MARCORY	170 968,29
2	Etanchéité	SARL SEGIM	8 400,00
3	Menuiseries extérieures	LABASTERE 34	47 706,42
4	Doublages, cloisons, faux-plafonds	FPI	17 577,00
5	Menuiseries intérieures	ALVAREZ	12 666,00
6	Revêtements de sols durs - faïences	SARL DELON CARRELAGE	8 626,93
7	Métallerie	TECHNICFER	12 225,86
8	Peinture - Nettoyage	PAPERON	3 939,50
9	Electricité CFO/CFA	SNEF	16 746,26
10	Chauffage Ventilation Plomberie	LOT INFRUCTUEUX	
TOTAL			298 856,26

- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier, ligne 22816, fonction 902/211, nature 2313.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer les marchés avec les entreprises titulaires et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires ;-

Montpellier, le 16.12.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 16.12.2015
Notifiée le :

**Marché de services passé selon une procédure adaptée
pour l'étude des services écosystémiques des espaces
verts et naturels et de leur intégration aux orientations
de planification territoriale N°5B0127**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté N°2015/1983 du 5 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR Adjoint Délégué.

Considérant :

- Qu'il a lieu de procéder à une étude des services écosystémiques rendus par les espaces verts et naturels à l'échelle de la Ville de Montpellier.
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions de l'article 28 du code des Marchés Publics sous la forme d'un marché de services, non alloti, pour une durée de 2 ans à partir de la date de notification.
- Que les critères d'analyse des offres , pour le jugement des offres , étaient les suivants :
 - A/ valeur technique de l'offre 60%
 - B/ prix des prestations 40%
- Qu'après analyse, l'association TELA BOTANICA, sise 4 rue de Belfort 34000 Montpellier a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour la Ville.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « étude des services écosystémiques des espaces verts et naturels et de leur intégration aux orientations de planification territoriale » à l'association TELA BOTANICA pour un montant de 88 326,50 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015, section de fonctionnement nature 617 fonction 928 .
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10.12.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR

Publiée le : 10.12.2015
Notifiée le :



MARCHE PUBLIC
**Fourniture et mise à jour de licences postes de travail
et serveurs**
N° 5D00377000

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire pour la Ville et le Centre communal d'action sociale de Montpellier d'assurer la fourniture et la mise à jour de licences logicielles pour ses postes utilisateurs, développeurs et ses serveurs ;
- Qu'un appel d'offres a été lancé conformément aux articles 33 3° alinéa, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum ;
- Que conformément à l'article 8 du Code des marchés publics, ce marché est passé pour le groupement de commandes entre la Ville et le C.C.A.S. de Montpellier ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique 40 %
 - Prix des prestations 60 %
- Que la Commission d'appel d'offres dans sa séance du 24 novembre 2015, a attribué le marché à la société SCC sise 96 rue des Trois Fontanot - 92744 Nanterre Cedex présentant une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

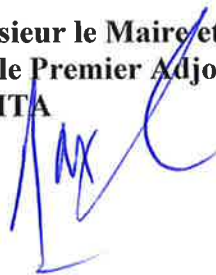
- D'autoriser la signature du marché « Fourniture et mise à jour de licences postes de travail et serveurs », pour une durée initiale de trois ans reconductible pour une période d'un an, avec la société SCC :
 - Pour la Ville de Montpellier pour un montant total estimé de 1 400 000 € HT.
 - Pour le C.C.A.S. pour un montant total estimé de 260 000 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitres 900 et 920.
- De dire que pour le C.C.A.S. les dépenses seront imputées sur le budget du C.C.A.S.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue par la Commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 14 . 12 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 14 . 12 . 2015
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la sensibilisation du public
montpellierain sur le thème du mieux vivre ensemble
MAPA n°5B0169**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au maire délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour sensibiliser le public montpellierain sur le thème du mieux vivre ensemble ; cette sensibilisation se concrétise essentiellement par la réalisation de 16 city-reportages mettant en valeur les principaux lieux culturels municipaux ainsi que les événements montpellierains incontournables, la réalisation de 8 magazines, permettant la présentation détaillée de l'action de la municipalité ; cette prestation inclut la conception, la réalisation des 16 city-reportages et la série de 8 magazines ainsi que la création de rubrique dédiée pour archivage permanent ;
- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 28 II du code des marchés publics, la société Média du Sud, seule chaîne de télévision locale en capacité de toucher le public souhaité d'une manière aussi particulière, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Médias du Sud pour un montant maximum de 62 500 € HT ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 925 nature 6233 ;
- D'autoriser M. le Maire ou à défaut M. le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 11.12.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 11.12.2015
Notifiée le :